

06 Aux origines d'un destin exceptionnel

- 08 L'enfance d'un chef
10 Une jeunesse française

13 Chef de guerre et résistant

- 14 La débâcle de 1940,
un officier qui refuse la défaite
16 Quand Pétain accepte la défaite
18 De Gaulle, prophète ignoré
20 L'Appel du 18 juin 1940
24 L'Afrique, théâtre stratégique
pour la France libre
26 Les FFL, une armée sans moyens
28 Bir Hakeim, le Verdun du désert
30 Depuis Londres, construire
un état en exil
32 Churchill et Roosevelt,
entre alliance et défiance
34 La nécessité de l'unification
et la vision de De Gaulle
36 La guerre des ondes
38 La Libération de Paris, un acte
politique autant que militaire
40 25 août 1944, discours de
De Gaulle à l'hôtel de Ville de Paris

42 De Gaulle, architecte de la France moderne

- 44 1958, le retour au pouvoir
dans un pays en crise
46 La Constitution de la V^e
République une stabilité retrouvée
50 De Gaulle et l'indépendance
algérienne, un choix historique
et pragmatique



- 54 La guerre contre l'OAS,
une France fracturée
56 Le SAC, une tâche indélébile ?
60 L'attentat du Petit-Clamart, quand
De Gaulle échappe à la mort
62 1962, quand De Gaulle impose
le suffrage universel
64 Mai 68, De Gaulle face
à la tempête sociale et culturelle
68 30 mai 1968, allocution
radiodiffusée de De Gaulle
70 De Gaulle à Baden-Baden
72 De Gaulle et l'Afrique,
entre ombre et lumière
76 Jacques Foccart et la Françafrique
80 De Gaulle, père de la dissuasion
nucléaire française
82 L'indépendance stratégique
de la France

SOMMAIRE

CHARLES DE GAULLE



84 La politique économique,
un héritage à double tranchant

86 L'affaire Ben Barka,
quand le scandale ébranle
la France gaullienne

88 De Gaulle - Adenauer, une amitié
au service de l'Europe

92 Qui s'est opposé à De Gaulle ?

94 Le président bâtisseur

98 L'homme derrière la légende

100 L'écriture au service du destin

104 Ces discours qui ont forgé
la légende gaullienne

106 L'humour du Général

108 Yvonne de Gaulle, l'ombre
lumineuse du général

110 «Avec Anne, il était presque
un autre homme»

112 Une relation intime avec l'Histoire
116 Colombey, La Boisserie le refuge
de De Gaulle

118 De Gaulle, toujours vivant

120 Un héros providentiel face
aux vents du XXI^e siècle

122 Tous gaullistes ?

126 Charles de Gaulle, l'icône culturelle

128 Sélection de livres

130 Quizz : Connaissez-vous
vraiment De Gaulle ?



Aux origines d'un destin exceptionnel

Charles de Gaulle, enfant d'une France meurtrie par la défaite de 1870, grandit dans le silence solennel des cathédrales où l'Histoire semble s'écrire à voix basse.

Ses racines familiales, où résonnent les psaumes du catholicisme conservateur et le souffle du nationalisme, forgèrent un caractère de granit.

Très tôt, le jeune homme comprit que la grandeur d'une nation n'est pas un héritage, mais une conquête. Saint-Cyr lui apprit la rigueur, la Grande Guerre le plongea dans le fracas des obus et la glaise des tranchées, mais ce sont ses propres mots qui commencèrent à dessiner l'ombre immense qu'il projetterait sur le siècle.

◀ *La statue du Général de Gaulle par Jean Cardot sur les Champs-Élysées, à Paris.*

L'ENFANCE D'UN CHEF

Il est des hommes qui portent en eux, comme un secret précieux, l'héritage des siècles. Charles de Gaulle naît le 22 novembre 1890, à Lille, dans une maison bourgeoise où l'histoire familiale s'entrelace avec celle de la France. Il descend d'une bourgeoisie du Nord où magistrats et intellectuels se croisent dans un équilibre grave et noble. Ses ancêtres appartiennent à cette petite noblesse de robe qui sert l'État avec rigueur et humilité depuis plusieurs générations. On y cultive le sens du devoir, on y chérit Dieu et la patrie. Dans ce monde ordonné, chaque mot a son poids et chaque valeur trace un chemin.

Prière et lecture

Henri de Gaulle, son père, enseigne les lettres à Paris au Collège Stanislas, et défend l'enseignement libre avec la passion des hommes droits. Fervent historien, il transmet à son fils cette foi inébranlable en la grandeur de la France. Sa devise - « *Honneur, religion et patrie* » - résonne dans chaque pièce comme une prière discrète. Henri fréquente les jésuites, qui marquent profondément l'éducation de Charles. Quant à sa mère, Jeanne Maillot, elle incarne une piété intense et austère, héritée des traditions du Nord. À Lille, puis à Paris, dans la demeure familiale, la religion impose ses silences, ses

Lille, ville de naissance de Charles de Gaulle, à la fin du 19^{ème} siècle.





◀ Charles Péguy et sa ferveur patriotique firent forte impression sur le jeune Charles de Gaulle, féru de littérature.

.....

“ À la maison, dans ce début du XX^e siècle, on transmet le courage, l’honneur, la fidélité, le sens du devoir et du sacrifice. ”

certitudes, et ses rites. On prie avec ferveur et on lit avec gourmandise.

Socialisme chrétien

En 1906, Charles entre au Collège de l’Immaculée-Conception, à Paris, tenu par les jésuites. C’est là que s’ancrent les premiers contours de sa pensée. Maurice Barrès lui souffle le goût du sol et des racines. Charles Péguy lui parle de ferveur patriotique et d’un socialisme chrétien qui élève sans diviser. Henri

Bergson, dont il lit les œuvres avec avidité, ouvre son esprit à une pensée libre, plus métaphysique. Ainsi, De Gaulle grandit, partagé entre le monde ancien et l’aspiration à un destin moderne.

S’avancer vers l’histoire

À travers les années, Charles observe et apprend. Les valeurs familiales occupent une place centrale dans sa construction. À la maison, dans ce début du XX^e siècle,

on transmet le courage, l’honneur, la fidélité, le sens du devoir et du sacrifice. À la veille de la Première Guerre mondiale, en 1912, le jeune homme de 22 ans intègre l’Académie militaire de Saint-Cyr, avec l’idée chevillée au corps de servir la France. Déjà, il incarne ces principes familiaux que rien ne semble ébranler.

Ainsi, dans cette famille discrète où les jésuites tracent les lignes de l’éducation et où la France s’impose comme un idéal, Charles de Gaulle se forge. De Lille à Paris, des salles de classe aux salons où se discutent l’avenir du pays, il grandit, porté par une foi et une rigueur qui l’accompagneront toute sa vie. Il s’avance vers l’Histoire comme s’il en était déjà l’acteur. ■

UNE JEUNESSE FRANÇAISE

Il n'est encore qu'un adolescent mais Charles de Gaulle semble déjà porté par une étrange gravité. On le voit, dans la lumière grise des rues lilloises, se tenir à l'écart des jeux bruyants, perdu dans des rêveries qui, de loin, prennent des airs de méditation silencieuse.

Quelques années plus tard, en Belgique, son enfance s'épanouit dans les couloirs feutrés du collège jésuite d'Antoing, empreints de discipline et de recueillement. Là, Charles affirme peu à peu sa singularité. Ses camarades racontent un élève qui n'a rien du leader tonitruant qu'il deviendra, mais dont l'allure impose déjà le respect. « *Il avait cet air grave, ce regard lointain* », rapportent-ils, comme s'il écoutait un murmure invisible. Peut-être celui des siècles passés, ou plus sûrement celui d'une histoire de France dont il sent, sans se l'expliquer, qu'il sera un jour le héros exigeant.

Brillant sans être docile

Ce sérieux presque précoce ne le quitte jamais. En 1908, lorsqu'il intègre l'école militaire de Saint-Cyr, Charles de Gaulle se heurte

parfois aux attentes académiques. Ses notes ? Mitigées, dit-on. Mais qu'importent les bulletins, quand l'ambition trace ailleurs ses chemins. Brillant sans être docile, original sans arrogance, il se démarque rapidement. Ses camarades remarquent un esprit critique qui tranche avec la rigueur conformiste de l'institution. Un certain humour, discret, vient parfois égayer son austérité naturelle. En réalité, Charles de Gaulle se façonne, lentement mais sûrement, une posture de stratège, un mélange subtil d'autorité et de recul.

Les mots, son refuge

Derrière la froideur des chiffres et des exercices militaires, une autre vocation se dessine : celle des mots. Loin des bivouacs, entre deux lectures assidues, il griffonne des pièces de théâtre, imagine des nouvelles. Dans cette jeunesse studieuse, il écrit déjà avec une certaine idée de la France, comme si les mots étaient des soldats avant l'heure, alignés pour une bataille à venir. Cette plume, qui un jour galvanisera une nation entière, se cherche alors dans l'intimité de carnets d'écolier.

Charles de Gaulle ne sera jamais un militaire ordinaire. À sa sortie de Saint-Cyr en 1911, il rejoint l'École Supérieure de Guerre, où il achève son parcours en 1913. Tandis que

.....
 ◀ Ses camarades se souviennent d'un élève dont l'allure imposait déjà le respect.



6. SAINT-CYR-L'ÉCOLE — École spéciale Militaire - Cour Wagram



Edité Muller, Bazar Parisien, Saint-Cyr

d'autres se contentent d'appliquer les doctrines enseignées, lui les interroge. Son goût pour la réflexion l'entraîne, quelques années plus tard, dans des dialogues féconds, notamment avec Émile Mayer, historien militaire et esprit non conformiste. Ensemble, ils bousculent les dogmes et imaginent d'autres formes de guerre.

La grandeur tragique des nations

Peut-être est-ce la captivité en Allemagne, entre 1916 et 1918, qui forge définitivement le caractère de ce jeune homme intransigeant. La guerre, dans sa violence et ses silences, lui enseigne la grandeur

tragique des nations. Il comprend, au fond de ces prisons, qu'une nation ne meurt pas d'une défaite, pourvu qu'elle garde un idéal à défendre.

Ainsi naît, discrètement d'abord, ce que nous savons aujourd'hui : une volonté inflexible, un amour brûlant pour la France et cette manière bien à lui de voir loin, quand tant d'autres regardent au ras du sol. Il faut être Charles de Gaulle pour imaginer une autre voie lorsque tout semble perdu. Car la jeunesse n'est pas seulement un âge de la vie. Elle est, pour les âmes les plus grandes, une promesse et un prélude. ■

▲
En 1908, Charles de Gaulle intègre l'école militaire de Saint-Cyr avant de rejoindre l'École Supérieure de Guerre.

“ Tandis que d'autres se contentent d'appliquer les doctrines enseignées, lui les interroge. ”



Chef de guerre et résistant

Un militaire parmi tant d'autres. Charles de Gaulle, en 1940, n'était alors qu'un officier anonyme, promis au chaos.

Mais quand tout s'effondre, il se dresse. À Abbeville, il mène ses chars dans un dernier sursaut d'honneur. Peu le suivent. Puis, quelques semaines plus tard, sa voix éclate depuis Londres : « *La flamme de la résistance ne doit pas s'éteindre* »

Ils sont peu, au début, ces hommes qui le rejoignent. Exilés, réfractaires, soldats sans guerre. Mais De Gaulle les rassemble, comme on ravive des braises dans la nuit.

Les Forces françaises libres naissent, affrontent Bir Hakeim, l'océan, et le mépris des alliés. On le dit seul, trop grand, trop intransigeant. Mais il tient bon. Quand il revient, la France n'a pas seulement vaincu : elle a retrouvé son honneur.

LA DÉBÂCLE DE 1940

UN OFFICIER QUI REFUSE LA DÉFAITE

Jun 1940. La France, cette vieille nation au glorieux passé, vacille. Les routes sont encombrées de réfugiés fuyant l'avancée allemande, le ciel zébré par les Stukas hurlants. Dans ce chaos, un homme se distingue. Un colonel encore peu connu du grand public, Charles de Gaulle, refuse de plier le genou.

Là où d'autres acceptent l'inévitable, lui s'accroche à l'idée d'une autre France, d'une autre guerre, d'une autre issue.

Un soldat allemand dans Paris occupé.



Abbeville, le symbole

La bataille d'Abbeville, au début du mois de juin 1940, pourrait sembler anodine dans le flot des défaites qui accablent la France. Et pourtant, elle révèle une détermination qui éclaire la personnalité de Charles de Gaulle. Aux commandes de la 4^e division cuirassée, il prend l'initiative d'une contre-attaque. Son objectif : ralentir l'avancée allemande, malgré des forces insuffisantes et un moral national en berne.

De Gaulle se bat avec ce qu'il a. Ses chars avancent, en dépit de la suprématie allemande, et obtiennent un succès partiel, sans lendemain. Mais dans cette bataille sans gloire éclatante, un fait demeure : il refuse la fatalité. Ses actions tranchent avec la doctrine défensive qui paralyse l'État-major. Depuis 1934, dans *Vers l'armée de métier*, il prône une armée moderne, articulée autour d'unités blindées autonomes. À Abbeville, ces idées prennent vie dans un combat désespéré mais révélateur de son audace stratégique. Ce moment témoigne aussi de sa vision. Là où tant d'autres officiers restent figés dans les schémas de 1918, De Gaulle anticipe la guerre de mouvement, la guerre moderne.



◀ Aux commandes de la 4^e division cuirassée, Charles de Gaulle pris l'initiative d'une contre-attaque durant la bataille d'Abbeville.

.....

“ Là où tant d'autres officiers restent figés dans les schémas de 1918, De Gaulle anticipe la guerre de mouvement, la guerre moderne. ”

Les racines de la France Libre

À Abbeville, De Gaulle ne s'oppose pas seulement à l'ennemi, mais aussi à la défaite de l'esprit. La capitulation, inacceptable pour lui, se transforme en révolte. Lorsqu'il apprend l'annonce prochaine de l'armistice, il comprend que le combat n'est pas terminé : il doit simplement se poursuivre ailleurs.

La bataille d'Abbeville, si méconnue soit-elle, est l'une des racines de ce qui deviendra la France Libre. En refusant de céder à la débâcle, De Gaulle trace un chemin. D'autres moments suivront. L'échec de Dakar, la campagne d'Afrique, les ralliements difficiles... Mais tout commence ici. Dans l'épreuve d'Abbeville, De Gaulle est seul contre tous, incarnant déjà ce qu'il

deviendra : le chef de la Résistance, l'homme du 18 juin, et le garant d'une certaine idée de la France. La bataille d'Abbeville n'a pas changé le cours immédiat de la guerre. Mais elle a révélé un homme qui, dans les ténèbres de la défaite, s'est levé pour dire non. De Gaulle incarne alors l'espoir d'une France qui refuse la capitulation et qui, malgré tout, continue la lutte pour la liberté. ■



▲ Affiche à la gloire du Maréchal Pétain.

DOCUMENT QUAND PÉTAIN ACCEPTÉ LA DÉFAITE

1 7 juin 1940. L'air est lourd, comme si le pays entier retenait son souffle. Dans les villes désertées, les pas résonnent dans le vide ; sur les routes défigurées par l'exode, une humanité hagarde avance, poussée par la peur autant que par le bruit des avions allemands qui déchirent le ciel. Ils fuient, ils trébuchent, ils pleurent sans s'arrêter. La France, ce matin-là, n'est plus une nation : c'est une foule. À la radio, la voix de Philippe Pétain s'élève. Grave, presque crépusculaire, elle cloue les auditeurs à leur siège. « *Il faut cesser le combat* », annonce le maréchal, l'homme de Verdun, héros hier, sauveur aujourd'hui. L'annonce est sèche, sans lyrisme : les armes se taisent, la France s'incline. Autour des postes de radio, des visages se figent. Les regards se croisent sans se comprendre. Faut-il remercier cet homme d'éteindre l'incendie ou le haïr d'avoir soufflé sur la flamme ?

En coulisses, le président Lebrun a cédé la barre à Pétain la veille, convaincu que seul un héros pouvait sauver ce qu'il restait à sauver. Mais que sauve-t-on, quand tout est déjà perdu ? L'armistice, scellé

“ Pour De Gaulle, ce discours de Pétain représente une capitulation inacceptable, un acte de collaboration avec l'ennemi, et même un abandon du peuple français. ”

quelques jours plus tard, consacre la déchirure : une France en deux morceaux, l'un occupé, l'autre libre, ou presque. La frontière n'est pas géographique ; elle est dans les esprits. Certains y voient du réalisme, d'autres un crime.

Ce discours est le début d'un autre combat, silencieux et intérieur, entre l'honneur et la résignation. Pour De Gaulle, ce discours de Pétain représente une capitulation inacceptable, un acte de collaboration avec l'ennemi, et même un abandon du peuple français.



▲ Le 24 octobre 1940, le maréchal Pétain rencontre pour la première fois Hitler à Montoire-sur-le-Loir (Loir-et-Cher).

*« Français,
À l'appel de M. le président de la République,
j'assume à partir d'aujourd'hui la direction du
gouvernement de la France. Sûr de l'affection de
notre admirable armée, qui lutte avec un héroïsme
digne de ses longues traditions militaires contre
un ennemi supérieur en nombre et en armes. Sûr
que par sa magnifique résistance, elle a rempli
nos devoirs vis-à-vis de nos alliés, sûr de l'appui
des anciens combattants que j'ai eu la fierté de
commander, sûr de la confiance du peuple tout
entier, je fais à la France le don de ma personne
pour atténuer son malheur.*

En ces heures douloureuses, je pense aux malheureux réfugiés qui, dans un dénuement extrême,

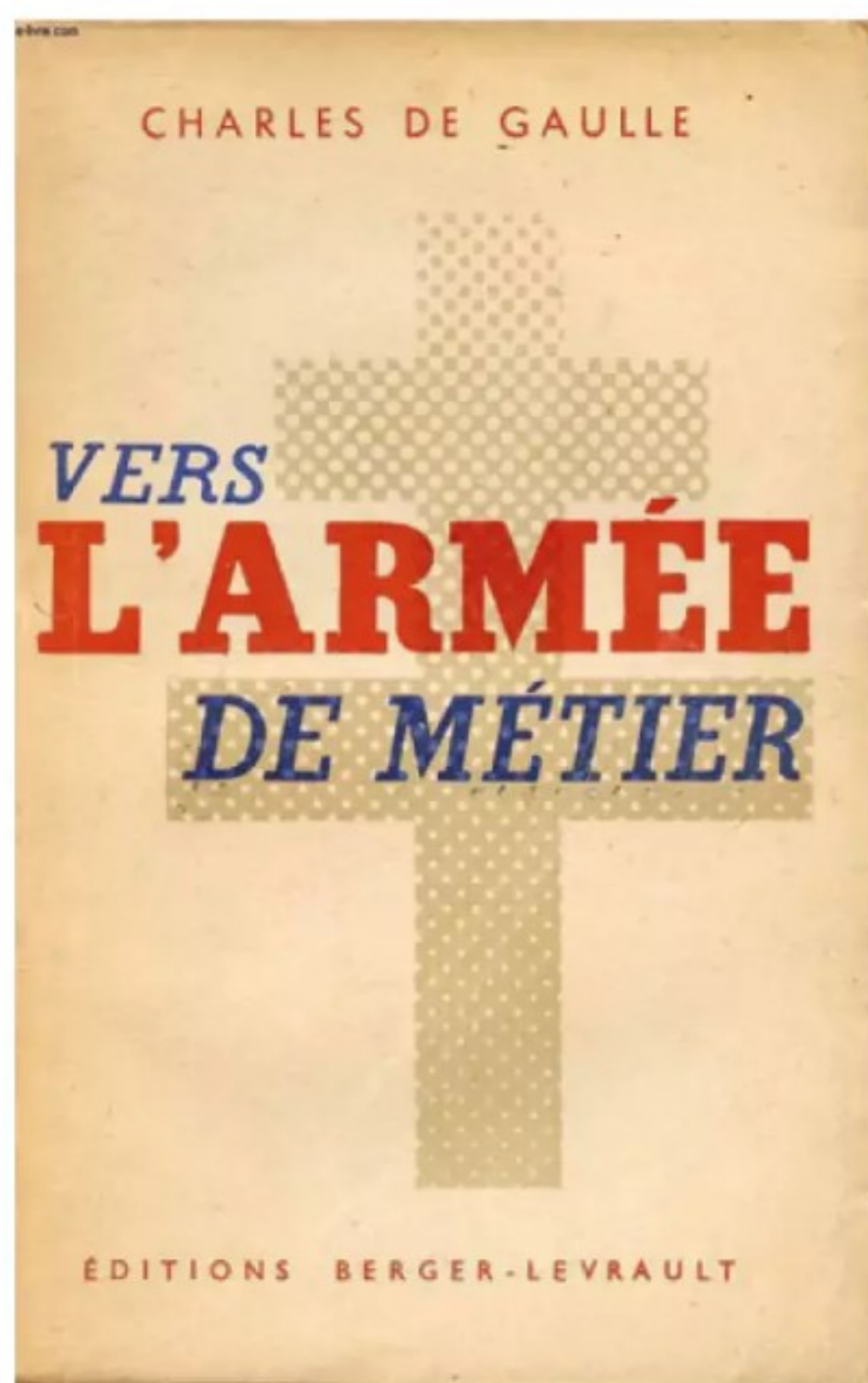
sillonnent nos routes. Je leur exprime ma compassion et ma sollicitude. C'est le cœur serré que je vous dis aujourd'hui qu'il faut cesser le combat. Je me suis adressé cette nuit à l'adversaire pour lui demander s'il est prêt à rechercher avec moi, entre soldats, après la lutte et dans l'honneur, les moyens de mettre un terme aux hostilités.

Que tous les Français se groupent autour du gouvernement que je préside pendant ces dures épreuves et fassent taire leur angoisse pour n'obéir qu'à leur foi dans le destin de la patrie. »

Maréchal Philippe Pétain,
discours du 17 juin 1940.

DE GAULLE, PROPHÈTE IGNORÉ

Dans son ouvrage *Vers une armée de métier*, Charles de Gaulle avait expliqué, sans être entendu, que les guerres modernes ne se gagnent pas avec les stratégies d'hier.



L'histoire est souvent cruelle avec ceux qui voient plus loin. Dans les années 1930, Charles de Gaulle, militaire et stratège français, a l'audace de poser une question presque iconoclaste à l'époque : et si l'avenir de la guerre appartenait aux machines, à la mobilité et à une armée professionnelle d'élite ?

À travers son ouvrage *Vers l'armée de métier* publié en 1934, De Gaulle anticipe ce que l'Allemagne va bientôt transformer en doctrine militaire : une stratégie rapide, mécanisée et centrée sur des divisions blindées. Mais en France, ses idées se heurtent à un mur d'inertie.

En quête d'une armée moderne

La pensée de De Gaulle s'impose comme novatrice et terriblement simple. Il ne s'agit pas seulement d'ajouter des chars aux unités militaires, mais de repousser les fondements mêmes de la guerre. Là où la France s'enferme derrière sa ligne Maginot, symbole de sa foi dans une défense statique, De Gaulle propose une armée de mouvement. Ses idées entrent en résonance avec celles de contemporains étrangers : Basil Liddell Hart et J.F.C. Fuller en Grande-Bretagne, ou Władysław Sikorski en Pologne. Pourtant, il y a chez De Gaulle une dimension unique : sa capacité à inscrire cette révolution militaire

dans une réflexion plus large sur la grandeur nationale.

Pour lui, une armée moderne n'est pas qu'une question technique ; elle reflète une société capable de s'adapter aux défis du monde. De Gaulle l'écrit avec un style qui, déjà, appelle au dépassement : « *Ajouter à la masse de nos recrues un instrument permanent, rompu aux armes et capable d'agir sans délai.* »

Il voit ce que d'autres ne voient pas encore : l'immobilisme coûte cher et les guerres modernes ne se gagneront pas avec les stratégies d'hier.

Un terrible conservatisme

Pourquoi un pays comme la France, berceau de tant d'innovations stratégiques par le passé, échoue-t-il à écouter De Gaulle ? Le conservatisme de l'état-major constitue la première réponse. L'armée française demeure prisonnière d'une vision napoléonienne modernisée à la marge, où la masse des soldats et les fortifications forment la clé de voûte de la défense nationale.

Mais il existe aussi des résistances politiques : la gauche redoute qu'une armée professionnelle devienne un outil de répression sociale tandis que la droite, attachée aux traditions militaires, sous-estime la menace allemande et voit dans la ligne Maginot l'assurance d'une guerre longue et défensive.



La Ligne Maginot. ▲

“ Pour De Gaulle, une armée moderne n'est pas qu'une question technique. Elle doit refléter une société capable de s'adapter aux défis du monde. ”

De Gaulle multiplie les efforts pour convaincre. Il publie des articles dans la presse, entretient des correspondances avec des figures politiques comme Paul Reynaud, organise des conférences. Malgré cet acharnement, ses appels restent lettre morte. L'ironie de l'histoire ? Pendant que la France refuse sa vision, l'Allemagne l'étudie et l'applique.

Absence de vision

La défaite française de 1940 ne relève pas seulement d'une tragédie

militaire : elle démontre avec brutalité ce que coûte l'absence de vision stratégique. Les divisions blindées allemandes, appuyées par une puissance aérienne mobile, balaient en quelques semaines une armée française figée dans ses doctrines du passé.

L'histoire valide alors ce que De Gaulle annonçait six ans plus tôt : la mobilité, l'innovation et l'intégration des nouvelles technologies comme les chars et les avions sont les clés de la guerre moderne. ■

L'APPEL DU 18 JUIN 1940

Londres, 18 juin 1940. Dans un studio modeste de la BBC, une voix grave s'apprête à retentir. Le général Charles de Gaulle, encore inconnu du grand public, ajuste son micro. Quelques secondes de silence. Puis il parle. Ce moment, si simple en apparence, est en réalité un tournant historique, un refus solitaire face à l'inacceptable. De Gaulle, seul contre tous, choisit la résistance dans une France qui s'effondre sous le poids de la Blitzkrieg allemande et du désespoir.

Ce soir-là, la France se tait. Mais quelque part, dans l'écho de cette voix, une promesse naît : celle d'un combat qui dépassera les défaites et les frontières.

La déroute militaire est totale. En mai 1940, la guerre s'est abattue comme une tempête. Les chars allemands percent les lignes françaises, appuyés par une supériorité aérienne écrasante. Ce n'est plus une bataille, c'est un effondrement. Des milliers de soldats tombent, les villes se vident, et les routes se remplissent de familles en exil. Une France terrassée, désarmée.

L'exil nécessaire

Au cœur du chaos, le gouvernement français se divise. À Vichy, le désordre est partout. Le maréchal Pétain, figure d'une gloire passée, choisit la voie de la capitulation. Pour lui, la guerre est perdue. Pour De Gaulle, elle ne fait que

commencer. *« Je ne crois pas que la France doive s'incliner devant l'ennemi. »* Une phrase. Une conviction. Un homme contre une nation résignée. La situation pousse le général vers un exil nécessaire. Londres devient alors le refuge du défi. Winston Churchill, qui partage cette même intransigeance face à Hitler, accueille le général français. Il lui offre un micro, une tribune et une opportunité. Mais De Gaulle n'est pas encore ce héros qu'on imagine aujourd'hui. Pour les Alliés, il est un officier inconnu, un militaire solitaire, un pari risqué.

Cette défaite psychologique achève un pays déjà vaincu militairement. Ce qui meurt en 1940, ce n'est pas seulement une armée, c'est une nation blessée, rongée par l'humiliation. Le général de Gaulle parle avant tout à cet esprit déchu : sa voix, ferme et calme, est un cri d'espoir. Un appel pour rappeler aux Français qui ils sont.

Le discours du général est simple, concis, presque prophétique. *« La France a perdu une bataille, mais elle n'a pas perdu la guerre. »* Ces mots résonnent comme un avertissement. De Gaulle ne promet pas la victoire immédiate, il annonce la résistance. Ce combat se mènera partout : sur les mers, dans les airs, partout où la liberté sera encore possible. L'appel est lancé aux soldats et officiers en Grande-Bretagne, mais aussi au peuple français tout entier. Il invite



“ Le discours du Général de Gaulle est simple, concis, presque prophétique : « La France a perdu une bataille, mais elle n'a pas perdu la guerre. » ”

chacun à refuser l'inacceptable et à préparer les jours meilleurs. La diffusion du message reste, dans un premier temps, restreinte. L'appel est émis sur les ondes de la BBC. Une poignée de Français, depuis leurs postes de radio, écoutent en silence. Peu nombreux sont ceux qui saisissent la portée de ces mots. Le gouvernement de Vichy s'acharne à censurer ce message, à effacer les échos d'une révolte

encore naissante. Mais les mots de De Gaulle cheminent : clandestinement, dans l'ombre, ils allument des foyers de résistance.

La Voix de la France

Au-delà de l'événement lui-même, l'Appel du 18 juin devient, avec le temps, un symbole de la Résistance. Il incarne l'honneur d'une France qui refuse de mourir. Cette voix solitaire, sur les ondes britanniques,





◀ L'appel du 18 Juin est le premier discours prononcé par le Général de Gaulle à la radio de Londres, sur les ondes de la BBC, le 18 juin 1940.

.....

est perçue comme le point de départ d'un combat acharné contre l'occupation nazie.

L'appel façonne également le mythe de Charles de Gaulle. Ce général méconnu devient une figure héroïque, une icône de la Résistance. À chaque époque, son geste rappelle qu'une seule voix peut défier le cours de l'histoire. Pourtant, il faut nuancer le mythe : en juin 1940, l'appel touche peu d'oreilles. Ce n'est que plus tard, grâce au travail de mémoire, qu'il prend cette dimension presque légendaire.

L'impact politique de l'appel est considérable. Il incarne la lutte pour la souveraineté nationale et inspire, encore aujourd'hui, les réflexions politiques françaises. De Gaulle ne parlait pas seulement de résister à l'Allemagne nazie, il posait les bases d'une France libre et indépendante.

Ce 18 juin 1940, dans une pièce exiguë de Londres, Charles de Gaulle a changé le destin d'un pays. Son appel n'était pas un cri de guerre mais un serment, celui d'une lutte future pour libérer la France de ses chaînes. Solitaire à l'époque, il a depuis rassemblé une nation entière autour d'une idée : celle de ne jamais abandonner.

Et si, ce soir-là, peu de Français ont entendu sa voix, aujourd'hui, elle appartient à tous. ■

L'AFRIQUE, THÉÂTRE STRATÉGIQUE POUR LA FRANCE LIBRE

En 1908, Charles de Gaulle intègre l'école militaire de Saint-Cyr avant de rejoindre l'École Supérieure de Guerre.



Isolé, marginalisé même par ses contemporains, le général Charles de Gaulle défie depuis Londres l'ordre établi. S'ouvre alors une séquence nouvelle et incertaine : celle de la France Libre.

Mais, à Londres, De Gaulle n'est encore qu'un général peu connu, presque un inconnu aux yeux du gouvernement britannique. L'histoire retiendra la date du 18 juin, mais il serait naïf d'y voir un triomphe immédiat. De Gaulle ne dispose ni d'armée, ni de territoire. Il n'a pour lui que sa volonté.

Les premiers ralliements : l'Empire comme socle

La réponse initiale à cet appel est timide, presque discrète. Pourtant, quelques territoires décident de rejoindre la cause gaulliste. Ces premiers ralliements, modestes en apparence, offrent à la France Libre une légitimité naissante.

Le 20 juin, l'administrateur de Chandernagor, en Inde, M. Baron, est l'un des premiers à répondre, puis, le 22 juillet, les Nouvelles-Hébrides, dans le Pacifique, suivent grâce à l'initiative de leur gouverneur, M. Sautot.

Mais c'est en Afrique Équatoriale Française (AEF) que la dynamique

prend véritablement forme. Avec l'aide d'émissaires comme Leclerc et Boislambert, De Gaulle parvient à rallier des figures clés, notamment Félix Éboué, gouverneur du Tchad. Pour De Gaulle, l'Afrique devient rapidement un enjeu majeur. Dès septembre 1940, une tentative est lancée pour faire de Dakar, au Sénégal, une capitale gaulliste. Mais cette opération se solde par un échec retentissant. Les forces vichystes, bien implantées, repoussent l'assaut avec détermination.

Cet échec n'est pas seulement militaire : il met en lumière les défis auxquels le Général doit faire face pour asseoir sa légitimité. Il en tire toutefois une certitude : l'Afrique Équatoriale Française doit devenir le pivot central de son organisation. De Gaulle y installe donc un embryon de pouvoir structuré. En s'établissant à Brazzaville, il place la capitale de la France Libre loin des pressions directes de ses alliés britanniques.

La radio, outil de propagande incontournable, permet au Général de maintenir un lien fragile avec la métropole. À chaque allocution, le message est clair : la France Libre existe, elle se bat, et elle refuse de se soumettre.



◀ Le Général de Gaulle prononçant un discours à Brazzaville.

.....

“ En s'établissant à Brazzaville, De Gaulle place la capitale de la France Libre loin des pressions directes de ses alliés britanniques. ”

Les autorités de Vichy, conscientes du danger que représente De Gaulle, mènent une lutte active pour discréditer la France Libre dans les colonies. Parallèlement, les relations avec les Alliés s'avèrent complexes. Les Britanniques et les Américains, guidés par leurs propres intérêts, peinent à reconnaître la place que De Gaulle veut

donner à la France dans le conflit mondial. Malgré ces obstacles, l'appel du 18 juin commence à retentir en France métropolitaine. Les premiers mouvements de résistance prennent forme, nourris par la persévérance de ceux qui, depuis les colonies, ont répondu à cet appel. ■

LES FORCES FRANÇAISES LIBRES,

UNE ARMÉE SANS MOYENS

Avec son appel du 18 juin 1940, Charles de Gaulle pose les fondations d'une armée improbable : les Forces Françaises Libres (FFL). Une armée sans territoire, sans ressources, qui revendique pourtant l'honneur et la continuité de la France combattante.

Créer une armée exilée, sans moyens ni effectifs, relève de l'impossible. Les premières semaines des Forces Françaises Libres sont donc inévitablement marquées par une pauvreté déconcertante. À Londres, de Gaulle possède quelques centaines d'hommes - des marins, des aviateurs, des soldats échappés des décombres - mais aucune force capable d'ébranler l'Allemagne nazie. Les uniformes sont britanniques, les armes prêtées, les véhicules récupérés de fortunes diverses.

De Gaulle se heurte aussi à l'ambivalence des Alliés. Churchill, séduit par son charisme, hésite encore. Soutenir de Gaulle signifie froisser Vichy, avec qui des contacts subsistent. Le général doit convaincre les Britanniques, mais surtout imposer son autorité.

Dans ce chaos politique, il recrute. Il transforme un assemblage d'exilés en soldats disciplinés, structure un embryon d'état-major, puis s'appuie sur les premiers ralliements en

Afrique pour donner un souffle à son projet.

Des hommes et des serments

De Gaulle, par sa stature et sa détermination, s'impose naturellement comme le pivot central des FFL. Son autorité impressionne autant qu'elle irrite. Pour les Britanniques, il reste un allié dérangeant ; pour ses partisans, il devient l'incarnation de la résistance. Sa devise est claire : « *Je suis la France* ». À ses côtés, émergent des figures qui marquent l'histoire. Le général Leclerc, homme d'action et de serments, conduit en mars 1941 une poignée d'hommes jusqu'à la prise de Koufra. Là, dans le désert libyen, il lance une promesse devenue légendaire : « *Nous ne déposerons les armes que lorsque le drapeau français flottera sur Strasbourg* ».

D'autres noms, comme celui du général Koenig, s'inscrivent dans la mémoire collective. À Bir Hakeim, en 1942, ses troupes résistent quinze jours face aux assauts des forces de l'Axe. Cette bataille redonne un prestige immense aux soldats de la France Libre. Au-delà des champs de bataille, les résistants, sous l'impulsion de Jean Moulin, organisent des actions cruciales.

Plaque commémorative en hommage au Général Leclerc de Hautecloque, héros des Forces Françaises Libres.





Structurer une armée et une légitimité

Pour donner une assise politique aux FFL, De Gaulle crée dès septembre 1941 le Comité National Français (CNF), véritable gouvernement en exil. Plus tard, avec le Conseil de Défense de l'Empire, il centralise le commandement militaire.

Les mouvements de résistance intérieure jouent un rôle décisif dans sa stratégie. Jean Moulin, envoyé par De Gaulle, parvient à unifier les factions résistantes au sein du Conseil National de la Résistance (CNR). Cette organisation, associée aux actions militaires des FFL, permet d'intégrer le combat extérieur et intérieur.

Sur le plan militaire, De Gaulle restructure l'armée française d'après-guerre. Sur le plan moral, il prouve que la France a participé à sa propre libération. Le serment de Koufra, la résistance à Bir Hakeim, la libération de Paris : autant de victoires qui redonnent à la France son rang parmi les nations victorieuses. ■

▲
Marins français
des FFL.

“ Pour donner une assise politique aux FFL, De Gaulle crée dès septembre 1941 le Comité National Français (CNF), véritable gouvernement en exil. ”

BIR HAKEIM, LE VERDUN DU DÉSERT

“ Ici, pour la première fois depuis la débâcle de 1940, les soldats français affrontent directement l’armée allemande. ”

Mai 1942. Bir Hakeim. Un point stratégique, un carré de sable aride et désolé au cœur du désert libyen. Rien n’y pousse, le silence y règne, comme une menace avant la tempête. La 1ère Brigade Française Libre, dirigée par le général Marie-Pierre Kœnig, y prend position. 3 700 hommes, venus des quatre coins de l’Empire colonial, y installent leurs maigres défenses. Face à eux, l’ennemi est colossal. Erwin Rommel, le « Renard du désert », avance avec son Afrika Korps, des divisions blindées aguerries et des escadrilles de Stukas prêtes à fondre du ciel. Le choc est inévitable. Le 26 mai, l’air s’emplit d’un bruit sourd. Le premier obus explose. Le désert s’éveille dans un fracas d’acier et de feu. Le sable, sec et brûlant, se soulève en tourbillons. Les hommes s’accroupissent

derrière leurs abris de fortune, les doigts crispés sur leurs armes. La chaleur est accablante. Le soleil pèse, implacable. Le jour, c’est un brasier où les peaux brûlent, où la sueur ruisselle en vain. La nuit, le froid tombe comme une lame, glaçant les corps épuisés. Pourtant, ils tiennent. Coûte que coûte.

Une France plurielle

Les hommes du bataillon du Pacifique, Polynésiens et Calédoniens, se battent avec une ferveur inouïe. Leurs chants, la veille des attaques, résonnent comme un écho venu d’ailleurs, un appel à la vie avant la mort. Aux côtés des troupes coloniales, des soldats de métropole, des volontaires étrangers et des vétérans aux visages marqués par d’autres fronts. Ils forment une France plurielle, celle qui refuse de plier.

Les Stukas hurlent dans le ciel, piquent et bombardent sans relâche. La terre s’ouvre sous les tirs. Les chars allemands avancent, les canons pilonnent chaque position. Les Français sont cernés, pilonnés, mais chaque mètre est défendu



.....

◀ La magnifique défense de Bir Hakeim par les Forces françaises libres a suscité l’admiration du monde entier.

avec acharnement. Un simple fusil, un poing serré, un ordre murmuré suffisent à tenir la ligne.

L'épreuve est totale. Les soldats combattent la fatigue, la faim et la chaleur en même temps que les blindés de Rommel. Ils manquent de munitions, d'eau, mais pas de volonté. Chaque obus tiré est compté. Chaque balle économisée est une seconde gagnée. Pourtant, ils ne reculent pas. Les positions tiennent. Chaque attaque allemande est repoussée.

Les Britanniques observent, fascinés par cette résistance improbable. Le Daily Mail écrit : « *Bir Hakeim, c'est Verdun dans le désert.* » C'est une bataille acharnée, brutale, un symbole que le monde entier découvre. Ici, pour la première fois depuis la débâcle de 1940, les soldats français affrontent directement l'armée allemande. Ce ne sont plus des Italiens, ni des divisions secondaires. C'est l'élite nazie qui se heurte à une force que personne ne soupçonnait.

Victoire morale

Le 11 juin, après quinze jours de combats ininterrompus, les troupes françaises sont encerclées. Les positions ne sont plus tenables. Le général Kœnig donne l'ordre de repli. La nuit tombe. Dans un silence lourd, les soldats rassemblent leurs maigres affaires et se préparent. Percer les lignes ennemies est leur seule issue. Les blindés allemands resserrent l'étau, les tirs de mortiers illuminent le sable d'éclairs



aveuglants. Alors, sous le feu ennemi, les Français s'élancent.

C'est une avancée chaotique, une marche sous les balles. Mais ils passent. Ils sortent. Blessés, épuisés, marqués, mais vivants. Ils ont tenu. Quinze jours dans l'enfer de Bir Hakeim, et l'honneur est sauf.

Bir Hakeim n'est pas une victoire stratégique. Mais c'est une victoire morale qui dépasse les champs de bataille. Dans le monde entier, on découvre que la France résiste. Que la France combat. À Londres, Charles de Gaulle saisit l'importance de cet événement. « *La France s'est battue* », proclame-t-il. ■

▲
Les soldats français ont combattu jusqu'au bout de leurs forces les terribles divisions blindées du Generalfeldmarschall Erwin Rommel, surnommé le « Renard du désert ».

DEPUIS LONDRES : CONSTRUIRE UN ÉTAT EN EXIL



“ De Gaulle, pragmatique et résolu, prépare activement la Libération. Dans un esprit de reconstruction, il met en place des structures administratives et juridiques solides. ”

Le jour de la Libération de Paris, à gauche du Général de Gaulle, Georges Bidault, chef du Conseil national de la Résistance. ▶

Dès son arrivée à Londres, De Gaulle installe ce qui deviendra le premier quartier général de la France Libre. Le soutien britannique est bien réel, mais matériellement modeste. Quelques pièces, quelques hommes, rien d'autre. Ses premiers compagnons, rares mais déterminés, sont les bâtisseurs de ce qui, quelques années plus tard, apparaîtra comme une œuvre monumentale.

En septembre 1941, Charles de Gaulle franchit une étape décisive avec la création du Comité National Français (CNF). Cet embryon

de gouvernement s'entoure de personnalités marquantes : le général Georges Catroux, l'intellectuel et juriste René Cassin, le diplomate Maurice Dejean, et le fidèle Roland de Margerie. Ensemble, ils tentent d'organiser les premières structures politiques et militaires de la France Libre. Mais la reconnaissance par les Alliés demeure progressive. Les États-Unis, prudents, continuent de dialoguer avec Vichy.

L'art de mobiliser

Londres devient la capitale des mots. Les discours de Charles de





Gaule, portés par la voix grave de la BBC, touchent la France occupée et maintiennent l'espérance. Il sait que l'histoire ne peut s'écrire sans relais, et confie à des figures comme Jacques Duchesne et Pierre Bourdan le soin d'animer les ondes. Ces messages, sobres et puissants, sont le nerf moral de la Résistance. Dans le même temps, De Gaulle œuvre pour rallier les territoires de l'Empire. L'Afrique équatoriale française (AEF), la Polynésie, ou encore le Moyen-Orient deviennent les piliers d'une France qui refuse de mourir. Mais chaque ralliement est un combat. Des hommes comme Noguès en Afrique du Nord et Dentz au Levant résistent, fidèles à Vichy. Même avec les Britanniques, les tensions sont vives, comme en Syrie et au Liban, où l'impératif stratégique se heurte aux ambitions nationales.

Unifier pour résister

La Résistance intérieure, longtemps morcelée, prend peu à peu conscience de l'importance de l'unité. Le Conseil National de la Résistance (CNR), créé le 27 mai 1943, devient l'instrument de cette unité retrouvée. C'est autour de la figure de De Gaulle que les résistants de Combat, Libération et Franc-Tireur choisissent de se rassembler, plaçant la France Libre au cœur de la lutte pour la souveraineté.

De Londres à Alger

En 1943, le Comité Français de Libération Nationale (CFLN) voit le jour à Alger. De Gaulle partage d'abord le pouvoir avec le général Giraud, figure militaire soutenue par les Américains, mais l'équilibre est fragile. Les relations avec les Alliés, notamment les États-Unis, demeurent complexes. De Gaulle

Henri Giraud (à gauche) et Charles de Gaulle avec Franklin D. Roosevelt et Winston Churchill lors de la Conférence de Casablanca, le 14 janvier 1943.

.....

s'oppose fermement à tout projet d'administration étrangère de la France, en particulier l'AMGOT, symbole d'une ingérence inacceptable. Peu à peu, sa position s'impose : il sera le chef de la France libérée.

De Gaulle, pragmatique et résolu, prépare activement la Libération. Dans un esprit de reconstruction, il met en place des structures administratives et juridiques solides. Mais pour De Gaulle, la priorité reste la souveraineté de la France : une France maîtresse de son destin, redevenue elle-même. ■

CHURCHILL ET ROOSEVELT,

ENTRE ALLIANCE ET DÉFIANCE

Londres, juin 1940. Charles de Gaulle, silhouette raide, franchit les portes du 10 Downing Street. Il est celui qui a osé : refuser l'effondrement, refuser l'armistice. Face à lui, Winston Churchill, fumant un cigare épais, fixe longuement cet officier français inconnu du grand public. Le regard perçant, Churchill voit immédiatement autre chose qu'un simple général. Un symbole.

Et cela, en temps de guerre, vaut plus qu'une armée.

Il tend la main, un geste qui scelle une reconnaissance fragile mais historique. Mais, déjà, une ombre s'étire dans ce début d'alliance : la méfiance réciproque.

De Gaulle veut sauver la France, mais libre. Churchill, pragmatique et gardien des intérêts britanniques, entend bien que ce ralliement reste sous contrôle. Les deux hommes, admiratifs et défiants à la fois, savent que l'un a besoin de l'autre. Mais Churchill n'hésite pas à lui rappeler où penche le rapport de force.

Les premières frictions

Septembre 1940. Dakar, point stratégique, théâtre d'une opération malheureuse. La flotte britannique et les forces françaises libres s'y engagent, sûres de réussir. Mais l'échec est cuisant. Plus qu'une bataille perdue, c'est une vérité qui s'impose : De Gaulle est dépendant de ses alliés. Churchill, d'humeur grise, doute désormais de ce général qu'il a soutenu.

.....

◀ Le général Charles de Gaulle et le Premier ministre britannique Winston Churchill en 1944.





◀ Franklin Delano Roosevelt en 1933.
.....

“ Le président américain voit en De Gaulle un homme rigide, un militaire ambitieux à l’excès. ”

De Gaulle, lui, encaisse l’échec. Mais ce n’est pas tant la défaite qui le tourmente, c’est l’humiliation d’avoir échoué sous l’œil britannique. La susceptibilité de l’homme apparaît au grand jour, et avec elle, son caractère. Il ne tolère aucune tutelle. Même en pleine débâcle, il reste ce soldat de 1916, convaincu que la France n’obéit pas, elle commande.

Des relations complexes avec Roosevelt

Avec Franklin D. Roosevelt, les choses sont autrement plus âpres. Le président américain voit en De Gaulle un homme rigide, un militaire ambitieux à l’excès. Pour

Roosevelt, la France libre ne se résume pas à un général solitaire. Il préfère chercher ailleurs : Vichy, Darlan, Giraud... tous lui semblent plus malléables. De Gaulle, écarté, ne peut que constater : les Américains ne lui font pas confiance.

En 1941, De Gaulle regarde vers le Levant. Là-bas, sous mandat français, la guerre prend des airs de querelle coloniale. Britanniques et Français libres s’y affrontent pour le contrôle des territoires. Pour Churchill, c’est un enjeu militaire. Pour De Gaulle, c’est une question d’honneur. Pas question de laisser la France se faire dépouiller. Quand ses proches lui suggèrent des

compromis, il les congédie d’un revers de main. Churchill, agacé mais pragmatique, concède : « *Il faut bien que la France voie que De Gaulle est son gardien ici.* »

À mesure que la France se libère, De Gaulle impose sa volonté. Pas question que les Alliés administrent le pays ou y imposent une monnaie étrangère. À ses yeux, c’est simple : le gouvernement provisoire sera français ou ne sera pas. Le Comité Français de Libération Nationale devient le Gouvernement Provisoire de la République Française. Face à Roosevelt et Churchill, il impose ce fait accompli avec une détermination inébranlable. ■

LA NÉCESSITÉ DE L'UNIFICATION ET LA VISION DE DE GAULLE

Il le savait. À Londres, dans les bureaux austères de Carlton Gardens, Charles de Gaulle avait compris que l'unité de la Résistance ne pouvait être une option. Elle était un impératif. Mais pourquoi ? Pourquoi unifier ces mouvements si disparates, qui, chacun à leur manière, frappaient l'occupant ?

Parce qu'une France divisée, une Résistance en miettes, c'était ouvrir la voie à d'autres forces. Les communistes, l'anarchie, ou pire, l'indifférence des Alliés. De Gaulle

n'avait pas encore vu tout le potentiel militaire de cette force intérieure. Pas encore. Mais il avait déjà sa vision : une France unie, libérée, restaurée. À cette heure, il lui manquait encore la main ferme qui accomplirait cette mission sur le terrain.

Jean Moulin, l'émissaire

Cet homme-là était un mystère pour beaucoup, mais pas pour de Gaulle. En Jean Moulin, il avait trouvé l'émissaire idéal, celui qui

“ Le Conseil National de la Résistance, œuvre suprême de Jean Moulin, jouera un rôle essentiel dans la libération de la France. ”

.....
Pour De Gaulle, Jean Moulin a « forgé l'unité sans laquelle rien n'aurait été possible »



comprendait que la Résistance devait être organisée pour être efficace.

Été 1941. Moulin quitte la France par Lisbonne, traversant l'Europe hostile pour rejoindre Londres. C'est dans cette capitale bombardée qu'il rencontre le Général pour la première fois. De Gaulle observe ce préfet républicain, marqué par les humiliations de l'Occupation, et voit en lui l'homme capable d'unir ce qui semblait in-unissable. « *Vous serez mes yeux et mes mains* », lui dit-il en substance. Une phrase simple, mais pour Moulin, elle résonne comme un ordre sacré.

La France, à cette époque, est un puzzle brisé. Chaque pièce - Combat, Libération, Franc-Tireur - lutte, mais chacun de son côté. Certains chefs, méfiants, voient d'un mauvais œil ce préfet envoyé par Londres. Moulin ne se décourage pas. Il avance. Il écoute. Il négocie. À Lyon, il réunit les leaders, les convainc qu'une seule voix peut vaincre l'ennemi.

Le Conseil National de la Résistance

27 mai 1943. Dans une modeste pièce du 48 rue du Four, à Paris, Jean Moulin préside une réunion historique. Ils sont là, représentants des mouvements, des partis politiques, des syndicats. Pour la première fois, la France résistante parle d'une seule voix. Le Conseil National de la Résistance est né. Moulin, grave, rappelle que l'unité est leur plus grande arme. Ce duo est unique dans l'histoire.



Ensemble, ils surmontent les divisions, portent la voix de la France dans la lutte mondiale. Certes, il y a des frictions : Moulin, sur le terrain, sait les sacrifices quotidiens. De Gaulle, lui, depuis Londres, doit garder la hauteur stratégique. Mais leur complémentarité est leur force. Quand De Gaulle remet à Moulin l'Ordre de la Libération, c'est une reconnaissance qui dépasse les mots.

La tragédie Jean Moulin

Capturé, torturé par la Gestapo, Jean Moulin ne parlera pas. Son silence est un acte de résistance ultime. Sa mort, tragique, est une perte immense, mais son héritage demeure. Après lui, d'autres prendront le relais :

▲
Pierre Brossolette fut l'un des principaux acteurs de l'unification de la résistance française.

Brossolette, Parodi. Le Conseil National de la Résistance, œuvre suprême de Moulin, jouera un rôle essentiel dans la libération de la France. Plus tard, dans ses Mémoires de guerre, De Gaulle écrira que Jean Moulin a « *forgé l'unité sans laquelle rien n'aurait été possible* ». Cette phrase suffit à dire l'importance de cet homme, tombé pour la liberté.■

LA GUERRE DES ONDES

Juillet 1940. À Vichy, le Maréchal Pétain est à la tête d'un régime autoritaire.

D

Désormais, les médias, la presse écrite comme la radio nationale, ne servent qu'à glorifier ce vieillard aux épaules courbées, érigé en «sauveur de la France». Pierre Laval, visage pâle et voix acerbe, s'empare des micros pour répéter inlassablement ce récit : la défaite était inévitable, la collaboration avec l'Allemagne nazie est une nécessité. On le proclame, on l'assène, on l'impose : Vichy a raison, la France doit se résigner. Entre 1940 et 1944, Vichy verrouille les

ondes nationales. Écouter *Radio Londres*, c'est risquer l'arrestation, l'emprisonnement, voire la mort. Les sanctions tombent : les postes de radio sont saisis, les écoutes clandestines sont dénoncées. Dans les villages, on ferme les volets et on baisse le son. Pourtant, chaque soir, des millions de Français se rassemblent autour des appareils pour capter quelques phrases, quelques indices. Les voix de Charles Gombault et André Rabache, journalistes de la France Libre, se frayent

.....
« La radio est l'instrument le plus moderne et le plus important pour influencer les masses », estimait Goebbels, le ministre de la propagande nazie.



un chemin à travers le brouillage. Des émissions telles que «*Les Français parlent aux Français*» rythment les nuits : elles informent, encouragent et coordonnent les résistants.

Un lien invisible

On entend aussi des messages codés, sibyllins mais pleins de sens pour ceux qui doivent les comprendre : «*Les haricots sont secs*». Une phrase absurde en apparence, mais vitale pour les réseaux de résistance qui y puisent leurs ordres. Les instructions pleuvent : saboter les rails, faire sauter les ponts, transmettre des informations. Un lien invisible mais indestructible unit alors les Français libres de Londres et ceux de l'ombre, tapis dans la clandestinité.

Pendant ce temps, à Vichy, la propagande s'intensifie. Joseph Goebbels, expert en manipulation des masses, inspire les stratégies médiatiques du régime. Pierre Laval monte au créneau, haranguant les foules sur les "bienfaits" de la collaboration.

Le culte de la personnalité de Pétain devient une obsession. On publie son portrait dans tous les journaux, on le présente comme un père aimant et sévère. Mais dans la pénombre, une autre voix murmure une vérité que l'on cherche à taire : «*Radio-Paris ment, Radio-Paris ment, Radio-Paris est allemand.*» Ce slogan martelé par Radio Londres devient un cri du cœur pour ceux qui refusent d'être asservis.

1943. La guerre bascule. À Alger, le 22 novembre, le Général de Gaulle,



implacable, s'adresse à l'Assemblée consultative : «*La lutte continue. La France vivra.*» Son discours est entendu par ceux qui, à chaque appel, voient renaître leur foi en la victoire. Les résistants se multiplient. Les ordres, toujours codés, annoncent l'imminence d'un dénouement : «*Les sanglots longs des violons de l'automne...*» Ces vers de Verlaine, tant redoutés par l'occupant, annoncent le Débarquement du 6 juin 1944.

Ce jour-là, les messages diffusés par Radio Londres prennent une résonance historique. Ils guident les parachutistes, alertent les résistants, coordonnent l'insurrection. Chaque mot devient un acte. Chaque voix, un fusil. Dans la guerre des ondes, la France Libre a triomphé non seulement par ses armes, mais par ses mots. ■

▲
Pendant les années d'occupation, des émissions telles que «*Les Français parlent aux Français*» informent, encouragent et coordonnent les résistants.

“*Les sanglots longs des violons de l'automne... »*
Ces vers de Verlaine, tant redoutés par l'occupant, annoncent à la radio le Débarquement du 6 juin 1944.”

LA LIBÉRATION DE PARIS

UN ACTE POLITIQUE AUTANT QUE MILITAIRE

“ Autour de De Gaulle, la nation se resserre. La presse le célèbre, et la voix grave du Général devient celle de l'unité retrouvée. C'est un moment fragile, un miracle d'après-guerre. ”

Les soldats français et alliés acclamés par la foule parisienne.



Pour de Gaulle, Paris, la ville-lumière, devait se libérer avec dignité, comme par un acte de volonté nationale. Il voulait que le monde voie une capitale se libérant « seule », même avec l'appui calculé des Alliés. Car dans cette danse complexe de l'Histoire, chaque geste compte : un mot de trop, une insurrection mal maîtrisée, et d'autres pourraient s'engouffrer dans le vide politique.

Mais cette vision, ce contrôle farouche, agace ses alliés. Eisenhower, en stratège militaire, voulait contourner Paris, un piège potentiel. Ce qui pour lui relevait d'une simple prudence tactique était, pour de Gaulle, une incompréhension totale. Paris, c'est la France, et laisser Paris dans l'ombre aurait été un affront insupportable. « *C'est une question politique* », martelait de Gaulle.

Le rôle de la Résistance intérieure

Pendant ce temps, Paris bouillonnait. Dans les ombres des ruelles et des caves, la Résistance intérieure s'organisait. Le Comité Parisien de Libération, dominé par les communistes, pressait : « *Agir maintenant,*

frapper fort ! » La volonté d'agir s'opposait au désir de contrôle de de Gaulle. Pour lui, l'unité nationale passait avant tout. Dès mai 1943, sous l'égide de Jean Moulin, le Conseil National de la Résistance s'était rallié à de Gaulle, mais les tensions subsistaient. Paris, ce théâtre brûlant, avait besoin d'acteurs disciplinés pour ne pas sombrer dans un chaos irréparable.

Le 25 août 1944, De Gaulle arrive à Paris par la gare Montparnasse. Rien n'est laissé au hasard. Chaque geste, chaque mot, chaque regard est pesé. Après un bref passage à la préfecture de police, il se rend à l'Hôtel de Ville, où il prononce un discours qui résonne encore aujourd'hui (voir page suivante). Paris est libre. La France est debout.

Le 26 août, une marée humaine envahit les Champs-Élysées. De Gaulle descend, droit, imposant, comme une figure sculptée dans l'Histoire vivante. Ce défilé n'est pas qu'une célébration : c'est une prise de possession symbolique, une déclaration au monde. La France, humiliée, s'est relevée. Plus tard, il exigera même d'Eisenhower des divisions américaines pour appuyer cette démonstration de force.



Car pour De Gaulle, tout acte est politique. Paris libérée, les Français retrouvent un sentiment de fierté, presque oublié sous les années sombres. Autour de De Gaulle, la nation se resserre. La presse le célèbre, et la voix grave du Général devient celle de l'unité retrouvée. C'est un moment fragile, un miracle d'après-guerre. Mais ce miracle s'effrite vite. Le mythe de la France Libre se fissure. Des voix s'élèvent pour réclamer

plus de démocratie. Le comité d'Alger et ses projets sont contestés. Certains, parmi les figures de la Résistance, s'agacent du pouvoir personnel que semble incarner De Gaulle. Mais l'homme est intransigeant, droit dans ses bottes, certain de porter la vision juste pour son pays. Avec la Libération commence un autre combat : reconstruire la France. Moderniser l'État, refondre les institutions. ■

▲
Dès le 26 août, un défilé de la victoire est organisé sur les Champs-Élysées, à l'occasion duquel des milliers de Parisiens en liesse saluent les troupes de Leclerc.

25 AOÛT 1944

DISCOURS DE CHARLES DE GAULLE À L'HÔTEL DE VILLE DE PARIS

Août 1944. Paris respire à nouveau. Après quatre années d'Occupation, le soulagement est palpable, presque physique. Les rues sont pleines, les regards embués, les poings levés. Le général de Gaulle, silhouette droite et voix ferme, choisit l'Hôtel de Ville pour sa prise de parole. Ce discours est un coup de maître politique. À travers quelques mots, de Gaulle impose un récit : la France s'est libérée par elle-même. « *Paris libéré*

par son peuple » - une phrase simple, mais capitale. Car au même moment où les Alliés pèsent déjà de tout leur poids, de Gaulle affirme que la souveraineté française est intacte. La France n'a pas été libérée. Elle s'est libérée. Nuance fondamentale. Le Général parle pour rassembler. Mais il parle aussi pour asseoir son autorité. Comme le dira plus tard l'historien Jean Lacouture, le discours est « *un acte politique pur* » qui fixe les bases du pouvoir à venir.



▲ Le 25 août 1944, le Général de Gaulle et ses hommes descendent les Champs-Élysées jusqu'à Notre-Dame après la libération de la ville en août 1944.

« Pourquoi voulez-vous que nous dissimulions l'émotion qui nous étreint tous, hommes et femmes, qui sommes ici, chez nous, dans Paris debout pour se libérer et qui a su le faire de ses mains.

Non ! nous ne dissimulerons pas cette émotion profonde et sacrée. Il y a là des minutes qui dépassent chacune de nos pauvres vies.

Paris ! Paris outragé ! Paris brisé ! Paris martyrisé ! mais Paris libéré ! libéré par lui-même, libéré par son peuple avec le concours des armées de la France, avec l'appui et le concours de la France tout entière, de la France qui se bat, de la seule France, de la vraie France, de la France éternelle.

Eh bien ! puisque l'ennemi qui tenait Paris a capitulé dans nos mains, la France rentre à Paris, chez elle. Elle y rentre sanglante, mais bien résolue. Elle y rentre, éclairée par l'immense leçon, mais plus certaine que jamais, de ses devoirs et de ses droits.

Je dis d'abord de ses devoirs, et je les résumerai tous en disant que, pour le moment, il s'agit de devoirs de guerre. L'ennemi chancelle mais il n'est pas encore battu. Il reste sur notre sol. Il ne suffira même pas que nous l'ayons, avec le concours de nos chers et admirables alliés, chassé de chez nous pour que nous nous tenions pour satisfaits après ce qui s'est passé. Nous voulons entrer sur son territoire comme il se doit, en vainqueurs. C'est pour cela que l'avant-garde française est entrée à Paris à coups de canon. C'est pour cela que la grande armée française d'Italie a débarqué



▲ Ce discours est un coup de maître politique. À travers quelques mots, De Gaulle impose un récit : la France s'est libérée par elle-même.

.....

dans le Midi ! et remonte rapidement la vallée du Rhône. C'est pour cela que nos braves et chères forces de l'intérieur vont s'armer d'armes modernes. C'est pour cette revanche, cette vengeance et cette justice, que nous continuerons de nous battre jusqu'au dernier jour, jusqu'au jour de la victoire totale et complète. Ce devoir de guerre, tous les hommes qui sont ici et tous ceux qui nous entendent en France savent qu'il exige l'unité nationale. Nous autres, qui aurons vécu les plus grandes heures de notre Histoire, nous n'avons pas à vouloir autre chose que de nous montrer, jusqu'à la fin, dignes de la France. Vive la France ! »

“ Paris !
Paris outragé !
Paris brisé !
Paris martyrisé !
mais Paris libéré ! ”



De Gaulle, architecte de la France moderne

Visionnaire, stratège, bâtisseur : Charles de Gaulle a redessiné les contours d'une France vacillante pour en faire une nation debout. De la Constitution de la V^e République à l'indépendance algérienne, de la souveraineté militaire aux grands travaux, son héritage restera comme celui d'une modernité forgée dans l'épreuve.

Il est d'important d'analyser comment ces décisions ont façonné la France d'aujourd'hui, entre audace politique et pragmatisme historique.

1958 : LE RETOUR AU POUVOIR DANS UN PAYS EN CRISE

Michel Debré est, avec René Cassin, l'auteur de la constitution de 1958, qui donne naissance à la V^e République.



Le conflit algérien, déclenché en 1954, est plus qu'une guerre : c'est une fracture qui déchire la France, la plonge dans le doute et l'instabilité. Les gouvernements successifs, de Pierre Mendès France à Félix Gaillard, échouent à apaiser un pays où chaque jour la tension monte. Attentats du FLN, ripostes de l'armée française, et montée des extrêmes portent le pays au bord de la guerre civile.

La IV^e République à l'agonie

La IV^e République ressemble à une grande machine grippée. Les gouvernements tombent les uns après les autres, renversés par des crises ministérielles à répétition. Les querelles de partis, entre la SFIO de Guy Mollet et le MRP de Georges Bidault, paralysent toute décision. À chaque jour qui passe, le fossé se creuse entre l'État et la réalité du terrain. Face à la crise algérienne, le pouvoir semble pris de vertige. Pire encore, la confiance s'effondre : les élites politiques et militaires voient le régime comme une forteresse de sable que le vent algérien est en train d'emporter. Pendant que le régime s'enlise, un homme observe, calme et patient, depuis Colombey-les-Deux-Églises. Charles de Gaulle, figure tutélaire, attend son heure. Il sait que seule une « *grave secousse* » peut provoquer son retour. Quand elle arrive, en mai 1958, il est prêt. L'insurrection d'Alger et le Comité de salut public poussent René Coty à lancer un appel désespéré à celui qu'il qualifie de « *plus illustre des Français* ». Le 19 mai, lors d'une conférence de presse, De Gaulle frappe fort. Il se présente comme l'homme au-dessus des partis, celui capable de rétablir l'ordre et l'autorité. La

“

Pour beaucoup, De Gaulle est le seul capable d'affronter la tempête algérienne, de redonner une colonne vertébrale à un État désorienté et de restaurer la grandeur française.

”

suite est une sorte de coup d'État légal, facilité par la faiblesse d'un régime épuisé.

Un pays au bord du gouffre

Pour beaucoup, le retour de De Gaulle relève de l'évidence nationale. Il est le seul capable d'affronter la tempête algérienne, de redonner une colonne vertébrale à un État désorienté et de restaurer la grandeur française. Mais tout n'est pas simple. Entre une armée qui l'a porté au pouvoir et des factions politiques irréconciliables, De Gaulle joue un jeu d'équilibriste.

L'Algérie française ou l'indépendance ? La question divise et De Gaulle, habile stratège, reste volontairement ambigu. Il promet la « *paix des braves* » et lance le plan de Constantine pour stimuler l'économie algérienne, tout en préparant



les esprits à un avenir qui reste encore flou.

De Gaulle sait qu'une réponse immédiate serait une erreur. Pour lui, l'Algérie doit « *évoluer* » avant que les solutions n'émergent. En attendant, il maintient une ambivalence calculée. Son fameux « *Je vous ai compris* », lancé à Alger le 4 juin 1958, rassure sans s'engager. Chaque camp y voit ce qu'il veut entendre. Cette posture lui laisse le temps de préparer l'avenir : une nouvelle constitution, celle de 1958, qui donne naissance à la V^e République. Rédigée avec Michel Debré et René Cassin, elle renforce les pouvoirs du président et dote la France des outils pour sortir de la crise. ■

▲
L'insurrection d'Alger et le Comité de salut public poussent René Coty (à gauche) à lancer un appel désespéré à celui qu'il qualifie de « *plus illustre des Français* ».

LA CONSTITUTION DE LA V^E RÉPUBLIQUE

UNE STABILITÉ RETROUVÉE

Lorsqu'il est rappelé en mai 1958, De Gaulle exige une nouvelle Constitution qui, à ses yeux, rétablira l'autorité de l'État.



En 1958, la France semble au bord de l'abîme. Minée par l'instabilité chronique de la IV^e République, paralysée par des crises politiques interminables et une guerre d'Algérie devenue incontrôlable, elle s'enlise dans une impasse où l'impuissance gouvernementale le dispute au désarroi national. Il faut un homme providentiel pour sauver la République de ses propres excès. Charles de Gaulle, fort de son aura historique et de sa vision implacable de l'État, revient au pouvoir dans

un moment d'urgence pour redessiner la gouvernance française. Mais au-delà du sauvetage immédiat, il a un objectif clair : imposer un exécutif fort, capable de gouverner sans être à la merci des querelles partisans. La Constitution de la Ve République, souvent qualifiée de «gaullienne», naît de ce besoin. Si elle assure la stabilité, elle soulève aussi des débats qui, plus de soixante ans plus tard, n'ont rien perdu de leur vigueur.



Une réponse aux crises de la IV^e République

L'instabilité de la IV^e République relève presque de la farce : 24 gouvernements en 12 ans, une valse ministérielle où les alliances éclatent aussi vite qu'elles se forment. Les partis politiques, plus préoccupés par des luttes intestines que par l'intérêt national, enchaînent les compromis stériles. Face à la guerre d'Algérie, ce régime d'impuissance touche ses limites. L'échec est flagrant.

Charles de Gaulle, alors à Colombey-les-Deux-Églises, attend son heure. Lorsqu'il est rappelé en mai 1958, il pose ses conditions : une nouvelle Constitution qui, à ses yeux, rétablit l'autorité de l'État. Cette vision, il l'exprime déjà en 1946, dans son célèbre discours de Bayeux : « *Il faut que le chef de l'État soit placé au-dessus des partis pour être l'arbitre national et le garant de la continuité de l'État.* »

L'idée est radicale pour l'époque : rétablir un pouvoir exécutif puissant tout en conservant un système parlementaire. La rédaction de la Constitution est confiée à Michel Debré, juriste et gaulliste fervent. Inspiré par le modèle britannique, il imagine un parlementarisme rationalisé, où le Président dispose de pouvoirs considérables. Ce dernier peut ainsi dissoudre l'Assemblée nationale en cas de blocage, recourir au référendum pour contourner les hésitations parlementaires et nommer le Premier ministre pour diriger l'action gouvernementale. Quant au Parlement, il voit ses pouvoirs encadrés pour éviter les



obstructions qui ont paralysé la IV^e République.

La rédaction, menée tambour battant, est expédiée en six semaines, dans un secret presque total, une précipitation qui interroge encore les historiens. Le 28 septembre 1958, la Constitution est validée par 82,6 % des votants lors d'un référendum. Le peuple, lassé des turpitudes de la IV^e République, plébiscite la stabilité promise. Mais à quel prix ?

▲
François Mitterrand, figure de l'opposition, dénoncera la Constitution comme un « *coup d'État permanent* » dans un pamphlet devenu célèbre.

Le « coup d'État permanent »

Dès sa promulgation, la Ve République est vivement critiquée. François Mitterrand, figure de l'opposition, dénonce la Constitution comme un « *coup d'État permanent* » dans un pamphlet devenu célèbre. Selon lui, De Gaulle instaure un pouvoir personnel, à la limite du bonapartisme. Cette accusation trouve écho dans les réformes qui suivent.

Le recours fréquent au référendum par De Gaulle, présenté comme un outil de légitimité populaire, est perçu comme une façon déguisée d'imposer sa volonté tout en contournant les institutions traditionnelles. Le référendum de 1962, instaurant l'élection du Président au suffrage universel, marque un tournant dans cette critique : pour ses opposants, c'est un contournement brutal du Parlement et une dérive plébiscitaire.

La concentration des pouvoirs entre les mains du chef de l'État devient également un sujet de débat. Le Président, loin de n'être qu'un arbitre, devient le maître de l'exécutif, laissant au Parlement un rôle secondaire, celui d'une simple chambre d'enregistrement. Pour les détracteurs, ce déséquilibre fait de la Ve République une monarchie républicaine, où le Président dispose d'une autorité presque incontrôlée. De Gaulle, fidèle à sa conception de l'État, balaie ces reproches avec fermeté. Pour lui, un pouvoir faible est incapable de répondre aux défis d'une nation moderne. Pourtant, en bâtissant ce système, il laisse en héritage un débat encore vivace aujourd'hui : jusqu'où peut aller un exécutif fort sans compromettre l'équilibre démocratique ?



Préambule de la constitution de la Ve République

“

Le 28 septembre 1958, la Constitution est validée par 82,6 % des votants lors d'un référendum. ”

Une constitution pérenne et adaptable

Malgré ces critiques, la V^e République montre une remarquable capacité de résistance et d'adaptation. Face aux crises politiques, économiques et sociales, elle ne vacille jamais. Si les successeurs de De Gaulle ne remettent pas en cause ses fondements, certains tentent d'y apporter des rééquilibres nécessaires. Valéry Giscard d'Estaing, dans les années 1970, s'attache à redonner un peu de souffle au Parlement en élargissant ses pouvoirs. Mais ces ajustements demeurent marginaux face à l'omniprésence présidentielle.

Plus récemment, la réforme du quinquennat en 2000 modernise les institutions en ramenant la durée du mandat présidentiel à cinq ans. L'objectif est clair : dynamiser le système en synchronisant l'élection présidentielle avec les législatives. Toutefois, cette réforme renforce paradoxalement la présidentialisation du régime, en consolidant l'emprise du chef de l'État sur la majorité parlementaire issue des urnes.



La V^e République, malgré ses imperfections, offre à la France une stabilité inégalée. Elle permet des alternances politiques paisibles, une continuité gouvernementale face aux crises et un cadre institutionnel solide. Mais si elle résiste à l'épreuve du temps, elle n'échappe pas à l'usure. Aujourd'hui, le Parlement apparaît toujours comme un acteur secondaire, tandis que le pouvoir présidentiel reste au cœur des critiques. ■

▲
Créé en 1958, le Conseil constitutionnel est le régulateur du fonctionnement des pouvoirs publics et une juridiction aux compétences variées. Il a notamment la charge du contrôle de conformité de la loi à la Constitution.

DE GAULLE ET L'INDÉPENDANCE ALGÉRIENNE

UN CHOIX HISTORIQUE ET PRAGMATIQUE

Dans le Sud-Ouest algérien, un commando français durant un assaut.



L'histoire se façonne rarement dans le confort des évidences. Lorsque le général de Gaulle revient au pouvoir en 1958, l'Algérie est un gouffre où se consomment des vies humaines, des ambitions politiques et l'image même d'une République déchirée. Pourtant, derrière les hésitations initiales et les calculs stratégiques, le choix du Général

- l'indépendance algérienne - s'impose progressivement comme une réponse incontournable. Cette décision, si impopulaire auprès de certains, si salutaire pour d'autres, témoigne de l'aptitude de De Gaulle à s'extraire des tumultes immédiats pour s'aligner sur la marche implacable de l'Histoire.



Une illusion de voie médiane

1958. L'Algérie est en guerre depuis quatre ans. Une guerre d'usure qui ne dit pas encore son nom mais qui consume tout espoir d'un retour à la normale. L'intégration totale, l'autonomie encadrée ou l'indépendance : trois voies apparaissent ; aucune ne semble viable. Face à cette impasse, le plan de Constantine du 3 septembre 1958, présenté comme une ambition de modernisation, trahit davantage une tentative désespérée de concilier l'inconciliable. Gagner les cœurs et les esprits des Algériens tout en les retenant dans le giron français relève d'une naïveté politique plus que d'un projet cohérent. Pourtant, De Gaulle, lucide, perçoit déjà les fissures de ce château de sable colonial. L'Algérie française est un mythe qui s'érode sous les rafales d'une guerre devenue interminable et économiquement insoutenable.

Le 16 septembre 1959, De Gaulle, par un discours à la fois solennel et mesuré, proclame le principe de l'autodétermination. L'annonce est historique. Elle consacre le basculement d'une vision purement coloniale vers une reconnaissance, aussi implicite soit-elle, du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Ce tournant n'est pas une reddition précipitée, mais une manœuvre politique d'une clairvoyance saisissante.

Entre une armée usée, une opinion divisée et une communauté internationale qui penche de plus en plus vers les mouvements



de libération nationale, De Gaulle agit non pas sous la contrainte, mais avec une lucidité stratégique. L'Algérie française est un fardeau, un obstacle à la modernisation d'une France aspirant à retrouver sa grandeur. Le référendum du 8 janvier 1961, validé par une majorité écrasante (le « oui » recueille 74,99 %), scelle cette évolution. De Gaulle, désormais légitimé, impose la voie du dialogue, conditionnant tout progrès à un cessez-le-feu préalable. L'Histoire l'emporte sur les passions.

Les accords d'Évian ou l'épilogue d'une guerre

Les accords d'Évian, signés le 18 mars 1962, sonnent comme un double acte de reconnaissance : celle de l'indépendance algérienne et celle du pragmatisme gaullien.

▲
Pochette d'un disque 45 tours reproduisant le discours du Général De Gaulle avant le référendum sur l'indépendance de l'Algérie (1960).



▲
Les Algériens découvrent dans la presse les résultats du référendum du 8 janvier 1961.

Le compromis est ardu. De Gaulle, fidèle à sa logique, accepte même d'abandonner les ressources sahariennes. Mais la paix, si espérée, s'accompagne de drames humains : l'exode massif des pieds-noirs, les représailles contre les harkis, les violences sporadiques qui marquent les derniers soubresauts d'un conflit meurtrier. La cicatrice algérienne demeure, mais elle scelle une vérité historique : il n'y avait pas d'autre issue.

Les oppositions, un défi à l'autorité De Gaulle

Si De Gaulle maîtrise le langage des faits, ses opposants se nourrissent de passions et d'amertumes, incarnant les résistances multiples d'une société en pleine fracture. Les ultras, galvanisés par l'Organisation de l'armée secrète (OAS),

voient dans cette décision une trahison insupportable. Leur violence s'exprime par des attentats, des sabotages et des menaces qui illustrent la rupture irréversible entre un passé colonial et la modernité inévitable. Au sein de l'armée, certains officiers passent de la défiance à l'insurrection ouverte : le putsch d'avril 1961, orchestré par des généraux en rupture de loyauté comme Challe et Salan, expose la faille béante qui divise les forces armées françaises.

Sur la scène politique, des figures comme Jacques Soustelle et Michel Debré dénoncent publiquement ce qu'ils considèrent comme des concessions excessives faites au FLN, tandis que des intellectuels comme Raymond Aron ou Hubert Beuve-Méry pointent du doigt la gouvernance solitaire et autoritaire

du Général. Même le président du Sénat, Gaston Monnerville, accuse De Gaulle d'avoir contourné les institutions républicaines par l'usage du référendum. Pourtant, tel un roc solitaire, le Général reste inébranlable. Il balaie ces dissensions avec une fermeté impassible, convaincu que sa politique répond à une nécessité historique et qu'il agit, comme toujours, dans « *l'intérêt supérieur de la France* ».

L'inéluctable chute des empires coloniaux

La décision d'accorder l'indépendance à l'Algérie ne fut ni un renoncement ni une improvisation. Elle s'inscrit dans une vision à la fois réaliste et audacieuse. En libérant la France d'une guerre sans issue, De Gaulle anticipe la chute des empires coloniaux et repositionne

son pays sur la scène internationale. Ce choix permet à la France de moderniser son économie et de tourner la page d'un passé qui l'empêchait d'avancer. L'Algérie algérienne devient réalité, tandis que la France reprend son souffle et sa place dans un monde en mutation. Prendre l'Histoire à bras-le-corps exige une forme de courage qui transcende les passions partisans. En accordant l'indépendance à l'Algérie, De Gaulle a su s'élever au-dessus des querelles immédiates pour répondre à une nécessité historique. Cette décision, aussi controversée fut-elle, a permis à la France de refermer une plaie douloureuse pour se tourner vers l'avenir. De Gaulle a choisi la grandeur : celle de la lucidité, celle du renoncement à un empire mort-né pour bâtir une République moderne. ■

Les accords d'Évian,
signés le 18 mars
1962, scellent
l'indépendance
algérienne.



LA GUERRE CONTRE L'OAS

UNE FRANCE FRACTURÉE

“ En 1962, la République gagne son bras de fer contre l'OAS. Près de 635 membres de l'organisation sont mis en prison. ”

Un graffiti dans les rues d'Alger en 1960.



En 1958, lorsque le général de Gaulle revient au pouvoir, il se présente en figure de réconciliation. Mais dans les méandres de ce conflit colonial, des hommes refusent de se soumettre à la marche de l'Histoire : ils se regroupent sous la bannière de l'OAS, l'Organisation Armée Secrète. Pour les membres de ce groupe terroriste, né dans la colère et le ressentiment, De Gaulle est un « traître » : un général devenu fossoyeur de l'Algérie française.

D'Alger à Paris, les bombes se mettent à parler. Elles n'explorent pas seulement dans les rues, elles déchirent aussi les cœurs et les consciences. Car derrière chaque attentat, c'est un pays entier qui vacille, pris entre fidélité à une terre lointaine et l'appel d'un avenir qui s'annonce inéluctable.

Une rébellion dans la rébellion

Le retour du général de Gaulle en 1958 donne d'abord espoir aux partisans de l'Algérie française. Mais cet espoir devient trahison lorsque ses mots se transforment : il parle d'une « Algérie algérienne ». À ces mots, certains se dressent. Il y a d'abord les militaires : les généraux Salan et Challe, figures d'honneur et de discipline, entrent dans

l'ombre de l'OAS après l'échec du putsch d'Alger en avril 1961. Puis viennent les pieds-noirs, des hommes et des femmes enracinés depuis des générations en Algérie. Enfin, s'ajoutent des activistes d'extrême droite, pour qui l'Algérie est un bastion à défendre contre un monde qu'ils jugent déclinant.

Attentats à la bombe, sabotages, commandos autonomes prêts à tout pour empêcher l'indépendance : ce groupe d'extrémistes croit encore pouvoir tordre le destin et résister au rouleau compresseur de l'Histoire.

Le sang et la terreur

La violence devient un langage pour l'OAS. Les bombes explosent dans les rues d'Alger, mais aussi au cœur de la métropole. Paris, Oran, Évian : aucun lieu n'est épargné. Les cibles sont choisies avec soin, des hommes et des symboles : fonctionnaires, policiers, intellectuels favorables à l'indépendance. Selon les historiens, l'OAS aurait assassiné entre 1 700 et 2 000 personnes. Parmi les victimes, Camille Blanc, le maire d'Évian, paie de sa vie le prix des négociations avec le FLN. L'OAS cherche également à provoquer une explosion autrement plus vaste : une guerre civile.



De Gaulle, l'homme seul face à l'OAS

Face à l'OAS, de Gaulle incarne la fermeté. Il sait que la République ne peut plier. Face au putsch des généraux à Alger, il active l'article 16 de la Constitution le 23 avril 1961 pour étouffer la rébellion. La police, les CRS, l'armée : tous sont mobilisés dans une traque sans répit. Refusant de céder aux provocations, De Gaulle maintient le cap, répétant inlassablement que la guerre d'Algérie est un abcès qu'il faut crever pour permettre à la France de se reconstruire.

Une France marquée à jamais

En 1962, la République gagne son bras de fer contre l'OAS. Près de 635 membres de l'organisation sont mis en prison. Les généraux sont arrêtés, les réseaux démantelés. Salan, Degueldre et leurs compagnons sont jugés, certains exécutés. Mais si la République a triomphé et

“ Attentats à la bombe, sabotages, commandos autonomes prêts à tout pour empêcher l'indépendance : les extrémistes de l'OAS croient encore pouvoir tordre le destin et résister au rouleau compresseur de l'Histoire. ”

si De Gaulle est renforcé, la société française sort profondément fracturée par ces années où la violence et le terrorisme ont fait vaciller l'État.

▲
Le général Raoul Salan participa au putsch des généraux à Alger en avril 1961 puis devient le chef de l'Organisation armée secrète (OAS). Condamné à mort par contumace le 11 juillet 1961, il fut amnistié en 1968.

LE SAC

UNE TACHE INDÉLÉBILE ?

Jacques Foccart, conseiller de De Gaulle pour les affaires africaines et homme-clé des réseaux gaullistes fut sans doute « l'architecte invisible » du SAC.

Créé en 1959, le Service d'Action Civique devait être un simple service d'ordre pour le *Rassemblement du Peuple Français* (RPF), parti fondé par De Gaulle. Mais dès ses débuts, le SAC dévie de sa mission initiale pour devenir une organisation redoutée. Entre réseau d'influence, instrument de violence et structure parallèle, il recrute dans des milieux très variés : anciens résistants, policiers, militaires, mais aussi figures de la pègre.

Cette porosité pose rapidement problème. Certains membres, animés

par une fidélité sincère au gaullisme, se considèrent comme des gardiens de l'ordre républicain. D'autres, en revanche, utilisent leur carte du SAC pour couvrir des activités criminelles. Le manque de contrôle dans les adhésions et l'absence de rigueur dans le recrutement laissent place à des dérives. L'efficacité prime sur l'éthique, au détriment de la probité des hommes.

L'ombre de Jacques Foccart

Le SAC est souvent associé à Pierre Debizet, ancien militant d'extrême



droite, qui en prend la présidence dès sa création. Mais dans l'ombre, un autre nom apparaît comme l'architecte invisible du SAC : Jacques Foccart, conseiller de De Gaulle pour les affaires africaines et homme-clé des réseaux gaullistes. Foccart n'a jamais nié son lien avec le SAC. «*J'ai suivi et observé de près les activités de l'organisation*», confiera-t-il plus tard, lors d'une audition devant une commission d'enquête parlementaire. Historien spécialiste du sujet, François Audigier décrit Foccart comme un véritable «*parrain politique*». Et de fait, son rôle dépasse celui d'un simple observateur : il orchestre, soutient et légitime l'action du SAC, consolidant ainsi le lien entre l'organisation et les marges du pouvoir gaulliste.

La violence comme outil politique

Dès ses débuts, le SAC fait parler de lui par ses méthodes musclées. Dans les rues de Paris, les affrontements entre militants gaullistes et communistes se multiplient. En 1962, par exemple, des membres du SAC sont accusés d'avoir organisé l'agression de manifestants d'extrême gauche, laissant plusieurs blessés graves.

Pour ses membres, cette violence n'est pas un dérapage. Elle est une arme. Une méthode justifiée par leur credo : ordre, autorité, nationalisme. Peu importe les conséquences. Ce radicalisme trouve sa source dans l'idéologie même du gaullisme, où le pragmatisme stratégique de De Gaulle se heurte

parfois aux valeurs démocratiques. Le SAC devient ainsi un outil redoutable pour museler l'opposition.

La guerre d'Algérie, un terrain d'expérimentation

L'Algérie, en pleine guerre d'indépendance, agit comme un catalyseur des dérives du SAC. En 1954, alors que le conflit débute, l'organisation se militarise. Elle s'illustre dans des opérations de renseignement, de répression des indépendantistes, et de contre-insurrection. En 1960, le SAC joue même un rôle trouble dans l'échec des négociations avec Si Salah, figure du Front de Libération Nationale (FLN). Cet épisode illustre l'emprise croissante de l'organisation sur les enjeux politiques majeurs.



▲
Affiche des manifestations de mai 1968 contre le Service d'Action Civique.

“ Le SAC est-il une tache indélébile sur l'héritage de De Gaulle ? ”



▲ Le premier président du SAC, Pierre Debizet, était un militant actif du mouvement ultracolonia- liste. Les volontaires français et du groupe d'extrême droite Parti patriote révolutionnaire.

Au-delà de ses actions directes, le SAC agit souvent en tandem avec des «barbouzes», ces agents officiels chargés d'opérations clandestines pour le compte de l'État. Ce mélange explosif entre structures parallèles et appareil d'État pose une question fondamentale : jusqu'où le pouvoir peut-il aller pour imposer ses choix ?

Un climat d'impunité

En métropole, le SAC ne se limite pas à la guerre politique. Il s'en prend physiquement aux militants de gauche, syndicalistes et opposants. Ces violences, rarement sanctionnées, prospèrent dans une zone grise, entre tolérance des autorités et impunité totale.

Mais le SAC ne se contente pas de la force physique. Il manie également la désinformation pour

museler les critiques. Journalistes, opposants et même élus subissent des pressions ou deviennent la cible de campagnes de diffamation orchestrées par l'organisation.

Le financement du SAC, lui aussi, demeure opaque. Les soupçons de liens avec des milieux criminels ou de détournement de fonds publics se multiplient, renforçant l'image sulfureuse de l'organisation. Cette opacité, associée à l'impunité, forge l'aura sombre du SAC.

Le silence de De Gaulle

De Gaulle, stratège accompli, avait-il conscience des dérives du SAC ? Il est difficile d'imaginer le contraire. Le général n'a jamais condamné publiquement l'organisation, préférant garder le silence face aux exactions de son bras armé. Ce silence s'apparente à une approbation tacite.

“

En Algérie, le SAC s'illustre dans des opérations de renseignement, de répression des indépendantistes, et de contre-insurrection. ”

La pensée gaullienne, centrée sur l'autorité, le culte du chef et la stabilité de l'État, semble avoir fourni un terreau fertile au SAC. Pour De Gaulle, l'organisation représente un outil efficace pour consolider son pouvoir, en dépit de ses excès. Mais ce pragmatisme pose une question cruciale : la fin justifie-t-elle les moyens ?



Un héritage controversé

Après la mort de De Gaulle, le SAC poursuit ses activités sous la présidence de Georges Pompidou et de Valéry Giscard d'Estaing. Ses méthodes, toutefois, deviennent de plus en plus incontrôlables. En 1981, le massacre d'Auriol, où des membres du SAC assassinent une famille entière, met brutalement fin à son existence. Le gouvernement de François Mitterrand n'a alors d'autre choix que de dissoudre l'organisation.

Mais aujourd'hui encore, l'histoire du SAC reste largement méconnue. Peu de Français savent que cette organisation, née dans l'ombre de De Gaulle, a perpétré tant de violences au nom du gaullisme. Ce silence témoigne d'une volonté persistante de minimiser ses exactions pour protéger l'image du général.

Le SAC est-il une tâche indélébile sur l'héritage de De Gaulle ? Si le général reste une figure emblématique, son silence sur les agissements de l'organisation en dit long sur ses priorités.

Regarder cette période avec lucidité est une exigence. Car comprendre le passé, c'est aussi prévenir les dérives autoritaires de demain. Jusqu'où peut-on aller au nom de la stabilité politique ? ■

.....

◀ De Gaulle n'a jamais condamné publiquement le SAC, préférant garder le silence face aux exactions de son bras armé.

“

Dès ses débuts, le SAC fait parler de lui par ses méthodes musclées. Dans les rues de Paris, les affrontements entre militants gaullistes et communistes se multiplient. ”

”

L'ATTENTAT DU PETIT-CLAMART

QUAND DE GAULLE ÉCHAPPE À LA MORT

22 août 1962. Une journée d'été tranquille qui aurait pu être le dernier chapitre de l'histoire gaulienne. Sur une route banale de la banlieue parisienne, à Petit-Clamart, dans les Hauts-de-Seine, les balles ont sifflé, l'Histoire a frissonné, mais De Gaulle est resté debout. Un attentat qui a tout changé, sans réussir à changer la donne.

Le jour où tout a failli basculer

20h20. Le 22 août 1962, la nuit tombe sur le Petit-Clamart. Une DS 19 file sur l'asphalte. C'est alors

que la fureur se déchaîne. En embuscade, les hommes de l'OAS ouvrent le feu. Pas une balle, pas deux : cent quatre-vingt-sept projectiles s'abattent comme une pluie d'acier. La DS tressaute, criblée, mais roule toujours.

À bord, le général De Gaulle, Yvonne et Alain de Boissieu, son gendre. Les balles frappent la carrosserie. De Boissieu hurle : « *Couchez-vous !* ». Le général, impassible, se cramponne. À côté, Yvonne suit son mari : calme et silence. L'attaque dure quelques secondes. Quand le convoi arrive enfin hors de portée, De Gaulle se tourne, presque amusé : « *C'est un miracle. Cette fois, c'était tangent.* » L'opération Charlotte Corday, nommée ainsi par les assaillants, est un échec.

Pourquoi ont-ils tiré ?

Pourquoi vouloir tuer De Gaulle ? Parce que, pour les hommes de l'OAS, il est le traître. Parce qu'il a dit adieu à l'Algérie française, signant l'indépendance quelques mois plus tôt. Pour eux, De Gaulle a abandonné une terre, un peuple. Leur réponse ? La violence. Depuis des mois, les attentats se multiplient. Mais ce soir-là, à Petit-Clamart, ils

Les reporters sur le lieu de l'attentat.



ont visé plus haut : le chef de l'État, le pilier de la République. Le cerveau de cette opération macabre n'est autre que le lieutenant-colonel Jean Bastien-Thiry. Le commando est constitué de douze hommes (dont le militant d'extrême droite Alain de La Tocnaye et trois Hongrois) équipés d'armes automatiques et d'explosifs.

L'OAS n'en est pas à son coup d'essai. À Alger, à Paris, les complots s'enchaînent. Chaque jour, une tentative. Chaque jour, un nouvel échec. Mais ils ne renoncent pas. leur précédente tentative d'assassinat contre De Gaulle organisée le 8 septembre 1961, à Pont-sur-Seine, avait également échoué.

Les balles ont raté, mais elles ont tout changé

L'attentat du 22 août 1962 est un tournant. Ce n'est pas seulement un attentat contre un homme, c'est une attaque contre un régime. Pour le général De Gaulle, les institutions doivent rester debout, quoi qu'il arrive. « *Le système représentatif ne tient pas* », répète-t-il depuis des années. À Petit-Clamart, les balles ont confirmé ce qu'il savait déjà : la Vème République a besoin d'un président fort, élu directement par le peuple. Moins d'un mois plus tard, le 12 septembre 1962, De Gaulle lance son offensive politique. Le suffrage universel pour l'élection présidentielle sera sa réponse aux balles.

Un roc dans la tempête

Jean Bastien-Thiry a été exécuté le 11 mars 1963 au fort d'Ivry.



◀ Le lieutenant-colonel Bastien-Thiry, chef du complot du Petit-Clamart, sera condamné à mort par un tribunal militaire. Les deux autres conspirateurs, Bougrenet de la Tocnaye et Prevost seront, eux, graciés par le Président de la République.

.....

Il restera comme le dernier condamné à mort à avoir été fusillé en France. L'attentat du Petit-Clamart est une page écrite dans le feu et le fracas. Mais De Gaulle a tenu bon. Il a résisté aux balles. Cette nuit-là, il aurait pu tomber. Mais il est resté, debout, droit, fidèle à son credo : « *Un seul moyen d'en sortir : rester inébranlable.* » ■

“ Cent quatre-vingt-sept projectiles s'abattent comme une pluie d'acier sur la DS conduisant le Général de Gaulle et son épouse. ”

1962

QUAND DE GAULLE IMPOSE LE SUFFRAGE UNIVERSEL

L'attentat du Petit-Clamart, le 22 août 1962, aurait pu marquer la fin tragique du Général de Gaulle. Mais loin de plier sous la menace, l'homme du 18 Juin saisit ce moment comme un catalyseur. Quelques semaines plus tard, il impose l'élection du président au suffrage universel direct, une réforme qui bouleverse durablement la V^e République.

Une vision d'un pouvoir présidentiel fort

Depuis son discours de Bayeux en 1946, Charles de Gaulle n'a cessé de dénoncer les errements de la

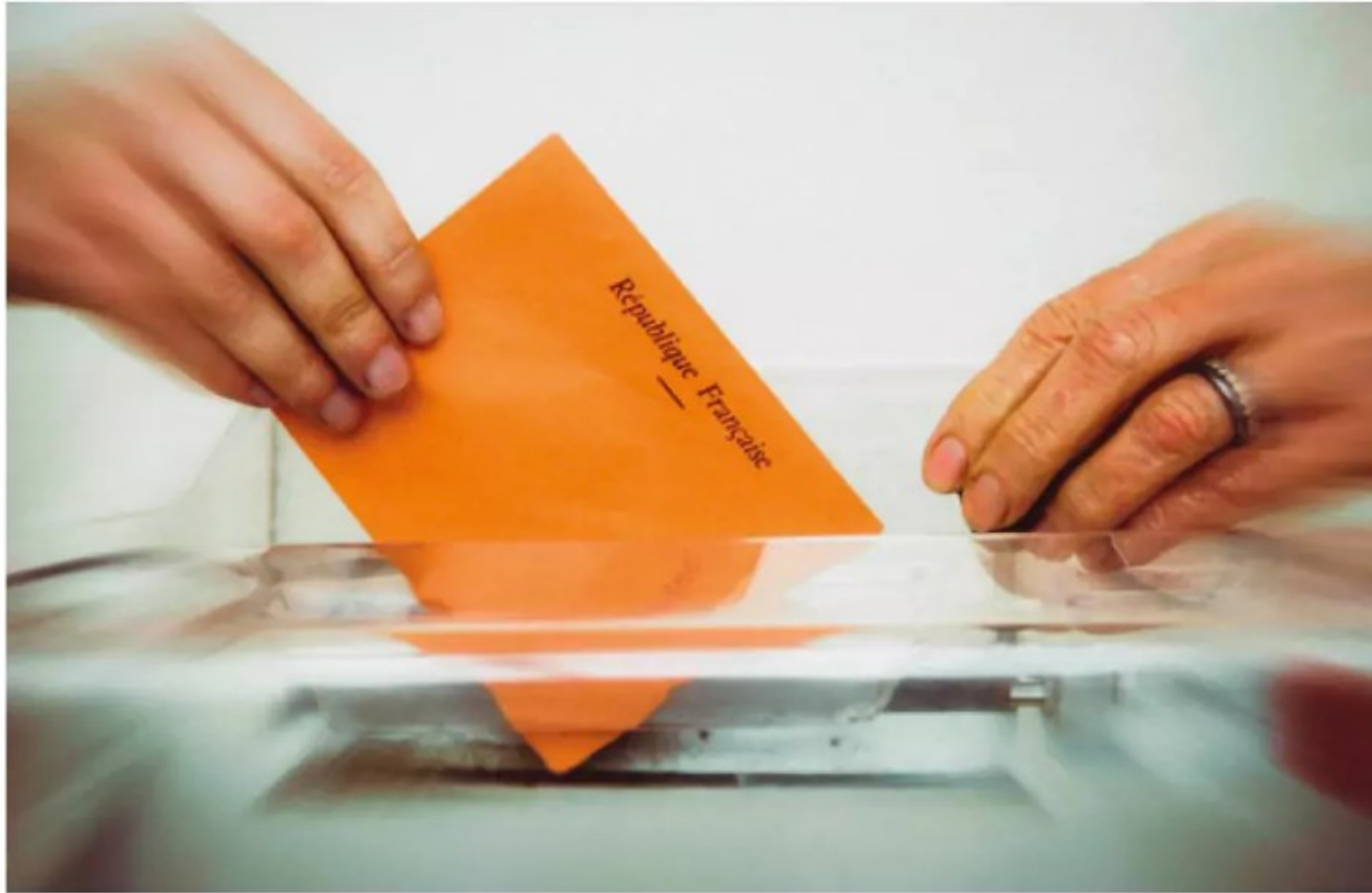
IV^e République. Les divisions partisans et la faiblesse des gouvernements l'ont convaincu qu'un chef de l'État fort, au-dessus des partis, est essentiel pour garantir la stabilité du pays. L'élection au suffrage universel direct légitime le président par le peuple, seule source souveraine à ses yeux. «*Le président doit être l'homme de la Nation*», répète-t-il, résolu à inscrire cette vision dans les institutions.

Une procédure contestée et une crise politique

Pour imposer cette réforme, De Gaulle contourne l'article 89 sur les révisions constitutionnelles en s'appuyant sur l'article 11, qui permet un référendum sur «*l'organisation des pouvoirs publics*». François Mitterrand s'insurge, dénonçant une «*forfaiture*», tandis que Gaston Monnerville, président du Sénat, y voit une violation de l'esprit des institutions. Le 5 octobre 1962, l'Assemblée nationale censure le gouvernement Pompidou. En réponse, De Gaulle dissout l'Assemblée et convoque des élections. La République est secouée : partisans et opposants s'affrontent sur la notion même de souveraineté populaire.

Le 28 octobre 1962, le « oui » l'emporte avec 62,25 % des suffrages.





◀ L'élection présidentielle au suffrage universel direct place le chef de l'État au cœur des institutions, doté d'une légitimité populaire inédite pour l'époque.

.....

Le référendum : un plébiscite ambigu

Le 28 octobre 1962, le « oui » l'emporte avec 62,25 % des suffrages. Une victoire nette, mais non éclatante. L'opposition y voit un avertissement face au risque d'autoritarisme. De Gaulle, lui, a réussi : le suffrage universel est adopté, et les élections législatives confirment la force du camp gaulliste malgré l'absence de majorité absolue.

Un pouvoir présidentiel transformé
L'élection présidentielle au suffrage universel direct place le chef de l'État au cœur des institutions, doté d'une légitimité populaire inédite. Le président devient le pilier de la République, incarnant à la fois l'unité nationale et un pouvoir exécutif renforcé. Pourtant, les critiques persistent. Dès 1964, François Mitterrand dénonce un «*coup d'État permanent*», pointant une concentration excessive du pouvoir. Si des rééquilibrages sont venus nuancer cette domination, la réforme de 1962 reste un tournant majeur de la V^e République.

Soixante ans après, l'héritage gaullien continue de structurer la vie politique française. Considéré par certains comme un «*coup de force*», cette réforme a redéfini le rôle du président, plaçant le suffrage universel au cœur de la légitimité républicaine. ■

“ Dès 1964, François Mitterrand dénonce un « coup d'État permanent », pointant une concentration excessive du pouvoir. ”

MAI 68

DE GAULLE FACE À LA TEMPÊTE SOCIALE ET CULTURELLE

En mai 1968, la France se réveille brutalement d'une longue torpeur. Sous les pavés du calme apparent des « Trente Glorieuses », grondent des fissures profondes. Étudiants en colère, ouvriers en grève, une société tout entière s'ébroue, rejetant en bloc ce qui semblait jusqu'alors immuable. Face à ce séisme social et culturel, Charles de Gaulle, l'homme du 18 juin et de la V^e République, vacille.

“ Dans les premiers jours de mai 68, Charles de Gaulle semble dépassé. Âgé de 77 ans, il regarde cette révolte avec incompréhension, presque avec mépris. ”

Affiche placardée dans une rue du Quartier Latin.



La montée de la contestation : des pavés aux grèves

La contestation débute modestement, presque par accident. Le 22 mars 1968, quelques étudiants de Nanterre, sous l'impulsion de Daniel Cohn-Bendit, occupent un bâtiment administratif pour protester contre des règlements qu'ils jugent archaïques. Ce geste, d'apparence isolée, incarne un malaise plus large, celui d'une jeunesse enfermée dans des cadres figés, incapable de trouver sa place dans une société qui lui dicte ses règles sans la consulter.

Le 3 mai, lorsque la police évacue la Sorbonne, le feu s'embrase pour de bon. Les affrontements se

multiplient dans le Quartier Latin, où les étudiants érigent des barricades de fortune. Les slogans se gravent sur les murs : « *Il est interdit d'interdire* », « *Sous les pavés, la plage* ». Derrière ces mots, une vérité simple et percutante : un ordre trop rigide est en train de céder face à une liberté nouvelle, encore informe mais irrésistible.

La contestation étudiante fait alors tache d'huile. Le 13 mai, le monde ouvrier s'empare de la révolte. La grève générale paralyse le pays :

Renault-Billancourt, Sud-Aviation, Peugeot deviennent des foyers de mobilisation. Ce n'est plus seulement la jeunesse qui s'exprime, mais une classe ouvrière qui se sent oubliée par les promesses du progrès économique.

Les syndicats, notamment la CGT, peinent à structurer un mouvement qui échappe à tout contrôle et qui concerne dix millions de salariés dans tous les secteurs d'activité. Pour la première fois depuis la Libération, le pouvoir politique se retrouve face à un vide. Le pays est paralysé.

Le Général face à la crise

Dans les premiers jours, Charles de Gaulle semble dépassé. Âgé de 77 ans, il regarde cette révolte avec incompréhension, presque avec mépris. Pour lui, ce n'est qu'un « *monôme* », une agitation désordonnée et passagère d'étudiants inconscients. Mais le silence des usines et l'arrêt brutal du pays l'obligent à reconsidérer la situation. Selon Alain Peyrefitte, de Gaulle eut peu à peu le sentiment que la situation était devenue « *insaisissable* ».

L'épisode le plus marquant survient le 29 mai. Sans prévenir ses ministres ni ses proches, le Général quitte Paris pour se rendre à Baden-Baden, où il s'entretient avec le général Massu, commandant en chef des Forces Françaises en Allemagne.

Ce départ, soudain et mystérieux, alimente toutes les spéculations. A-t-il fui ? Cherche-t-il un soutien militaire pour rétablir l'ordre ? En réalité, ce voyage témoigne autant d'un doute profond que d'un geste



stratégique. Dans cette retraite, De Gaulle retrouve l'aplomb qui lui manquait.

Le discours du 30 mai ou le retour de l'autorité

Le 30 mai 1968, De Gaulle revient à Paris. Depuis l'Élysée, il s'adresse à la nation dans un discours radio-diffusé - la télévision est en grève - qui résonne comme un coup de tonnerre. Sa voix grave et posée tranche avec le chaos ambiant : « *La France est menacée de la dictature. [...] La République n'abdiquera pas. Le peuple se ressaisira.* »

En annonçant la dissolution de l'Assemblée nationale élue en mars 1967 et la convocation d'élections

▲
Affiche hostile à Charles de Gaulle.



▲ Les étudiants de la Faculté des Sciences Politiques manifestent.

... législatives, il reprend la main. Par ce geste, il oppose au désordre des rues le poids des institutions républicaines. Ce soir-là, plusieurs centaines de milliers de partisans descendent en masse sur les Champs-Élysées pour exprimer leur soutien. Là où, quelques jours plus tôt, régnaient la révolte et l'incertitude, l'image d'un pouvoir restauré s'impose avec force. Par cette démonstration de force, les gaullistes actaient leur reconquête de la rue. Les élections législatives de juin scellent définitivement ce retour à l'ordre : les partisans de De Gaulle remportent 358 sièges sur 485, une victoire écrasante qui balaye les espoirs de l'opposition.

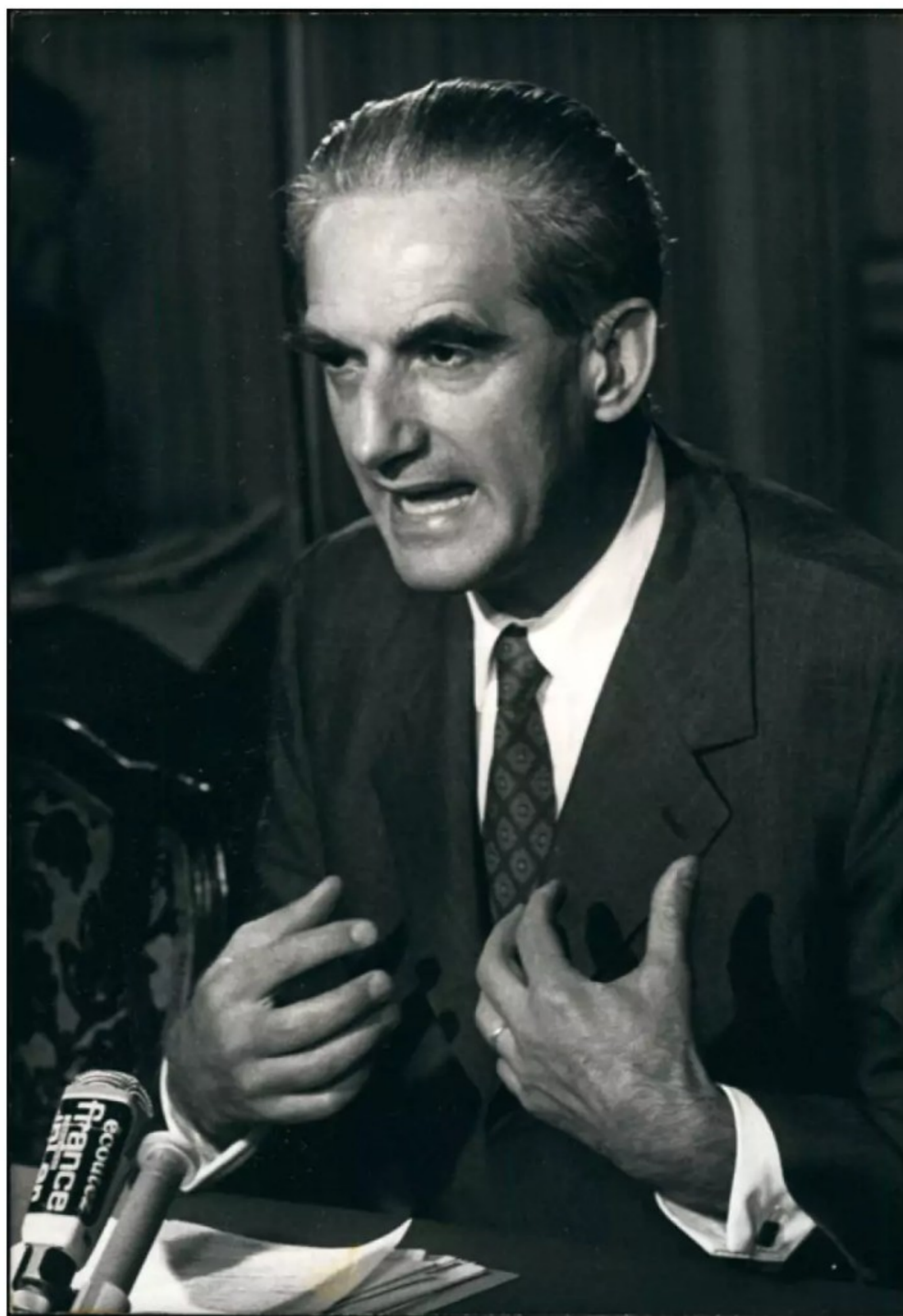
Après Mai 68 : des réformes inachevées

Si De Gaulle a maîtrisé la crise, il en comprend aussi les leçons. Le mouvement a mis en lumière les aspirations profondes de la société française : une demande de liberté, d'égalité et de modernité. Conscient de l'urgence, il lance, sous l'égide d'Edgar Faure, une réforme universitaire pour moderniser un système à bout de souffle. Mais De Gaulle voit plus loin. Avec le concept de participation, il propose une vision ambitieuse : rapprocher les citoyens et les travailleurs des centres de décision économiques. Ce projet, qui témoigne de sa volonté d'adapter la République

à un monde en mutation, se heurte cependant aux réalités politiques. Le 27 avril 1969, le référendum sur la réforme échoue. De Gaulle, fidèle à ses principes, choisit alors de se retirer définitivement.

Un vieil homme dans la tempête

Mai 68 fut une épreuve pour Charles de Gaulle, une tempête sociale et culturelle à laquelle il n'était pas préparé. Face à une jeunesse en révolte et à une classe ouvrière en rupture, il vacilla, mais ne rompit pas. Avec son discours du 30 mai, il sut réaffirmer l'autorité de l'État tout en laissant le peuple décider du chemin à suivre. Pourtant, cette victoire fut celle d'un homme conscient que son temps touchait à sa fin. La France, marquée par les événements, ne serait plus jamais la même. Plus critique, plus exigeante, elle aspirait à une liberté nouvelle. De Gaulle, dans la grandeur et la solitude qui furent toujours les siennes, incarna à la fois le rempart et le témoin d'une époque révolue. ■



▲
Selon Alain Peyrefitte, de Gaulle eut peu à peu le sentiment que la situation était devenue « insaisissable ».

“ Le 27 avril 1969, le référendum sur la réforme échoue. De Gaulle, fidèle à ses principes, choisit alors de se retirer définitivement. ”

30 MAI 1968

ALLOCUTION RADIODIFFUSÉE DE CHARLES DE GAULLE

Fin mai 1968, la France vacille sous l'effet des grèves et des manifestations. Face à cette crise sociale et politique inédite, De Gaulle, fragilisé et silencieux, disparaît brièvement à Baden-Baden (Allemagne). Le 30 mai, dans une allocution radiodiffusée, il

reprend la parole avec fermeté, dissout l'Assemblée et appelle au calme. À ce moment charnière, il rallie la majorité silencieuse et rétablit son autorité, transformant un pouvoir chancelant en démonstration de force.



◀ Le 30 mai 1968, un manifestant diffuse une édition spéciale de *France Soir* annonçant le maintien de Charles de Gaulle et de Georges Pompidou.

Charles de Gaulle en 1968. ▶



« Françaises, Français, étant le détenteur de la légitimité nationale et républicaine, j'ai envisagé, depuis vingt-quatre heures, toutes les éventualités, sans exception, qui me permettraient de la maintenir. J'ai pris mes résolutions. Dans les circonstances présentes, je ne me retirerai pas. J'ai un mandat du peuple, je le remplirai. Je ne changerai pas le Premier ministre dont la valeur, la solidité, la capacité méritent l'hommage de tous. Il me proposera les changements qui lui paraîtront utiles dans la composition du gouvernement. Je dissous aujourd'hui l'Assemblée nationale.

J'ai proposé au pays un référendum qui donnait aux citoyens l'occasion de prescrire une réforme profonde de notre économie et de notre université et en même temps de dire s'ils me gardaient leur confiance ou non par la seule voie acceptable, celle de la démocratie. Je constate que la situation actuelle empêche matériellement qu'il y soit procédé, c'est pourquoi j'en diffère la date. Quant aux élections législatives, elles auront lieu dans les délais prévus par la Constitution à moins qu'on entende bâillonner le peuple français tout entier en l'empêchant de s'exprimer en même temps qu'on l'empêche de vivre, par les mêmes moyens qu'on empêche les étudiants d'étudier, les enseignants d'enseigner, les travailleurs de travailler. Ces moyens, ce sont l'intimidation, l'intoxication et la tyrannie exercés par des groupes organisés de longue main, en conséquence, et par un parti qui est une entreprise totalitaire, même s'il a déjà des rivaux à cet égard.

Si, donc, cette situation de force se maintient, je devrai, pour maintenir la République, prendre conformément à la Constitution

d'autres voies que le scrutin immédiat du pays. En tous cas, partout et tout de suite, il faut que s'organise l'action civile. Cela doit se faire pour aider le gouvernement, d'abord, puis localement, les préfets devenus ou redevenus commissaires de la République, dans leur tâche qui consiste à assurer, autant que possible, l'existence de la population, et à empêcher la subversion à tout moment et en tout lieu.

“ J'ai proposé au pays un référendum qui donnait aux citoyens l'occasion de prescrire une réforme profonde de notre économie. ”

La France, en effet, est menacée de dictature. On veut la contraindre à se résigner à un pouvoir qui s'imposerait dans le désespoir national, lequel pouvoir serait alors évidemment et essentiellement celui du vainqueur, c'est-à-dire celui du communisme totalitaire. Naturellement, on le colorerait, pour commencer, d'une apparence trompeuse en utilisant l'ambition et la haine de politiciens au rancart. Après quoi, ces personnages ne pèseraient pas plus que leur poids, qui ne serait pas lourd. Et bien non, la République n'abdiquera pas. Le peuple se ressaisira. Le progrès, l'indépendance et la paix l'emporteront avec la liberté. Vive la République ! Vive la France ! »

Charles de Gaulle, 30 mai 1968

DE GAULLE À BADEN-BADEN

En mai 1968, la France est plongée dans une tempête sociale et politique d'une intensité rare. Ce mois-là, tout semble vaciller : les étudiants, en fronde ouverte à partir de Nanterre et de la Sorbonne, déclenchent une onde de choc qui galvanise les ouvriers. Grèves massives, affrontements dans les rues, démission ministérielle... le pays vacille.

Puis, coup de théâtre : le 29 mai, le président Charles de Gaulle quitte Paris dans un mystère total. Destination, Baden-Baden, une ville allemande qui fait plus parler d'elle en une journée que depuis des décennies. Pourquoi un tel choix, en plein chaos ? Cette question, encore aujourd'hui, reste en partie sans réponse.

Pourquoi Charles de Gaulle quitte Paris dans le plus grand secret ? Cette question, encore aujourd'hui, reste en partie sans réponse.



Paris au bord de l'explosion

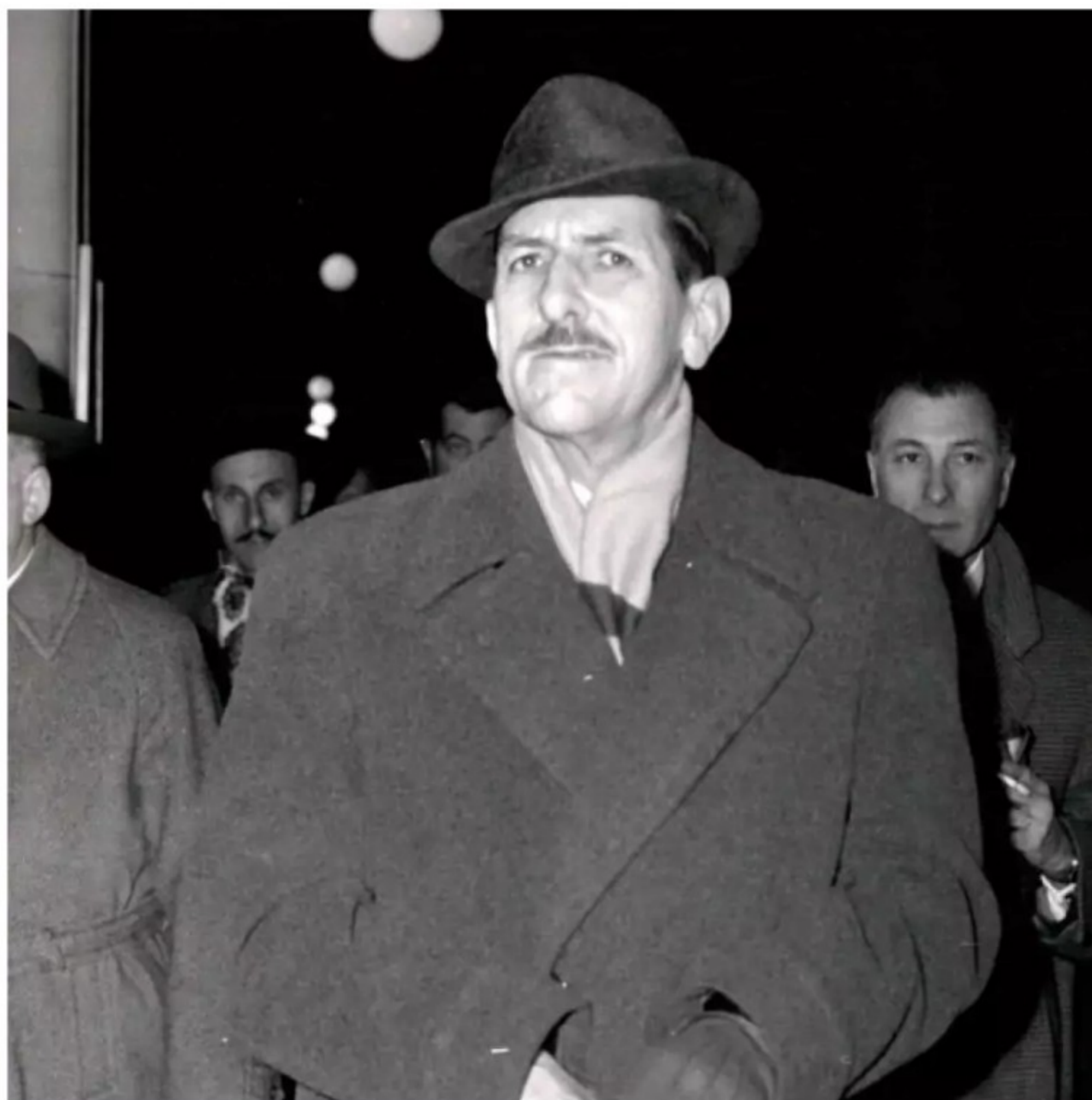
Mai 68, c'est d'abord un mouvement étudiant qui prend feu à Nanterre le 22 mars, avant de déferler sur Paris. Le 3 mai, la Sorbonne devient le bastion des revendications et un champ de bataille contre les forces de l'ordre. Rapidement, le malaise s'étend aux usines : Renault à Billancourt ouvre la voie à une véritable paralysie nationale.

Grèves générales, syndicats survoltés, un gouvernement Pompidou qui semble figé. Le 28 mai, Alain Peyrefitte, ministre de l'Information, jette l'éponge, un geste qui révèle les fissures du pouvoir. Dans ce tumulte, la France retient son souffle, et l'Histoire, elle, s'emballe. Le 29 mai, un geste improbable déstabilise encore davantage un pays au bord du gouffre. Ce matin-là, le Conseil des ministres est annulé, et de Gaulle quitte l'Élysée sans tambour ni trompette. Pas de Citroën DS officielle, mais un hélicoptère. Direction : Saint-Dizier, avant un second vol vers Baden-Baden, en Allemagne. Pompidou, comme le reste du gouvernement, est tenu dans l'ignorance.

Pourquoi ce voyage ? Officiellement, une visite au général Massu, commandant des forces françaises en Allemagne. Mais l'opinion publique, comme les analystes, se perd en conjectures. Stratégie d'électrochoc, moment de découragement,

“

Le 29 mai, le Conseil des ministres est annulé, et De Gaulle quitte l'Élysée sans tambour ni trompette. Pompidou, comme le reste du gouvernement, est tenu dans l'ignorance. ”



ou préparation d'un repli en cas d'effondrement ? Toutes les pistes restent ouvertes.

Une fois à Baden-Baden, De Gaulle retrouve le général Massu. Selon certains témoignages, c'est ce dernier qui aurait poussé le président à revenir à Paris et reprendre le contrôle. Mais Baden-Baden n'est pas seulement une escale de concertation : en tant que siège du commandement des forces françaises, la ville représente un ancrage stratégique. Pour de Gaulle, ce lieu n'a rien d'étranger. Il pourrait, selon certaines sources, y signer des décrets si besoin. D'autres interprétations voient dans cette "fuite" un écho à la tentative de Varennes de Louis XVI, cette fois réussie, pour provoquer une mobilisation populaire.

Une réplique magistrale

Après son séjour éclair en Allemagne, De Gaulle se replie à Colombey-les-Deux-Églises, son refuge emblématique. Le 30 mai, il passe à l'offensive. Un discours radiophonique, calibré comme une œuvre d'orfèvre, annonce la dissolution de l'Assemblée nationale et des élections législatives. Dans la foulée, une manifestation monstre de soutien aux gaullistes envahit les Champs-Élysées.

La France, ébahie, assiste à un retournement spectaculaire : De Gaulle, que l'on croyait affaibli, reprend les rênes. Par sa parole, il transforme une crise existentielle en une démonstration de leadership, rappelant que, pour lui, l'Histoire est affaire de mots. ■

▲
Une fois à Baden-Baden, De Gaulle retrouve le général Massu. Selon certains témoignages, c'est ce dernier qui aurait convaincu le président de revenir à Paris et reprendre le contrôle.

DE GAULLE ET L'AFRIQUE

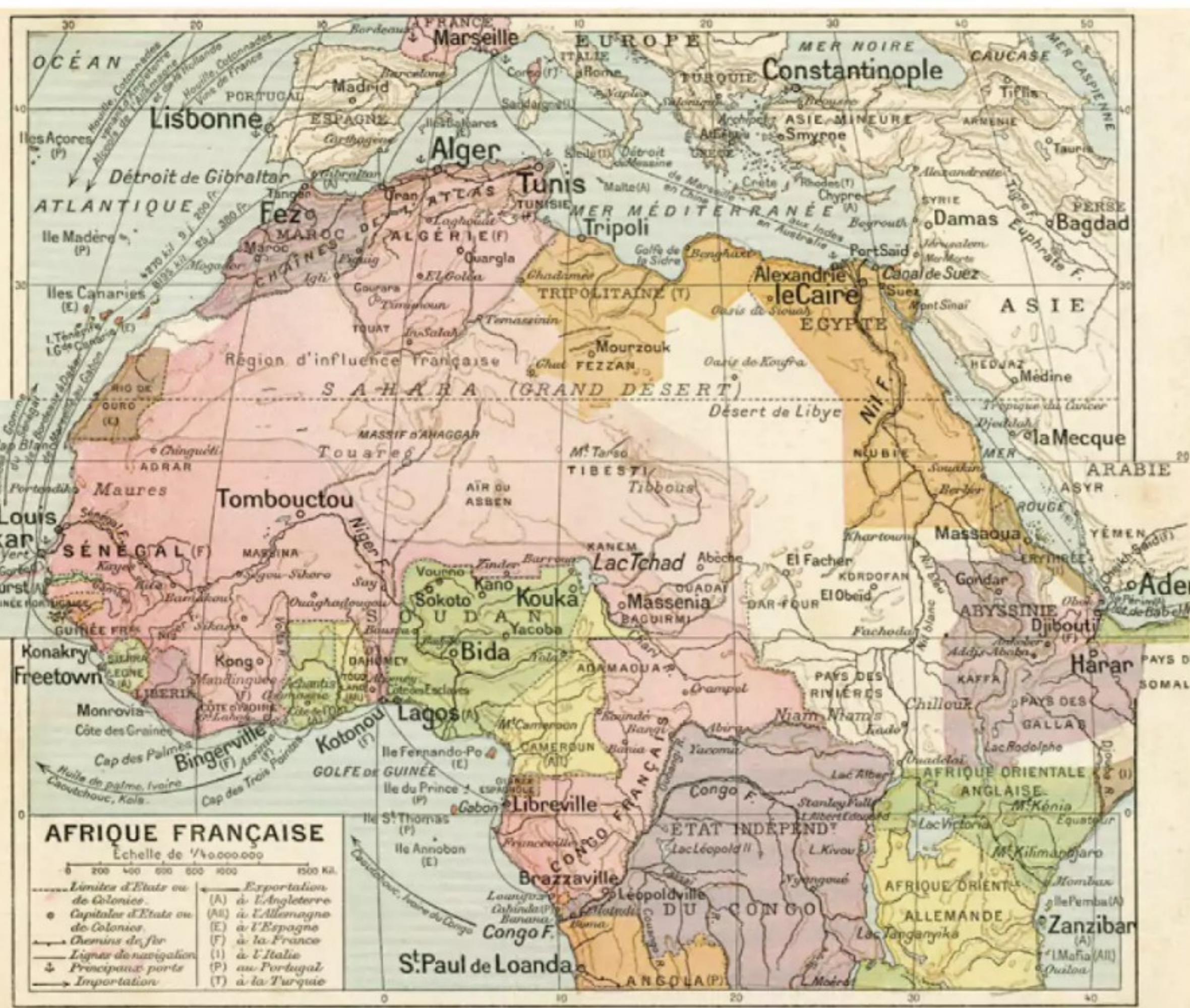
ENTRE OMBRE ET LUMIÈRE

La décolonisation marque un tournant historique pour la France et ses colonies. Charles de Gaulle, chef emblématique, tente de concilier deux ambitions : préserver la grandeur française tout en répondant aux aspirations d'indépendance des peuples africains. Sa vision, à la fois pragmatique et ambitieuse, façonne une relation complexe avec le continent. Aujourd'hui encore, son héritage alimente les débats, entre admiration et critique.

Une décolonisation sous contrôle

En 1944, lors de la conférence de Brazzaville, De Gaulle esquisse une vision d'avenir pour l'Empire colonial. Il défend une autonomie élargie, mais dans un cadre strictement contrôlé par la France. « *La fin de l'Empire colonial n'est pas la fin de la France dans le monde* » déclare-t-il alors, révélant sa volonté de maintenir une influence durable.

Il faut attendre son retour au pouvoir en 1958 pour voir émerger une véritable stratégie. Avec la création de la Communauté française, De Gaulle tente un pari audacieux : maintenir des liens institutionnels avec les colonies tout en amorçant une transition progressive vers l'autonomie. Mais le vent de l'Histoire souffle plus fort. Sous la pression de leaders africains comme Modibo Keita, président du Mali, ou Sékou Touré en Guinée, la plupart des colonies choisissent l'indépendance en 1960. « *Nous préférons la liberté dans la pauvreté à la richesse dans l'esclavage* » proclame alors Sékou Touré, acte de rupture symbolique avec Paris. De Gaulle, pragmatique, renonce à toute opposition frontale. Cette décolonisation encadrée traduit une vision lucide : préserver l'influence française sur un continent stratégique, notamment à travers



le contrôle des ressources du Sahara et des accords de défense. « *La grandeur d'un pays réside dans sa capacité à s'adapter, non à s'accrocher à des illusions* » aurait confié De Gaulle à Jacques Foccart, son conseiller pour les affaires africaines.

Entre coopération et dépendance

Dans ce nouveau cadre, De Gaulle mise sur des relations personnelles fortes avec des figures comme Félix Houphouët-Boigny, président de la Côte d'Ivoire, ou Léopold Sédar Senghor, au Sénégal. Ces alliances stratégiques symbolisent une coopération apaisée, mêlant pragmatisme économique et proximité culturelle. « *La France ne quitte pas l'Afrique, elle y reste autrement* » résume Félix Houphouët-Boigny, soulignant la continuité des liens post-coloniaux.

Cependant, derrière ces partenariats, la France s'assure de protéger ses intérêts. Militairement, elle maintient une présence grâce à des bases stratégiques. Économiquement, elle investit massivement tout en garantissant l'accès privilégié à des matières premières vitales.

Jacques Foccart, figure-clé de cette politique, écrira dans ses mémoires : « *L'Afrique est la clé de voûte de la puissance française. Qu'elle vacille, et c'est tout l'édifice qui s'effondre.* » Cette vision, bien que réaliste, alimente des critiques sur la dépendance économique et politique imposée aux anciennes colonies.

Tensions et paradoxes

Cependant, ces relations ne sont pas exemptes de contradictions.



La guerre d'Algérie, véritable fracture, mobilise une grande partie de l'énergie de De Gaulle et influence profondément sa politique africaine. Les accords d'Évian, signés en 1962, sont le fruit de longues négociations, marquées par les tensions entre la préservation

Tissu africain en hommage à Charles de Gaulle.

Le Général de Gaulle prononçant un discours lors de l'ouverture de la Conférence de Brazzaville le 30 janvier 1944.



des intérêts français et les revendications des nationalistes algériens. Dans le reste de l'Afrique, les ambitions internationales de la France se heurtent à des pressions extérieures. Les États-Unis et la Grande-Bretagne cherchent à étendre leur influence sur le continent, tandis que les aspirations des dirigeants africains divergent souvent des attentes parisiennes. « *Nous devons être amis, non maîtres* » avertit Léopold Sédar Senghor, dans une adresse à l'Assemblée nationale française en 1961, appelant à un partenariat respectueux.

Ces tensions atteignent parfois leur paroxysme lors de crises politiques, comme à Dakar en 1940, où les forces gaullistes essuient un revers, ou encore pendant la guerre civile au Congo-Brazzaville. Mais De Gaulle, fidèle à son pragmatisme, s'adapte, voyant l'Afrique comme un levier indispensable de la puissance française sur la scène internationale.

Un héritage contesté

L'héritage africain de De Gaulle est ambivalent. Ses partisans saluent un décolonisateur pragmatique, capable d'assurer une transition ordonnée vers l'indépendance. « *De Gaulle a su comprendre que l'Histoire ne pouvait être stoppée, seulement accompagnée* » écrit l'historien Benjamin Stora. Ses discours, empreints de grandeur et d'universalité, continuent de résonner, comme celui du 18 juin 1940 qui évoque la liberté des peuples. Cependant, cette vision idéalisée masque des réalités plus sombres.

Certains critiques dénoncent un néocolonialisme latent. Les mécanismes économiques instaurés, comme la zone franc et la coopération bilatérale, sont perçus par beaucoup comme des instruments de dépendance. Les violences de la guerre d'Algérie, la répression des mouvements nationalistes et l'appui français à certains régimes autoritaires ternissent également cet héritage. « *La décolonisation française est une émancipation partielle, car elle laisse intactes des structures de domination* » analyse l'économiste sénégalais Felwine Sarr.



◀ Timbre hommage à l'effigie de Charles de Gaulle.

.....

“ Avec la création de la Communauté française, De Gaulle tente un pari audacieux : maintenir des liens institutionnels avec les colonies tout en amorçant une transition progressive vers l'autonomie. ”

Un modèle remis en question

Aujourd'hui, alors que les pays africains diversifient leurs partenariats - notamment avec la Chine, la Russie et la Turquie - le modèle gaullien de coopération semble de plus en plus désuet. La montée des revendications pour une souveraineté accrue et l'émergence de mouvements anti-français interrogent la pertinence d'un héritage basé sur une influence omniprésente. Pourtant, les traces de l'époque gaullienne restent visibles. La

langue française, les accords de défense et les institutions éducatives témoignent d'une relation historique profonde, mais souvent asymétrique. Alors que le continent se transforme rapidement, la France devra repenser sa stratégie pour bâtir un partenariat plus équilibré, tourné vers l'avenir. Comme l'a récemment déclaré le président béninois Patrice Talon : « *La relation avec la France doit évoluer, car l'Afrique d'aujourd'hui n'est plus celle des années 1960.* » ■

JACQUES FOCCART ET LA FRANÇAFRIQUE

Derrière les grands discours sur les indépendances africaines, un homme a discrètement tiré les ficelles pendant des décennies : Jacques Foccart. Conseiller du général de Gaulle, stratège de l'ombre, il a dessiné, à partir de

1958, une politique africaine française mêlant alliances étroites et intérêts bien compris. Si son nom reste méconnu du grand public, son empreinte sur les relations franco-africaines est indélébile.



Jacques Foccart avait compris le pouvoir des réseaux avant l'heure. ▶

“

Jacques Foccart incarne une diplomatie sans fard, où l'objectif prime sur les méthodes. Cela lui vaut d'être à la fois admiré et décrié. ”

Un homme de réseaux

Jacques Foccart n'avait rien d'un homme de lumière. Né en 1913, ancien résistant et entrepreneur dans le commerce avec l'outre-mer, il bâtit patiemment son chemin vers le pouvoir. Son engagement au sein du Rassemblement du Peuple Français (RPF) le rapproche du général de Gaulle dès 1944. La confiance entre les deux hommes est immédiate et durable.

En 1958, de Gaulle reprend les rênes de la France, et Foccart est nommé responsable des Affaires africaines et malgaches. À partir de là, son rôle devient essentiel. Fidèle exécutant des directives du Général, il tisse des liens étroits avec les dirigeants africains, en s'appuyant sur son sens du détail et une discrétion absolue.

Ce rôle central traduit également une stratégie froide et calculée.



Jacques Foccart était connu pour son obsession du contrôle et son habileté à concentrer les décisions en un cercle très restreint. Comme le président gabonais Omar Bongo l'a déclaré plus tard, « *Jacques Foccart était l'homme qui connaissait tout de nous, parfois mieux que nous-mêmes.* »

▲
Le président Léopold Sédar Senghor aux côtés de Jacques Foccart, le secrétaire général des Affaires africaines.

En maintenant au pouvoir des leaders comme Félix Houphouët-Boigny (photo) ou Omar Bongo, Foccart privilégie la stabilité des intérêts français.



Un réseau tentaculaire

Foccart comprenait le pouvoir des réseaux avant l'heure. Alliés politiques, anciens résistants, agents de renseignement : il mobilise une galaxie de contacts pour asseoir l'influence française en Afrique. Le téléphone devient son arme principale, un outil direct pour intervenir dans les capitales africaines.

Les réceptions privées qu'il organise à Paris renforcent les relations personnelles avec des leaders

comme Félix Houphouët-Boigny. Ces dîners feutrés, invisibles des médias, posent les bases d'une diplomatie officieuse où tout se négocie en coulisses. Ce système, opaque mais efficace, permet à la France de conserver des alliés stratégiques tout en protégeant ses intérêts économiques.

Cependant, ces méthodes suscitent des critiques. En agissant principalement en dehors des circuits institutionnels, Foccart marginalise les processus démocratiques, aussi bien en France qu'en Afrique. Selon François-Xavier Verschave, auteur de *La Françafrique*, « ce système de réseaux secrets a institutionnalisé une domination économique et politique, habilement masquée sous des partenariats. »

Entre pragmatisme et contrôle

La « *Françafrique* », ce terme né pour décrire cette relation complexe, est autant un levier de contrôle qu'une nécessité stratégique pour la France. Les accords secrets garantissent un accès privilégié aux ressources naturelles des anciennes colonies, tandis que Paris offre en retour une aide militaire et financière.

Dans le contexte de la Guerre froide, cette politique s'inscrit dans une lutte géopolitique plus large. La France, sous l'impulsion de Foccart, cherche à contrer l'influence soviétique et chinoise en Afrique. « *L'Afrique était un échiquier géopolitique où chaque alliance comptait* », rappelle l'historien Achille Mbembe. Ce contexte explique aussi la réactivité de Foccart face aux crises, comme l'intervention militaire au Gabon

en 1964, où les troupes françaises rétablissent Léon M'ba après une tentative de coup d'État.

Mais cette stratégie suscite des critiques. Les accusations de manipulation et de néocolonialisme se multiplient, ternissant l'image d'une France désireuse de se positionner en « *partenaire* ». En maintenant au pouvoir des leaders comme Félix Houphouët-Boigny ou Omar Bongo, Foccart privilégie la stabilité des intérêts français au détriment des aspirations démocratiques locales.

Le prix de l'efficacité

Jacques Foccart incarne une diplomatie sans fard, où l'objectif prime sur les méthodes. Cela lui vaut d'être à la fois admiré et décrié. Ses détracteurs dénoncent une politique paternaliste, voire néocoloniale, où les intérêts français passent avant ceux des pays africains. Les interventions répétées, au Tchad ou en République centrafricaine, sont perçues comme une ingérence permanente dans les affaires internes de ces nations.

Les critiques pointent aussi l'opacité du « *système Foccart* », où des accords bilatéraux s'élaborent loin des institutions démocratiques. Pourtant, cette approche a permis de maintenir des relations solides avec plusieurs États stratégiques, dans un contexte de décolonisation souvent tumultueux.

Plus encore, ce système entretient une dépendance structurelle des pays africains envers la France. L'exploitation des ressources naturelles, comme l'uranium au Niger ou le pétrole au Gabon, bénéficie

largement aux entreprises françaises, mais laisse peu de retombées pour les populations locales. Cette asymétrie alimente le ressentiment et fragilise les relations bilatérales.

Fin de la Françafrique

Le vieux système de relations postcoloniales entre la France et l'Afrique pour lequel Jacques Foccart a tant oeuvré, est en train de vivre ses dernières heures. L'influence française, autrefois omniprésente sur le continent, s'effrite à vue d'œil. En 25 ans, la part de marché de la France dans les échanges commerciaux africains a fondu de moitié, passant de 10 % à seulement 5 %. Un chiffre qui résume bien la chute.

L'image d'une France encore maître du jeu en Afrique appartient désormais au passé. L'expulsion des troupes françaises du Mali en 2022 a donné le ton. Elle a été suivie, en 2023, par des départs tout aussi brutaux du Burkina Faso et du Niger. Ces événements ne sont pas de simples accrocs diplomatiques. Ils incarnent la fin d'une ère : celle de la « *Pax Gallica* », ce rôle de gendarme régional que la France exerçait depuis des décennies. ■

DE GAULLE

PÈRE DE LA DISSUASION NUCLÉAIRE FRANÇAISE

1945 : la France émerge d'un conflit dévastateur, physiquement meurtrie et moralement en quête de rédemption. Mais derrière les ruines, une idée germe. Charles de Gaulle entrevoit une voie pour redonner à la France ce qu'elle a perdu : l'indépendance.

Dans son esprit, cette indépendance est inséparable d'un arsenal nucléaire. Pas une lubie guerrière, mais une condition sine qua non pour exister parmi les grandes puissances. Ainsi naît un projet audacieux, parfois critiqué, mais qui, des décennies plus tard, continue

de façonner la place de la France dans le monde.

Pour le général de Gaulle, tout part d'un constat simple : une nation dépendante pour sa défense n'est qu'un figurant sur la scène internationale. Il refuse cette idée. À ses yeux, l'indépendance militaire est la colonne vertébrale de la souveraineté nationale.

Avec son franc-parler, il ne cache pas sa méfiance envers les États-Unis, protecteurs autoproclamés de l'Europe : « *Les Américains risqueraient-ils leur pays pour sauver le nôtre ? Non.* »

De là découle son rejet des « doubles clés » de l'arme nucléaire, ces dispositifs qui imposeraient une validation américaine. Sa vision est tranchée, intransigeante, mais terriblement claire : la France doit pouvoir se défendre seule, coûte que coûte.

Une ambition forgée dans le désert

Cette quête d'indépendance ne sort pas de nulle part. Dès les années 1950, la France commence à poser les jalons de son programme nucléaire. Le Commissariat à l'énergie atomique (CEA), créé sous la

L'arme nucléaire repose sur un principe redoutablement efficace : la peur.



“

Charles de Gaulle
fait entrer
la France dans
le club restreint
des puissances
nucléaires. ”



▲
Charles de Gaulle
en 1960.

IV^e République, élargit ses horizons aux applications militaires. Mais c'est l'arrivée au pouvoir de De Gaulle en 1958 qui donne au projet sa véritable impulsion.

Le général ne se contente pas de rêver : il agit. Le 13 février 1960, dans le Sahara algérien, la première bombe française explose. « *Hourra pour la France !* » s'exclame-t-il, conscient que cet essai n'est pas qu'un exploit scientifique. C'est une déclaration : la France entre dans le club restreint des puissances nucléaires.

La dissuasion : arme ultime ou bluff stratégique ?

L'arme nucléaire repose sur un principe redoutablement efficace : la peur. Dissuader un ennemi, c'est lui montrer que toute attaque serait suicidaire. Pour cela, De Gaulle conçoit une doctrine « *tous azimuts* » : être capable de riposter, quel que soit l'agresseur ou le lieu du conflit.

L'arme nucléaire ne se limite pas à une question de défense : c'est aussi un outil de diplomatie. De Gaulle

l'utilise pour s'affirmer face aux grandes puissances. Il rejette le projet américain de force multilatérale, voyant là une tentative de maintenir l'Europe sous tutelle. En 1963, il refuse de signer le traité d'interdiction des essais nucléaires, qu'il perçoit comme un verrouillage du cercle des puissants.

Aujourd'hui, la force de frappe est un héritage complexe. Elle a modernisé l'armée, dynamisé l'industrie nucléaire et donné à la France une autonomie rare parmi les nations européennes. Mais elle continue de susciter des interrogations : dans un monde multipolaire, est-elle encore pertinente ?

Les défis climatiques ou numériques ne devraient-ils pas remplacer la dissuasion nucléaire au sommet des priorités stratégiques ? Une chose est certaine : pour De Gaulle, cette arme n'était pas un choix. C'était une nécessité. Et en cela, elle demeure un pilier de l'identité française. ■

L'INDÉPENDANCE STRATÉGIQUE DE LA FRANCE

L'intégration au commandement de l'OTAN, dominé par les États-Unis, est perçue comme une subordination inacceptable par De Gaulle.



En 1966, la France, sous l'impulsion du Général de Gaulle, quitte le commandement intégré de l'OTAN. Cet acte, au-delà d'une réorganisation militaire, illustre la volonté d'une France indépendante dans un monde dominé par les superpuissances. Refusant la tutelle américaine, De Gaulle cherche à redonner à la France une autonomie stratégique et diplomatique, en écho à son héritage historique de grandeur nationale.

Une vision souverainiste

Pour De Gaulle, l'indépendance de la France est essentielle. L'histoire des conflits mondiaux lui montre qu'une défense nationale ne peut dépendre d'une autorité extérieure. L'intégration au commandement de l'OTAN, dominée par les États-Unis, est perçue comme une subordination inacceptable. La souveraineté passe par la maîtrise de ses choix stratégiques, notamment à travers une force de frappe nucléaire indépendante, conçue pour garantir la sécurité de la France sans dépendre d'alliances asymétriques. L'OTAN, aux yeux de De Gaulle, incarne l'hégémonie américaine en Europe. « *L'OTAN, explique-t-il, est un faux-semblant. C'est une machine pour déguiser la mainmise de l'Amérique sur l'Europe.* » Ses propositions pour un directoire tripartite, regroupant États-Unis, Royaume-Uni et France, sont ignorées. De plus, le projet de Force Multilatérale, placé sous contrôle américain, renforce la méfiance gaullienne : « *C'est un machin pour faire croire aux Européens qu'ils ont accès à la gâchette atomique* ». Peu après, il réaffirme sa vision : la France doit assumer seule sa défense et refuser toute centralisation militaire au sein de l'Alliance atlantique.



Un bouleversement géopolitique

La décision française provoque des réactions contrastées. Aux États-Unis, elle est perçue comme un affront, suscitant colère et incompréhension. En Europe, les alliés s'inquiètent d'un affaiblissement de la cohésion occidentale face à l'URSS, bien que certains, comme l'Allemagne, tentent de jouer les médiateurs.

Du côté soviétique, cette rupture est accueillie avec satisfaction, car elle sape l'unité du camp occidental. Cependant, De Gaulle ne cherche aucun rapprochement idéologique avec Moscou, et les ouvertures restent limitées à des initiatives diplomatiques ponctuelles.

Impact durable

La sortie de l'OTAN permet à la France de développer une stratégie autonome, incarnée par la doctrine « *tous azimuts* », capable de répondre à toute menace. Cette autonomie renforce son statut de puissance stratégique en Europe. Diplomatiquement, De Gaulle renforce une posture de non-alignement, multipliant les initiatives internationales : reconnaissance de la Chine populaire, dialogues avec l'Amérique latine et l'URSS. La France s'impose comme une voix indépendante dans un monde polarisé.

La décision de 1966 reste un jalon majeur de la politique gaullienne. Si elle suscite des critiques sur l'isolement qu'elle implique, elle affirme une souveraineté militaire et



diplomatique unique, dont l'impact se fait encore sentir dans les débats contemporains sur l'autonomie stratégique européenne. ■

▲
Le 22 mars 1966, le président américain Lyndon B. Johnson adresse au Général de Gaulle une lettre dans laquelle il s'inquiète de la décision de la France de quitter les structures militaires intégrées de l'OTAN.

LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE

UN HÉRITAGE À DOUBLE TRANCHANT

Quand Charles de Gaulle devient président de la République en 1959, le pays est à terre, ravagé par la guerre, et son économie est à l'arrêt. Son objectif ? Reconstruire rapidement, moderniser en profondeur pour replacer la France dans le concert des grandes puissances économiques. Mais comme toujours avec De Gaulle, la méthode est musclée, l'ambition presque démesurée, et les résultats, bien que spectaculaires, ne font pas l'unanimité.

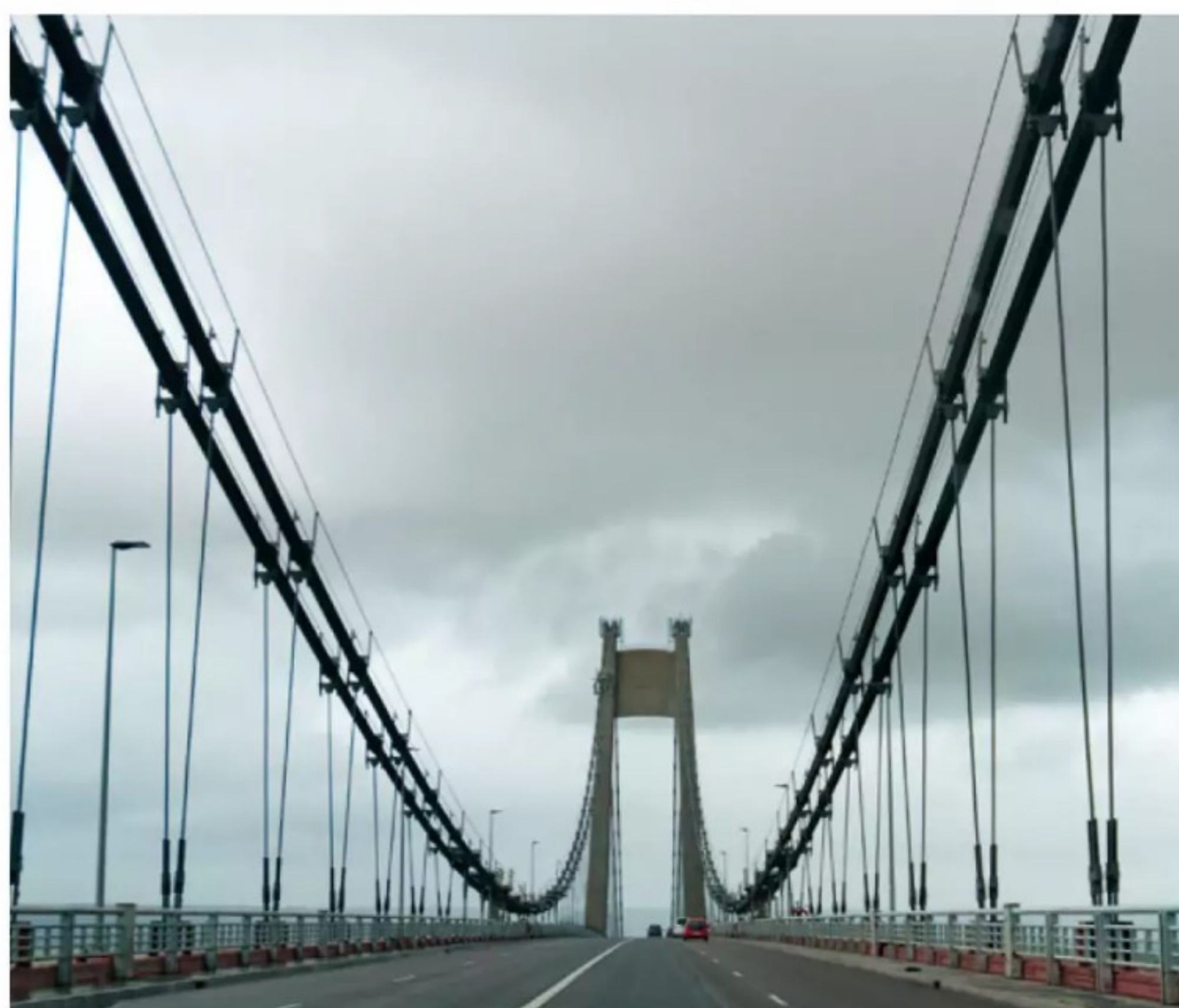
Un État stratège pour une France en ruines

De Gaulle croit fermement au rôle de l'État comme chef d'orchestre économique. Inspiré par le colbertisme, il mise sur la planification : infrastructures modernes, champions industriels nationaux et stabilité budgétaire. Le fameux Plan devient l'outil clé de cette transformation. Résultat ? Le franc est stabilisé, les finances publiques maîtrisées et la France retrouve des couleurs. Mais le dirigisme de De

“ De Gaulle avance, quitte à bousculer. Cette marche forcée vers la modernisation s'accompagne de profondes fractures sociales. ”

.....

Le pont de Tancarville est un exemple emblématique du dynamisme économique de la France gaullienne. ▶



“

Sous De Gaulle, la France a connu un véritable âge d'or industriel.”

Gaulle irrite. Les syndicats et les acteurs privés peinent parfois à suivre les injonctions de cet État omniprésent. De Gaulle avance, quitte à bousculer. Cette marche forcée vers la modernisation s'accompagne de profondes fractures sociales.

Des succès indiscutables

Le bilan économique de l'ère gaulienne compte des réussites. Sous De Gaulle, le pays se couvre de ponts, de routes et de lignes ferroviaires. Le pont de Tancarville, le RER et le boulevard périphérique de Paris sont des exemples emblématiques de cette dynamique. De Gaulle ne se contente pas de bâtir des infrastructures. Il veut une industrie forte et compétitive. Des regroupements stratégiques permettent de créer des « *champions nationaux* », moteurs de la croissance française. L'électronique, l'automobile, le nucléaire, l'aérien (Concorde) et l'aérospatial en bénéficient. Sous De Gaulle, la France a connu un véritable âge d'or industriel.

En pleine croissance des Trente Glorieuses, la France affiche une santé financière enviable. Les déficits sont contenus, la balance des paiements excédentaire, et le franc regagne sa place sur la scène



monétaire internationale. Cette modernisation accélérée, véritable redressement économique, impressionne. Mais elle n'est pas sans zones d'ombre.

Le social sacrifié sur l'autel de la « grandeur » ?

Derrière les grands travaux et les réussites industrielles, le modèle gaullien laisse des fissures. Les régions rurales peinent à profiter de cette dynamique. L'écart se creuse entre grandes métropoles modernisées et campagnes marginalisées. La vision volontariste de De Gaulle, parfois jugée autoritaire, génère des résistances. Son projet de participation, pourtant ambitieux, reste embryonnaire. Pendant ce temps, les grèves se multiplient. Et tout n'est pas couronné de succès. La destruction des Halles à Paris, par exemple, reste un symbole d'une planification déconnectée



Les régions rurales peinent à profiter de la dynamique gaulienne. L'écart se creuse entre grandes métropoles modernisées et campagnes marginalisées.

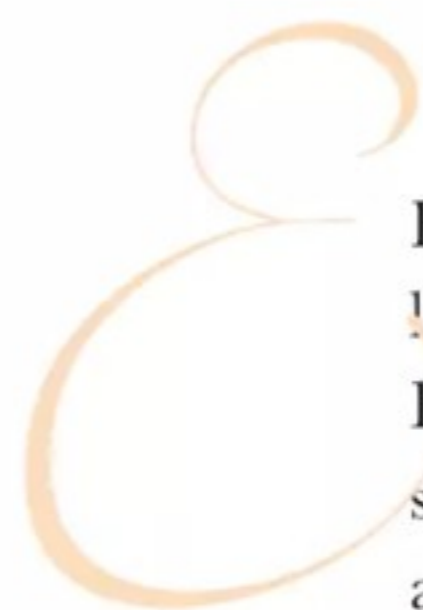
.....

des réalités locales. Sa volonté de tout centraliser a laissé certains acteurs - et certaines régions - sur le bord de la route. En transformant la France à marche forcée, Charles de Gaulle a légué un pays modernisé, mais également plus divisé. La politique économique gaulienne laisse une question en suspens : jusqu'où doit-on aller pour moderniser une économie sans négliger son tissu social ? ■

L'AFFAIRE BEN BARKA

QUAND LE SCANDALE ÉBRANLE LA FRANCE GAULLIENNE

Le 29 octobre 1965, vers 12h30, Mehdi Ben Barka est enlevé devant la brasserie Lipp, en plein cœur de Paris.



En 1965, l'enlèvement à Paris de l'opposant marocain Mehdi Ben Barka a non seulement ébranlé la scène politique internationale, mais a aussi gravement terni l'image du régime gaullien. Figure emblématique du mouvement tiers-mondiste et panafricaniste, et critique acerbe du régime marocain, Ben Barka était une personnalité dont l'influence dépassait les frontières de son pays.

L'absence du corps de Ben Barka

Le 29 octobre 1965, vers 12h30, Mehdi Ben Barka est enlevé devant la brasserie Lipp, en plein cœur de Paris. L'opération, digne d'un roman d'espionnage, soulève immédiatement une vague d'indignation. La presse, et notamment *Le Monde*, se fait l'écho de l'affaire, révélant peu à peu les zones d'ombre de ce rapt. Les premières pistes mènent vers les services secrets marocains, notamment le général Oufkir, mais aussi vers des truands et les services secrets français.

La complexité des ramifications de l'affaire est telle que la vérité semble insaisissable. L'enquête est entravée par des dissimulations et des obstacles, et le rôle trouble de Georges Figon, retrouvé « suicidé » par la suite, ajoute à la confusion... L'absence du corps de Ben Barka, disparu sans laisser de traces, ajoute au mystère.

L'affaire Ben Barka provoque une véritable crise de confiance envers le régime gaullien. Les critiques fusent de toutes parts. L'opposition, mais aussi une partie de la presse, dénoncent les silences du gouvernement, les dysfonctionnements de l'appareil d'État et le rôle





de « *barbouzes* ». Au sein même du camp gaulliste, des divisions apparaissent. Sur le plan politique, l'affaire est instrumentalisée par l'opposition.

Le choix de l'ambiguïté

La dimension internationale de l'affaire n'est pas moins problématique : les relations franco-marocaines sont mises à mal et les soupçons d'implication des États-Unis jettent un froid sur les relations avec Washington. L'image de la France sur la scène internationale est sérieusement entachée. Face à la tempête, le général de Gaulle adopte une attitude ambiguë.

Lors de sa conférence de presse de janvier 1966, il minimise la gravité de l'affaire, la qualifiant de « *vulgaire et subalterne* ». Cette explication est perçue par une partie de l'opinion publique comme une tentative de dissimulation et un

aveu d'impuissance. Alain Peyrefitte, alors ministre de l'Information, note pourtant que de Gaulle a conscience que l'affaire pose un « *grave problème politique* ». Pourtant, le Général maintient son cap et refuse de reconnaître les failles de son régime.

La victoire de la raison d'Etat

Les questions sans réponse et les zones d'ombre persistent encore aujourd'hui, alimentant les théories du complot. Révélatrice des contradictions de la France gaullienne, l'affaire Ben Barka confirme que les régimes les plus solides peuvent être ébranlés par les révélations et les non-dits. L'instruction ouverte devant le Tribunal judiciaire de Paris se heurte encore aujourd'hui, soixante ans après les faits, au secret-défense et à la raison d'État... ■

▲
De Gaulle, face aux questions de la presse, minimise la gravité de l'affaire Ben Barka, la qualifiant de « *vulgaire et subalterne* ».

“ L'affaire Ben Barka provoque une véritable crise de confiance envers le régime gaullien. Les critiques fusent de toutes parts. ”

DE GAULLE-ADENAUER

UNE AMITIÉ AU SERVICE DE L'EUROPE

Charles de Gaulle et Konrad Adenauer en 1962.



Colombey-les-Deux-Églises. Ce havre champêtre empreint de gravité et de simplicité, est témoin, le 14 septembre 1958, d'un événement qui dépassa de loin le cadre d'une rencontre protocolaire. Dans l'intimité de La Boisserie, Charles de Gaulle et Konrad Adenauer se retrouvent. Deux hommes portés par des histoires nationales douloureuses mais unis par une vision plus grande : celle d'une Europe réconciliée.

Le dialogue, initié ce jour-là, donne naissance à une complicité rare qui deviendra l'un des pivots d'un continent cherchant à se reconstruire sur les cendres des antagonismes séculaires. De ce moment hors du commun émergera un projet d'avenir : bâtir une Europe unie, affranchie de ses démons et tournée vers la prospérité.

Naissance d'une relation exceptionnelle

Charles de Gaulle et Konrad Adenauer étaient, en apparence, les incarnations mêmes de leurs nations respectives. L'un, militaire au verbe haut, personnifie la grandeur française et un certain sens du destin national. L'autre, homme de compromis et d'entêtement, symbolise la résilience allemande face aux épreuves du XX^{ème} siècle. Pourtant, leurs trajectoires se rejoignent dans une quête commune : redonner à l'Europe la capacité d'agir en actrice souveraine de son destin.

Leur entente était bâtie sur une admiration mutuelle : de Gaulle respectait la lucidité politique d'Adenauer, tandis que ce dernier voyait dans le général français un architecte capable de transcender les fractures historiques.





◀ Timbre à l'effigie de Konrad Adenauer et de Charles de Gaulle en hommage au 25e anniversaire du traité de coopération franco-allemande.

La hantise de la division

Lorsqu'Adenauer franchit les portes de La Boisserie, il découvre non un chef d'État enfermé dans les apparts officiels, mais un hôte accueillant dans une atmosphère presque familiale. Ce cadre rustique permet une alchimie inattendue, loin des froideurs diplomatiques.

À table, les échanges sont directs, empreints d'une simplicité désarmante. Résumant la pensée politique de De Gaulle, Adenauer aurait, selon le journaliste Jean Lacouture, dit : « *Au commencement était Dieu, puis la politique, puis plus rien.* » Cette première rencontre entre les deux hommes pose les bases d'un dialogue authentique, où les divergences étaient abordées sans détours, mais dans le respect d'une ambition commune.

L'un et l'autre partagent une certitude : la division était le plus grand ennemi de l'Europe. Ensemble, ils rêvent d'une coopération qui transcenderait les rivalités du passé. Tous deux, farouchement opposés au communisme, considèrent que

seule une Europe forte, mais respectueuse des souverainetés nationales, peut tenir tête aux pressions de l'Est comme aux influences de l'Ouest. Bien que leurs stratégies diffèrent - de Gaulle penchant pour une Europe des nations, Adenauer restant attaché à l'Alliance atlantique -, leur volonté de bâtir un socle commun demeura intacte.

Le Traité de l'Élysée : le sceau d'une réconciliation

Le 22 janvier 1963, le Traité de l'Élysée est signé comme un manifeste de réconciliation et de coopération. Cet accord, fruit direct de l'amitié entre les deux dirigeants, prévoit des consultations régulières dans les domaines cruciaux : politique étrangère, défense, éducation, culture.

Au-delà des mots, ce texte exprime une ambition révolutionnaire pour l'époque : construire une relation bilatérale sur la confiance mutuelle et l'entente stratégique. Ce traité reste, aujourd'hui encore, une pierre angulaire des relations

“ Charles de Gaulle et Konrad Adenauer étaient, en apparence, les incarnations mêmes de leurs nations respectives. ”

Charles de Gaulle et Konrad Adenauer étaient portés par des histoires nationales douloureuses, mais unis par une vision plus grande : celle d'une Europe réconciliée.

.....

“

L'amitié entre Charles de Gaulle et Konrad Adenauer n'était pas qu'un partenariat politique : elle était le reflet d'une vision audacieuse, celle de dépasser les frontières de l'histoire pour construire un avenir partagé.

”



franco-allemandes. « *Vous avez raison, monsieur le Chancelier, le traité n'est pas une rose ni même un rosier, mais une roseraie, glisse l'Homme du 18 juin. Une rose ne dure que l'espace d'un matin. Mais une roseraie dure très longtemps quand on le veut.* »

Malgré cette alliance exemplaire, leur chemin ne fut pas sans embûches. Le mémorandum de 1958, où de Gaulle envisage un partenariat tripartite avec la Grande-Bretagne et les États-Unis sans consulter son homologue allemand, sème temporairement le trouble. De Gaulle et Adenauer divergent aussi sur l'approche face aux États-Unis : le général souhaite une Europe autonome, tandis qu'Adenauer reste convaincu de la nécessité de

maintenir des liens transatlantiques forts. Malgré ces désaccords profonds les deux hommes ont su préserver l'essentiel.

L'Europe des nations : une vision intemporelle

L'héritage laissé par De Gaulle et Adenauer repose sur une conviction fondamentale : l'Europe devait être un espace de coopération sans nier les identités nationales. Contrairement à une intégration supranationale rêvée par d'autres, ils défendaient un modèle intergouvernemental où chaque État conservait sa voix. Cette philosophie, même partiellement remise en question par la suite, continue d'influencer le fonctionnement de l'Union européenne.

Le rapprochement initié par De Gaulle et Adenauer a redéfini les relations franco-allemandes, les transformant en un moteur politique pour l'Europe. Leur exemple demeure une leçon précieuse : l'histoire n'est pas une fatalité, et la coopération, même entre anciens ennemis, peut produire des fruits durables. Aujourd'hui, le « *couple franco-allemand* » reste un symbole de stabilité et un levier d'innovation au sein d'une Europe en perpétuelle mutation.

L'amitié entre Charles de Gaulle et Konrad Adenauer n'était pas qu'un partenariat politique : elle était le reflet d'une vision audacieuse, celle de dépasser les frontières de

l'Histoire pour construire un avenir partagé. Leur complicité, forgée dans l'épreuve et le dialogue, a offert à l'Europe un modèle de résilience et d'espoir.

En réconciliant leurs nations, ils ont pavé la voie pour une Europe plus forte, capable de conjuguer ses différences pour relever ensemble les défis de demain. Comme un phare dans la nuit, leur héritage continue d'illuminer les chemins parfois tortueux de l'intégration européenne. ■

Plaque
commémorative.



QUI S'EST OPPOSÉ À DE GAULLE ?

La conception verticale du pouvoir du Général de Gaulle a heurté nombre de ses contemporains. À travers ses opposants, souvent aussi illustres que lui, c'est une autre vision de la France qui s'écrit : une France plurielle, tiraillée entre sa mémoire, ses espoirs et ses fractures.

De Gaulle face au PCF

À la Libération, Charles de Gaulle incarne une figure providentielle. Pourtant, son passage à la tête du gouvernement provisoire sème déjà les germes d'une opposition

féconde. Le Parti Communiste Français (PCF), fort de son rôle dans la Résistance, se méfie du Général, perçu comme un chef solitaire. Le refus de De Gaulle de confier aux communistes des ministères clés cristallise une opposition qui culminera lors de la guerre d'Algérie. La SFIO (Section Française de l'Internationale Ouvrière), sous l'égide de Guy Mollet, se heurte également au style gaullien. Les socialistes, défenseurs du parlementarisme, critiquent une révision constitutionnelle qui amorce ce que beaucoup qualifient de dérive monarchique. Mais derrière les affrontements institutionnels, c'est la question brûlante de la laïcité qui divise les deux camps.

La V^{ème} République :

l'opposition se structure

Avec le retour de De Gaulle au pouvoir en 1958, les dissensions se raffermissent, portées par des figures variées. Certains centristes, comme Antoine Pinay, désapprouvent le positionnement gaullien sur la scène internationale, jugé trop distant envers les États-Unis. Leur critique dépasse les calculs stratégiques : elle incarne une défiance face à l'idée d'un chef d'État trop puissant, érodant les rouages du parlementarisme. La figure de Gaston Monnerville,

Pierre Mendès
France.





◀ Connu pour avoir qualifié le gaullisme de « *coup d'État permanent* », François Mitterrand oppose à De Gaulle une critique ancrée dans les valeurs du parlementarisme.

.....

“ Le duel entre François Mitterrand et de Gaulle dépassait le cadre strictement politique. ”

président du Sénat, illustre cet affrontement institutionnel : sa dénonciation de la concentration du pouvoir dans l'exécutif reflète une résistance au basculement vers une forme de césarisme.

Mitterrand et Mendès France face au Général

Connu pour avoir qualifié le gaullisme de « *coup d'État permanent* », François Mitterrand oppose à De Gaulle une critique ancrée dans les valeurs du parlementarisme. « *Le régime de De Gaulle est une dictature, écrit-il. [...] Il tend inéluctablement vers un renforcement continu du pouvoir personnel.* » Ce duel dépasse le cadre strictement politique : il est le théâtre d'une vision contrastée de la France. Là où De Gaulle privilégie une Europe des nations, Mitterrand milite pour l'intégration européenne. Leur opposition culmine dans l'élection présidentielle de 1965, où Mitterrand échoue, mais impose une gauche unie comme force incontournable.

Quant à Pierre Mendès France, sa critique est celle d'un technicien rigoureux. La planification économique qu'il prône se heurte à la pragmatique souple gaullienne, et révèle un antagonisme profond entre une France de l'intendance et une France de la grandeur. Selon Alain Peyrefitte, voici comment De Gaulle qualifiait Mendès France : « *C'est un homme intelligent et droit, mais il ne restera jamais longtemps au pouvoir.* » Sans appel. ■

.....

La SFIO, sous l'égide de Guy Mollet, s'est souvent heurtée à Charles de Gaulle.



LE PRÉSIDENT BÂTISSEUR

Dès son retour au pouvoir en 1958, Charles de Gaulle fait de la modernisation de la France une priorité. Plus qu'une volonté politique, il voit dans ces grands projets une nécessité : désenclaver le pays, le préparer aux défis économiques du futur et garantir son indépendance stratégique.

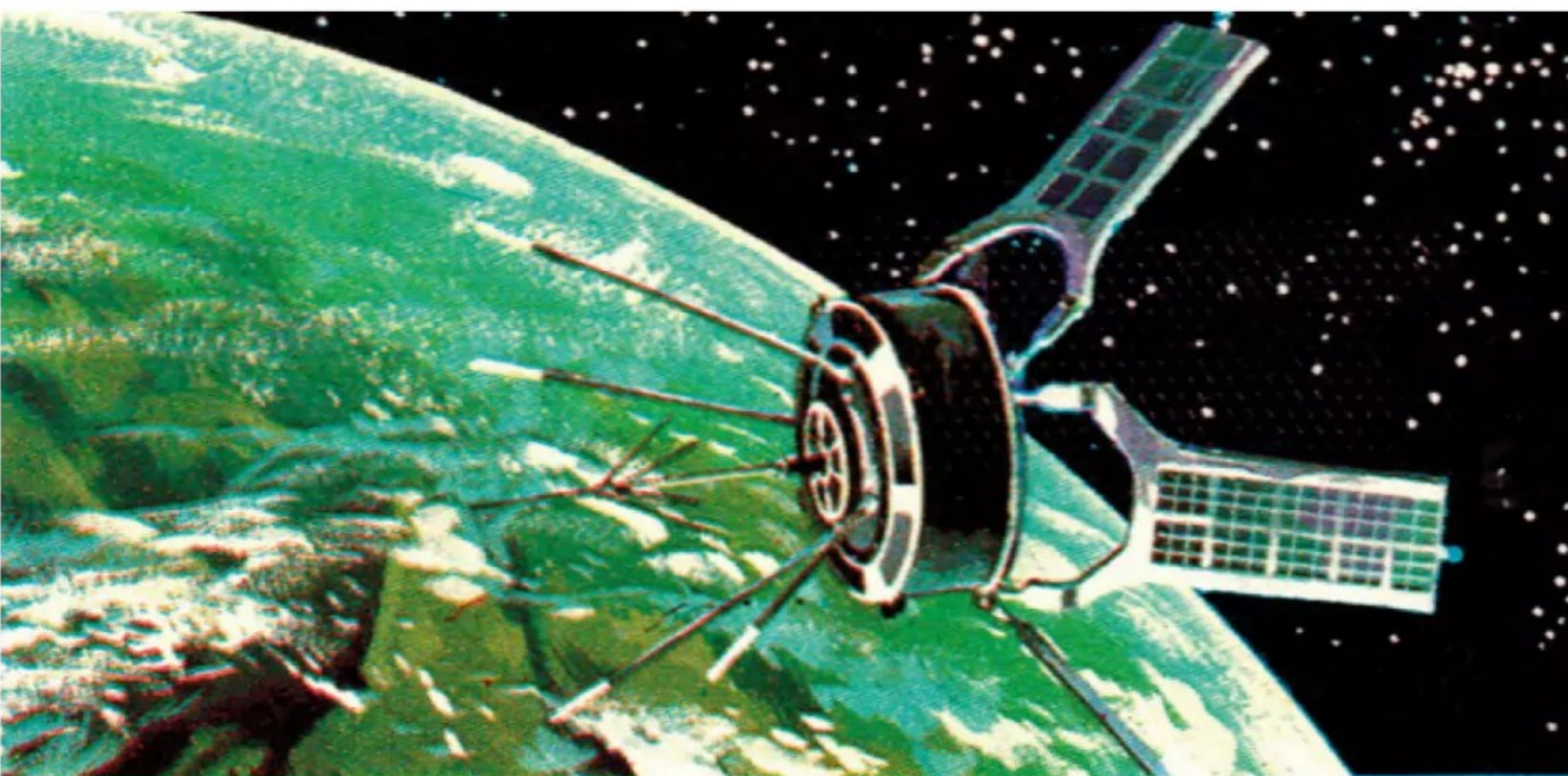
« *Il faut regrouper les industries françaises autour de grandes ambitions* », avance-t-il. Des autoroutes au nucléaire, des avions supersoniques aux satellites, chaque réalisation illustre une ambition claire : faire entrer la France dans une nouvelle ère. Au-delà des symboles, ces projets ont vraiment changé le quotidien des Français.

Relier une France fragmentée

À la fin des années 1950, la France est en retard sur ses infrastructures routières. De Gaulle lance donc un plan ambitieux pour rattraper le temps perdu. Sous la supervision de Robert Buron, ministre des Travaux publics de 1959 à 1962, le programme autoroutier est une réponse directe aux besoins d'un pays en pleine mutation économique. Dès 1960, les premiers grands chantiers d'autoroutes voient le jour, comme l'A6 entre Paris et Lyon, facilitant les déplacements dans des régions jusque-là enclavées.



.....
 Pour De Gaulle, moderniser la France signifiait aussi la connecter au reste du monde. ▶



◀ Dès 1965, la France a lancé son premier satellite, Astérix, devenant ainsi la troisième puissance spatiale mondiale.

.....

Des sociétés d'économie mixte, telles que la Société des Autoroutes Paris-Normandie, sont mises en place pour répartir les coûts entre l'État et le secteur privé. En désenclavant des régions comme le Massif central ou le Sud-Ouest, ces nouvelles infrastructures permettent non seulement de dynamiser les échanges commerciaux, mais aussi de mieux connecter les territoires au reste du pays et renforcer le sentiment d'unité nationale.

L'aéroport de Roissy, un hub pour une France ouverte

Pour De Gaulle, moderniser la France signifie aussi la connecter au reste du monde. L'aéroport de Roissy, rebaptisé plus tard Charles de Gaulle, est un exemple frappant de cette vision. Le projet, lancé en 1964, voit ses travaux débiter dès 1966. L'ambition est claire : faire de la France un carrefour international. Bien que l'aéroport soit inauguré en 1974, après le départ

de De Gaulle, il porte l'empreinte de sa stratégie visant à positionner la France comme un acteur central des échanges mondiaux.

Conçu pour gérer un flux croissant de passagers et de marchandises, cet aéroport symbolise une France qui veut s'affirmer sur la scène internationale, non plus comme une périphérie, mais comme une plateforme d'échanges incontournable.

La révolution du nucléaire

Le choix de développer le nucléaire est l'une des décisions les plus marquantes de De Gaulle. Pour lui, il s'agissait d'assurer l'indépendance énergétique de la France et de garantir sa souveraineté stratégique dans un monde en pleine Guerre froide. En 1960, les premiers essais français ont lieu dans le Sahara, marquant l'entrée de la France dans le cercle des puissances nucléaires.

La construction de sites comme Pierrelatte, dédié à l'enrichissement de l'uranium, et les avancées

“ Le choix de développer le nucléaire a été l'une des décisions les plus marquantes de De Gaulle. Pour lui, il s'agissait d'assurer l'indépendance énergétique de la France et de garantir sa souveraineté. ”

“

En investissant dans les autoroutes, l'énergie nucléaire, l'aéronautique ou encore le spatial, De Gaulle a donné à la France les moyens de rivaliser avec les grandes puissances.

”

Robert Buron, ministre des Travaux publics, supervise le programme autoroutier conçu comme une réponse directe aux besoins d'un pays en pleine mutation économique.



dans le développement de missiles stratégiques tels que le M5 ont rapidement consolidé cette nouvelle indépendance. En 1968, la France teste sa première bombe thermonucléaire. Au-delà des aspects militaires, le nucléaire civil est également développé pour répondre à la demande énergétique croissante d'un pays en pleine industrialisation. Ce choix stratégique a non seulement garanti une autonomie

énergétique à la France, mais il a aussi permis de stabiliser les coûts de l'énergie.

L'aéronautique et le spatial

De Gaulle n'est pas seulement tourné vers le sol ; il veut aussi conquérir le ciel. La France des années 1960 se dote d'une industrie aéronautique et spatiale parmi les plus avancées au monde. Le projet Concorde, lancé en 1963 en partenariat avec le Royaume-Uni, illustre cette ambition technique et économique. En 1966, les étapes concrètes du programme prennent forme, avec l'objectif de révolutionner le transport aérien en proposant un avion supersonique capable de rivaliser avec les meilleures technologies mondiales.

Parallèlement, la création du CNES en 1961 marque une avancée majeure pour le programme spatial français. Dès 1965, la France lance son premier satellite, Astérix, devenant ainsi la troisième puissance spatiale mondiale. Ce succès est rendu possible grâce à la fusée Diamant, développée dans cette même période, qui incarne l'indépendance technologique recherchée par De Gaulle. Ces projets ouvrent





◀ Le projet d'aéroport de Roissy (renommé Charles de Gaulle depuis) avait une ambition claire : faire de la France un carrefour international.

de nouveaux marchés pour l'industrie nationale et des retombées économiques durables.

Le Plan, une question de méthode

Les grands chantiers de De Gaulle s'inscrivent dans un cadre plus large : celui du Plan. Sous la direction d'économistes comme Pierre Massé, le Plan définit les priorités du développement national en mobilisant à la fois les acteurs publics et privés. En 1958, le Comité Rueff-Pinay réorganise la politique économique française pour poser les bases d'une modernisation rapide.

Avec la création du Plan d'Aménagement du Territoire (DATAR) en 1963, sous l'impulsion d'Olivier

Guichard, des efforts considérables sont déployés pour corriger les déséquilibres régionaux et dynamiser les zones rurales. La planification n'est pas une simple contrainte bureaucratique, mais un outil stratégique permettant de concentrer les ressources là où c'est nécessaire. Grâce à cette organisation rigoureuse, des projets ambitieux voient le jour.

En investissant dans les autoroutes, l'énergie nucléaire, l'aéronautique ou encore le spatial, De Gaulle a donné à la France les moyens de rivaliser avec les grandes puissances. Ces réalisations, souvent critiquées pour leur coût à l'époque, apparaissent aujourd'hui comme les fondations d'une économie moderne et d'une indépendance durable. ■

.....



.....

▲ Dès 1960, les premiers grands chantiers d'autoroutes voient le jour, comme l'A6 entre Paris et Lyon, facilitant les déplacements dans des régions jusque-là enclavées.

LA LÉGENDE



L'homme derrière la légende

Charles de Gaulle, figure imposante de notre Histoire de France, était aussi un homme de paradoxes. Auteur inspiré, père touchant, orateur brillant, il a, toute sa vie, su jongler entre gravité et traits d'humour subtils.

Sa vie privée reste encore peu connue des Français...

L'amour pudique d'un père, la plume d'un écrivain passionné, et l'ombre discrète de sa compagne, Yvonne... Entre légende publique et intimité, voici le portrait d'un homme plus humain qu'il n'y paraît au premier abord.

CHARLES DE GAULLE

L'ÉCRITURE AU SERVICE DU DESTIN

Au nom de Charles de Gaulle, se rattachent l'image du chef, la stature du stratège, la voix d'une nation en lutte. Mais derrière la légende se dessine un autre portrait, celui d'un écrivain habité par le verbe, tissant, au fil des pages et des discours, une fresque où se mêlent la France, l'Histoire et son propre destin. Car chez de Gaulle, l'écriture n'est ni un à-côté ni un artifice. Elle est l'essence même de son action, l'écho d'une pensée où le style, comme l'Histoire, se veut impérissable.

La genèse littéraire d'un visionnaire

Avant de devenir le Général, de Gaulle fut un lecteur passionné. Dans l'ombre des bibliothèques familiales, le jeune Charles s'imprègne des grandes œuvres, gravitant autour des mémoires de Chateaubriand, dont l'influence sur ses futurs écrits transparait dans chaque phrase ciselée. Il puise aussi dans Clausewitz et d'autres théoriciens militaires les cadres d'une pensée stratégique qu'il couchera plus tard sur le papier.

Ses premiers essais - *Discorde chez l'ennemi* (1924), *Le Fil de l'épée* (1932),

Vers l'armée de métier (1934) - témoignent de cette double inspiration, littéraire et militaire. Dans *Le Fil de l'épée*, son érudition éclate à travers des références puisées chez Goethe, Shakespeare ou Pascal. La plume du jeune capitaine se forge alors une patine : dense, abstraite, mais traversée d'un souffle quasi épique.

Comme Napoléon dans son *Mémorial de Sainte-Hélène*, De Gaulle écrit pour modeler sa postérité. À la différence de Churchill, qui dans *The Second World War* s'efforce de relater les événements de manière plus descriptive, De Gaulle adopte une posture où le récit s'élève au rang d'interprétation de l'Histoire. Cette singularité pose une question fascinante : jusqu'où l'écrivain influence-t-il l'historien dans cette double fonction ?

Les Mémoires de guerre, un monument

Avec les Mémoires de guerre, publiées entre 1954 et 1959, de Gaulle érige son testament historique. Cette trilogie - *L'Appel*, *L'Unité*, *Le Salut* - n'est pas une simple chronique de la Seconde Guerre mondiale. C'est une architecture



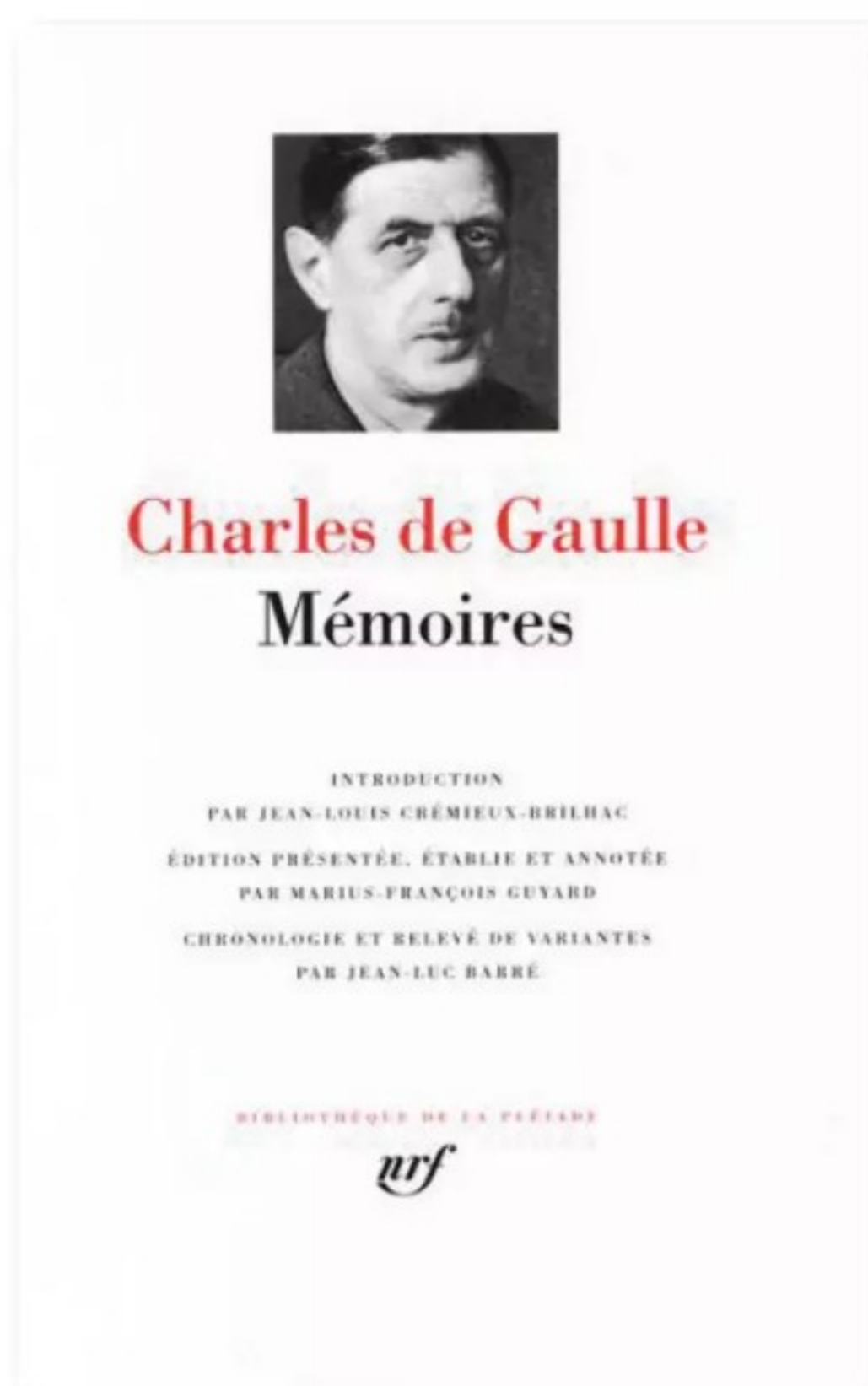
◀ François Mauriac (photo) notait avec justesse : « Comme César, comme Napoléon, de Gaulle a le style de son destin. »

.....

“ La rhétorique de De Gaulle est également marquée par un usage magistral des métaphores. La tempête revient souvent comme image récurrente pour décrire l'Histoire en mouvement et les tourments de la guerre. ”

“ L’emploi récurrent de la troisième personne, loin d’être une affectation, inscrit le personnage dans la durée historique, suggérant qu’il n’est qu’un outil, un serviteur du destin national. ”

Mémoires de guerre, ouvrage majeur de Charles de Gaulle, comprend trois tomes. Chacun correspond à une étape précise de la Seconde Guerre mondiale.



narrative pensée pour transcender les faits, bâtie à la mesure de celui qui se voulait l’incarnation d’une France éternelle.

Mauriac notait avec justesse : « *Comme César, comme Napoléon, de Gaulle a le style de son destin.* » Et ce style, reconnaissable entre mille, emprunte à Bossuet sa majesté, à Tacite sa concision, à Corneille son panache. L’emploi récurrent de la troisième personne, loin d’être une affectation, inscrit le personnage dans la durée historique, suggérant qu’il n’est qu’un outil, un serviteur du destin national. Cette posture, savamment construite, lui permet d’éliminer presque toute anecdote intime, à l’exception de quelques scènes où transparait l’homme : la confrontation glaciale avec Staline ou encore ses échanges avec Churchill, d’un humour teinté de gravité.

La rhétorique de de Gaulle est également marquée par un usage magistral des métaphores. La tempête revient souvent comme image récurrente pour décrire l’Histoire en mouvement et les tourments de la guerre. Par cette métaphore, il ne s’agit pas seulement de peindre une époque chaotique, mais de se

présenter comme celui qui tient fermement la barre face à l’adversité.

Une rhétorique au cordeau

Chez De Gaulle, le récit est un art, un instrument au service de sa vision. Chaque phrase semble pesée comme un ordre de bataille. Les métaphores, souvent empruntées à l’imaginaire maritime - la tempête, l’ancre, le cap -, donnent à ses propos une solennité rare. Mais il sait aussi manier la formule lapidaire, cette fulgurance qui cloue le lecteur : « *Toute ma vie, je me suis fait une certaine idée de la France.* » Ou encore : « *Le désespoir n’est pas une politique.* »

Cette rhétorique s’impose non seulement dans ses *Mémoires*, mais aussi dans ses discours, du célèbre Appel du 18 juin - « *La France n’est pas seule !* » - à son allocution de Bayeux en 1946 : « *Je suis l’homme qui appartient à personne et qui appartient à tout le monde.* » Ces mots ne sont pas des slogans. Ce sont des pierres, posées pour bâtir l’édifice de sa légende. Les figures de style chez De Gaulle, en particulier l’usage fréquent du parallélisme et des rythmes ternaires, confèrent à ses discours une musicalité inégalée. Par exemple, dans son discours de Bayeux, il

enchaîne les affirmations tranchées, créant une cadence qui frappe autant qu'elle persuade.

Un écrivain d'État

Si les *Mémoires de guerre* furent saluées comme une œuvre magistrale, elles n'échappèrent pas à quelques controverses. Certains résistants, blessés de s'y voir relégués au second plan, reprochèrent à De Gaulle une vision trop centralisée du récit de la libération. Pourtant, la postérité leur donna tort : ces écrits restent un témoignage incontournable, mêlant avec maestria grandeur littéraire et poids de l'Histoire.

Aujourd'hui, les discours et écrits de De Gaulle continuent de résonner dans le débat politique français. Des figures contemporaines, de François Mitterrand à Emmanuel Macron, ont cité ou évoqué son style pour légitimer leurs propres actions, témoignant de la longévité de son influence.

L'exigence du détail

De Gaulle ne laissait rien au hasard. Un jour, Gilbert Pérol le trouva absorbé dans la relecture d'un article du *Monde*. « *Ces gens, dit-il, ne sont même pas capables d'être, dans la forme, exemplaires.* » Cette exigence du détail, ce refus du médiocre, traduisent mieux qu'un long discours ce qu'était l'homme : un perfectionniste, dans l'écriture comme dans l'action.

Les brouillons de Charles de Gaulle, aujourd'hui conservés dans divers fonds d'archives, témoignent de ce perfectionnisme. Chaque

mot, chaque phrase, subit de nombreuses réécritures, comme s'il cherchait à atteindre une vérité stylistique autant qu'historique.

Charles de Gaulle, écrivain, n'était pas un simple témoin de son temps. Il en fut l'architecte, bâtissant à travers ses mots une mémoire impérissable. Ses *Mémoires de guerre* et ses discours ne sont pas seulement des pages d'Histoire ; ce sont des leçons d'exigence et de vision. Avec son style empreint de grandeur et de solennité, il nous invite à méditer sur le pouvoir des mots, ces outils fragiles mais essentiels pour façonner l'avenir. Comme il le disait lui-même, « *le véritable honneur de l'écrivain n'est pas de plaire, mais de durer.* » ■

CES DISCOURS QUI ONT FORGÉ LA LÉGENDE GAULLIENNE

Homme d'action autant que de réflexion, Charles de Gaulle a su ériger l'art oratoire en instrument précieux pour écrire son épopée et inscrire son nom dans le marbre de l'Histoire.

Ses discours, d'une puissance à la fois méditée et viscérale, sont autant de jalons de son itinéraire politique, entre la Résistance, la reconstruction de la France, et la difficile redéfinition de son empire.

Dès sa formation chez les Jésuites, le jeune Charles cultive un goût prononcé pour la littérature du Grand Siècle. Il puise dans Bossuet ou Corneille une fibre tragique et une conception élevée de la grandeur.

Cette culture riche se double d'un sens inné de la mise en scène. Un

trait marquant de son style est la répétition, figure rhétorique qu'il considère essentielle pour imprimer son message dans les consciences. Le ternaire, quant à lui, structure sa pensée et en fait ressortir la clarté et la force. Prenons à titre d'exemple sa fameuse formule : « *La France a perdu une bataille ! Mais la France n'a pas perdu la guerre.* » Chaque mot semble pesé, chaque cadence calculée.

Des discours qui transcendent leur époque

Le 18 juin 1940, alors que la France sombre dans l'humiliation, le général de Gaulle s'adresse à ses compatriotes depuis Londres. Ce premier appel à la Résistance est d'abord un acte de foi. « *Cette guerre n'est pas tranchée par la bataille de France. C'est une guerre mondiale.* » Dans ces quelques lignes, il embrasse l'universel et prépare le socle du « *mythe gaullien* » : celui d'un homme seul, dressé contre la défaite et le renoncement. En 1944, au cœur des décombres de la guerre, c'est à Brazzaville qu'il lance une autre proclamation visionnaire : celle d'une évolution sociale et économique pour les colonies. « *Nous croyons que, pour les hommes comme pour les peuples, la dignité est un élément essentiel de progrès.* »

Mais c'est à Bayeux, en 1946, qu'il trace les grandes lignes de sa vision

Hommage à l'Appel du 18 juin, discours radiophonique resté dans la mémoire nationale.





“ Un épisode emblématique de l’ambiguïté de ses discours reste son célèbre « *Je vous ai compris* », prononcé à Alger le 4 juin 1958. ”

◀ Dès ses débuts, le Général de Gaulle sut utiliser l’art oratoire.

.....

constitutionnelle. « *C’est donc du chef de l’État, placé au-dessus des partis, que doit procéder le pouvoir exécutif.* » Ce discours préfigure la V^e République, avec son équilibre subtil entre un état fort et une démocratie vivante. Ici, la parole gaullienne prend la forme d’une architecture, à la fois austère et lumineuse.

La chair de l’Histoire

Un épisode emblématique de l’ambiguïté de ses discours reste son célèbre « *Je vous ai compris* », prononcé à Alger le 4 juin 1958. Cette phrase, qui pourrait sembler anodine, résume la maîtrise du général pour parler à plusieurs auditoires à la fois, sans jamais trahir sa propre vision.

En 1967, à Montréal, c’est par un coup d’éclat que le général entre dans la controverse. « *Vive le Québec libre !* » scande-t-il devant une foule en liesse. Ce cri, porté par l’émotion d’un instant, résonne comme une déclaration symbolique, redessinant les contours de la diplomatie française tout en exaspérant le gouvernement canadien.

Les discours de Charles de Gaulle ne se contentent pas de décrire l’Histoire : ils la créent. En somme, il a fait de la parole une arme redoutable, à la fois outil de persuasion et moyen de communion avec la nation. ■

“ Le 18 juin 1940, alors que la France sombre dans l’humiliation, le Général de Gaulle s’adresse à ses compatriotes depuis Londres. ”

L'HUMOUR DU GÉNÉRAL

Il est d'usage de décrire Charles de Gaulle comme un géant austère, homme de principes inflexibles et d'une stature plus proche du marbre des statues que des nuances humaines. Et pourtant, derrière cette silhouette monumentale se dissimulait une arme singulière, presque inattendue : l'humour. Non pas un humour de salon ou de boulevard, mais une ironie subtile, souvent tranchante, où se mêlaient autodérision, sens stratégique et capacité à désamorcer les situations les plus critiques.

Face à l'adversité, le mot d'esprit devenait souvent un rempart. Lorsque l'OAS multipliait

les provocations, De Gaulle lâcha devant ses interlocuteurs interloqués : « *Ce qui est grave en cette affaire, messieurs, c'est qu'elle n'est pas sérieuse.* » Une phrase qui dégonfle la menace tout en soulignant l'inanité de l'opposition. De même, il maniait l'humour noir avec un aplomb déconcertant. À la question rituelle : « *Comment allez-vous, mon Général ?* », il répondit un jour : « *Je ne vais pas mal. Mais, rassurez-vous, un jour, je ne manquerai pas de mourir.* »

Ses conférences de presse, véritables théâtres d'intelligence, regorgeaient de ce type de traits. Interrogé sur un différend technique, il pouvait s'exclamer : « *Vous croyez qu'on aurait fait moins bien avec des stylos ?* » L'humour, ici, n'était pas seulement une diversion ; c'était un rappel élégant de son pragmatisme intransigeant.

Une ironie inscrite dans l'Histoire

Pour De Gaulle, l'humour n'était jamais déconnecté de sa vision du monde. Lorsqu'il déclarait : « *L'intendance suivra* », il ne s'agissait pas d'une boutade innocente, mais d'une formule dense, condensant son optimisme stratégique. Dans une réflexion mêlant grandeur et lucidité tragique, il lâcha un jour : « *Peut-être aurons-nous incarné et vécu la dernière grande page de l'histoire de France.* » Ce mélange d'ironie et de gravité révèle la complexité d'un

Contrairement aux idées reçues, le Général de Gaulle savait manier l'humour.





homme à la fois conscient de son rôle unique et lucide sur l'éphémère des gloires humaines.

Dans ses rapports avec ses collaborateurs, l'humour devenait un miroir tendu. Il testait autant qu'il amusait. À Jacques Chaban-Delmas, il lança un jour : « *Alors, vous y tenez, Chaban, à vous faire rouler par vos politiciens ? Eh bien, allez-y ! Vous allez vous faire donner une belle leçon...* » Derrière l'apparente légèreté, une leçon de vie se dessinait. De Gaulle usait aussi de sa verve pour moquer les travers nationaux. Cette phrase fameuse : « *Les Français sont des veaux* », bien qu'exagérée, traduisait un mélange de tendresse et de frustration pour un peuple dont il incarnait les espoirs autant que les contradictions.

Une autodérision subtile

Enfin, ce géant savait rire de lui-même, avec parcimonie mais une rare élégance. Lors d'un débat technique, il se moqua de son propre archaïsme en déclarant : « *Je suis un homme simple !* » Une modestie feinte, mais qui ravivait l'humanité d'un personnage souvent perçu comme inébranlable.

L'humour de Charles de Gaulle n'était jamais gratuit. Il portait en lui les marques d'une intelligence hors du commun, capable de désarmer ses adversaires, d'instruire ses alliés et d'affirmer sa propre singularité. ■

◀ Ses conférences de presse, véritables théâtres d'intelligence, regorgeaient de traits d'humour.
.....

“ Pour De Gaulle, l'humour n'était jamais déconnecté de sa vision du monde. Lorsqu'il déclarait : « *L'intendance suivra* », il ne s'agissait pas d'une boutade innocente, mais d'une formule dense, condensant son optimisme stratégique. ”

YVONNE DE GAULLE

L'OMBRE LUMINEUSE DU GÉNÉRAL

Dans l'histoire de France, les figures d'hommes éclipsent souvent les femmes qui les ont accompagnés. Mais Yvonne de Gaulle, affectueusement surnommée « *Tante Yvonne* » par les Français, n'était pas de celles qui se contentent de rester dans l'ombre. Elle était l'ombre, dans toute sa noblesse : celle qui apaise, qui guide, qui soutient.

Charles et Yvonne durant leur exil anglais.



On aurait tort de réduire Yvonne de Gaulle à une épouse docile ou bigote. « *Elle était une part de vous sans laquelle il aurait manqué un morceau d'essentiel* », confia Yves de Gaulle, leur petit-fils. Une phrase qui résume tout : loin de se contenter d'un rôle ornemental, Yvonne fut une présence essentielle.

Dans l'intimité de Colombey-les-Deux-Églises, elle créa pour son mari un refuge où le héros national pouvait redevenir un homme. Là, autour de la table familiale, elle veillait sur son regard, le rattrapait quand le poids des décisions le dépassait. André Malraux, jamais avare de mots justes, disait d'elle : « *Soudain, j'avais découvert la véritable dimension de son personnage et exactement mesuré la qualité de son influence.* »

Le pilier dans la tempête

Dans les années 1930, lorsque Charles de Gaulle « prêchait dans le désert » face à l'indifférence générale sur les menaces allemandes, Yvonne était là. C'est elle qui portait ses articles aux journaux, elle encore qui murmurait des encouragements quand l'écho de ses alertes semblait se perdre. Sans elle, aurait-il persévéré ? On peut en douter.

Mais son rôle ne se limitait pas à cette sphère intime. Elle fut



◀ Monument à Charles et Yvonne de Gaulle qui se sont mariés à l'église Notre-Dame de Calais.

.....

“ Loin de se contenter d'un rôle ornemental, Yvonne fut une présence essentielle. ”

également la gardienne vigilante des archives de la France Libre, le manuscrit de l'Appel du 18 juin entre ses mains comme un trésor à protéger. Ce geste, aussi modeste soit-il, résonne comme une métaphore : Yvonne de Gaulle n'était pas simplement une actrice de l'histoire, mais aussi sa mémoire silencieuse.

Yvonne incarnait une forme singulière de gaullisme, celui qui s'enracine dans la fidélité à un homme plutôt qu'à un parti. Et si son rôle dans les affaires d'État reste discret, il n'en est pas moins significatif. Prenons la loi Neuwirth sur la contraception : alors que certains la considéraient comme un obstacle potentiel en raison de ses convictions religieuses, elle permit, par

son pragmatisme, de surmonter les réticences. Son intervention pour défendre le statut des handicapés mentaux témoigne également d'un engagement profond, mais toujours silencieux. Elle n'avait pas besoin de parler fort pour être entendue. Yvonne de Gaulle ne souhaitait pas briller ; elle voulait agir. À la Fondation Anne-de-Gaulle, elle déploya une énergie remarquable, visitant des salons spécialisés, scrutant chaque détail des projets d'équipements collectifs. Pour elle, aider les enfants et les démunis n'était pas un devoir abstrait, mais une mission concrète, ancrée dans une réalité qu'elle connaissait et respectait. Même lorsque la caricature s'abattit sur elle en mai 1968, elle resta droite. Les attaques, parfois

cruelles, glissèrent sur elle comme l'eau sur un rocher. Ce n'était pas de l'indifférence, mais une force intérieure, forgée par des années d'abnégation et de foi en ce qu'elle faisait.

Yvonne de Gaulle fut bien plus qu'une épouse du XX^e siècle. Elle fut une conscience, une boussole, un refuge. Son rôle, souvent sous-estimé, mérite d'être éclairé à la hauteur de son influence. Car sans elle, Charles de Gaulle n'aurait peut-être pas été ce point d'exclamation dans l'histoire de France. Elle, pourtant, préférait les points de suspension : discrets, mais essentiels pour l'équilibre du récit. ■

LE GÉNÉRAL ET SA FILLE

« AVEC ANNE, IL ÉTAIT PRESQUE UN AUTRE HOMME »

Anne aurait « transformé le regard du Général de Gaulle sur le monde », selon Alain Peyrefitte.

« Rien n'est aussi payant que le silence. » Cette maxime, signée Charles de Gaulle, pourrait laisser croire que l'Homme du 18 juin était un roc d'impassibilité, insensible aux tourments et aux émotions. Pourtant, derrière la statue du chef militaire,

de l'homme d'État et de l'icône nationale, se cache une facette plus humaine : celle d'un père attentif et tendre, profondément marqué par sa relation unique avec sa fille Anne.

De Gaulle et Anne, une relation hors norme

Troisième enfant de Charles et Yvonne de Gaulle, Anne voit le jour le 1er janvier 1928, à Trèves, en Allemagne. L'annonce de sa naissance est vite assombrie : Anne est atteinte de trisomie 21, un handicap encore méconnu à l'époque. Elle devient dès lors un pilier silencieux mais essentiel dans la vie des De Gaulle. Après sa naissance, le couple renonce à avoir d'autres enfants.

Avec Anne, Charles de Gaulle dévoile une part insoupçonnée de sa personnalité. Connu pour sa réserve et son austérité, il se révèle tendre, presque démonstratif. Là où il vouvoie ses deux autres enfants, Philippe et Élisabeth, et proscrit les surnoms affectueux, il s'autorise avec Anne des gestes de tendresse spontanés. Une photographie, immortalisant un moment à la plage où il tient Anne dans ses





◀ Derrière les murs de La Boisserie, Charles de Gaulle consacrait autant de temps que possible à sa fille.

.....

“ L’annonce de la naissance d’Anne est vite assombrie : Anne est atteinte de trisomie 21, un handicap encore méconnu à l’époque. ”

bras, incarne cette complicité intime et bouleversante. « *Avec Anne, il était presque un autre homme* », confia Geneviève de Gaulle-Anthonioz, nièce du Général.

Une fragilité qui a « transformé son regard sur le monde »

Anne devient une boussole silencieuse dans la vie de Charles de Gaulle. « *Elle aura été utile à deux égards, expliqua-t-il. D’abord, elle a permis à Yvonne et moi de rester unis à un moment crucial. Ensuite, sans Anne, la fondation de Mme de Gaulle n’aurait jamais vu le jour.* » Cette fragilité, si éloignée des standards de force associés au Général, aurait même « transformé son regard sur le monde », selon Alain Peyrefitte.

Lorsque le 6 février 1948, Anne s’éteint, terrassée par une broncho-pneumonie dans les bras de son père, Charles de Gaulle est inconsolable. « *Maintenant, elle est comme les autres* », murmure-t-il à Yvonne, comme si la mort avait aboli les différences qui isolaient sa fille.

Ce héros stoïque, emblème de résilience, laisse transparaître sa douleur dans une lettre bouleversante adressée à Élisabeth, sa fille aînée. En hommage, il renomme la fondation créée par sa femme « *Anne-de-Gaulle* ».

Un père, au-delà de l’icône

Si l’amour pour Anne éclaire une part unique de sa personnalité, Charles de Gaulle n’en demeure pas moins présent pour

Philippe et Élisabeth. À sa manière. Distant mais attentif, il veille à leur éducation et à leur avenir. En tant que grand-père, De Gaulle fait même preuve d’une légèreté insoupçonnable.

À La Boisserie, son domaine de Colombey-les-Deux-Églises, l’histoire raconte qu’il promenait ses petits-enfants, amusé par leurs rires qui résonnaient dans les allées. Ces instants simples révèlent l’homme au-delà du héros national, un père et un grand-père habité par l’amour des siens. ■

UNE RELATION INTIME AVEC L'HISTOIRE

Incarnation du patriotisme et du courage, Jeanne d'Arc occupe une place centrale dans l'imaginaire gaullien.



L'Histoire, pour Charles de Gaulle, n'est pas qu'une succession de faits passés. Elle est une épopée vivante, un souffle puissant qui guide son action, nourrit son imagination et légitime son destin. Plus qu'un homme politique ou militaire, De Gaulle fut un homme de lettres, un lecteur insatiable dont les héros d'antan ont façonné sa vision de la

France et du monde. Il trouve dans les figures historiques une boussole pour son propre parcours.

Une immersion précoce

Né dans une famille où l'histoire tenait une place centrale, le jeune Charles fut bercé par les discussions animées de son père Henri, professeur d'histoire et de lettres. Dans le salon familial, entre les portraits des grands hommes et les étagères chargées de livres, il s'imprègne des leçons du passé. Ces histoires, répétées au fil des années, deviennent pour lui des repères et des leçons de vie.

Sa grand-mère, Joséphine Maillet-de Gaulle, ajoute à cet héritage une touche romanesque en lui contant des vies de saints et des exploits chevaleresques. Ces récits, empreints de valeurs chevaleresques comme l'honneur et la loyauté, marquent durablement Charles. Il voit dans ces héros des exemples à suivre, une façon de transcender le quotidien et de viser un idéal.

Très tôt, de Gaulle exprime son attrait pour ces figures épiques. Ses premières tentatives d'écriture - des scènes historiques qu'il mettait en scène - révèlent une fascination pour les héros.

Les biographies écrites par sa grand-mère (Chateaubriand, général Drouot, Daniel O'Connell...),





les grands conflits, les récits de batailles, mais aussi les réflexions philosophiques nourrissent cet imaginaire fécond. Cet apprentissage précoce ne se limite pas à une simple admiration : il s'agit d'une véritable assimilation des principes qu'il cherchera plus tard à incarner.

Napoléon, oui mais...

L'histoire fut pour De Gaulle un panthéon, peuplé de figures qu'il considérait comme des maîtres à penser et des modèles à suivre. Parmi ces héros, certains brillent avec une éclatante intensité. A commencer par Jeanne d'Arc. Incarnation du patriotisme et du

◀ De Gaulle admirait la manière dont Clemenceau avait dirigé la France en pleine tourmente, mêlant pragmatisme et ardeur patriotique.

.....

“ Né dans une famille où l'histoire tenait une place centrale, le jeune Charles fut bercé par les discussions animées de son père Henri, professeur d'histoire et de lettres. ”

Dans ses écrits, de Gaulle reconnaît en Napoléon une source d'enseignements militaires tout en appelant à une grandeur débarrassée des vanités personnelles.



courage, elle occupe une place centrale dans l'imaginaire gaullien. Il voyait en elle l'essence même de la France, celle qui ne plie pas face à l'adversité.

À l'instar de la « *Pucelle d'Orléans* », De Gaulle se perçoit comme un sauveur de la nation, une figure providentielle. Le parallèle entre l'appel du 18 juin et la mission divine de Jeanne d'Arc n'était pas fortuit. Son admiration pour Napoléon

Bonaparte est différente, plus ambivalente. De Gaulle louait le génie stratégique de l'Empereur et sa capacité à rebâtir un État fort, mais il rejetait son égocentrisme et ses excès d'ambition. Dans ses écrits, il reconnaît en Napoléon une source d'enseignements militaires tout en appelant à une grandeur débarrassée des vanités personnelles.

Clémenceau, Carnot, Foch...

Pour De Gaulle, ces figures historiques ne sont pas simplement des icônes lointaines : elles sont des compagnons d'esprit, des interlocuteurs silencieux qui nourrissent ses réflexions et ses décisions. Georges Clemenceau, le « *Père la Victoire* », incarne la détermination inébranlable. De Gaulle admirait la manière dont Clemenceau avait dirigé la France en pleine tourmente, mêlant pragmatisme et ardeur patriotique. Il voyait en lui la « *fureur* » de la France, complémentaire de la « *raison* » incarnée par un Poincaré. Carnot, Louvois et Foch - dont il vénérât la science militaire et son rôle dans la victoire de 1918 - complètent cette galerie de modèles. Tous, à leur manière, représentent l'alliance de la raison et de l'action au service de l'intérêt national.

L'histoire comme une leçon pour le présent

Pour de Gaulle, l'histoire est bien plus qu'un refuge ou une source d'inspiration. Dans ses discours et écrits, il aimait rappeler les grandes heures de la France, convoquant des souvenirs glorieux pour raviver l'unité nationale. Ses références



historiques, savamment choisies, confèrent à son discours une légitimité intemporelle.

À travers ses lectures, il se forge sa conception de « *la grandeur* ». Les auteurs classiques, tels que Chateaubriand ou Péguy, l'ont accompagné dans cette quête. Ses ouvrages, à l'instar de son essai *La France et son armée*, paru en 1938, résonnent comme des manifestes où le passé rencontre le présent pour construire l'avenir.

En mobilisant les souvenirs des batailles victorieuses et des figures de proue de l'histoire nationale, il cherche à transcender les divisions et à insuffler un souffle nouveau à la nation.

L'historien

De Gaulle n'était pas seulement un lecteur ou un acteur de l'histoire. Ses *Mémoires de guerre* (1954, 1956 et 1959) et l'inachevé *Mémoires d'espoir* (1970) sont à la fois des récits personnels et des grandes fresques historiques. Avec un style élégant et ciselé, l'Homme du 18 juin se dépeint comme un héritier et un continuateur des grandes figures qu'il admirait.

Grand reporter au *Monde*, Eugène Mannoni note que De Gaulle écrivait avec « *la plus belle collection de thèmes latins de l'histoire* ». Ses phrases longues, rythmées, portaient une solennité propre aux discours historiques. L'usage du « *je* », mêlé au « *De Gaulle* », lui permet de se poser en témoin et en héros, et de construire sa propre légende.

Sa plume - tout comme ses discours - était une arme. Avec des

mots soigneusement choisis, il parvenait à galvaniser les foules, à rappeler à chacun le devoir de servir une cause plus grande que soi. Ses écrits étaient également une manière de transmettre sa vision : un mélange de réalisme et d'idéalisme, une foi inébranlable en la capacité de la France à se relever.

Pour Charles de Gaulle, l'histoire n'était jamais figée. Elle était un miroir tendu vers le présent, un laboratoire d'idées et d'actions. En s'appuyant sur les leçons du passé, il forgea une vision de la France qui continue d'inspirer aujourd'hui. ■

“ Pour De Gaulle, l'histoire est bien plus qu'un refuge ou une source d'inspiration. Dans ses discours et écrits, il aimait rappeler les grandes heures de la France. ”

Connaissez-vous vraiment De Gaulle ?

1. Quel est le premier poste de Charles de Gaulle après sa sortie de Saint-Cyr ?

- a) Professeur d'histoire militaire
- b) Commandant d'un bataillon de chasseurs à pied
- c) Officier d'état-major

2. Quel événement a marqué la carrière d'Émile Mayer, une figure influente pour de Gaulle ?

- a) Son rôle dans la Première Guerre mondiale
- b) Ses positions dreyfusardes
- c) Sa nomination comme professeur à Saint-Cyr

3. Quel livre de de Gaulle explore les raisons de la défaite allemande durant la Première Guerre mondiale ?

- a) La France et son armée
- b) Vers l'armée de métier
- c) Discorde chez l'ennemi

4. Quelle est la date de l'appel du 18 juin ?

- a) 18 juin 1940
- b) 18 juillet 1940
- c) 18 mai 1940

5. Quelle anecdote révèle la personnalité de de Gaulle lors d'un exercice militaire ?

- a) Il refuse de répondre à une question sur l'emplacement des trains de combat
- b) Il félicite ses subordonnés pour leur performance
- c) Il critique ouvertement les stratégies de ses supérieurs.

6. Quel rôle a joué de Gaulle auprès du Maréchal Pétain dans les années 1920 ?

- a) Secrétaire particulier
- b) Collaborateur à la rédaction d'un ouvrage
- c) Instructeur militaire

7. Comment de Gaulle qualifie-t-il son rôle dans l'histoire de France ?

- a) Un simple spectateur
- b) Un guide sur la pente ascendante
- c) Un acteur passif

8. Quelle est l'importance de l'expression « une certaine idée de la France » pour de Gaulle ?

- a) Un concept personnel et subjectif
- b) Une expression inspirée de Barrès
- c) Une formule pour son usage politique

9. Quelle fut la réaction de De Gaulle après avoir lu un article sur le président Loubet ?

- a) Il se moque du fait qu'il « inaugure les chrysanthèmes »
- b) Il exprime son admiration pour son rôle
- c) Il critique son manque de vision politique

10. Quel était le titre du journal auquel de Gaulle adhéra après la Première Guerre mondiale, malgré les critiques ?

- a) L'Action française
- b) Le Temps
- c) Le Figaro

11. Comment de Gaulle considérait-il ses propres discours ?

- a) Il improvisait la plupart de ses interventions
- b) Il les préparait longuement, les apprenait par cœur et les récitait
- c) Il laissait ses collaborateurs les rédiger

12. Quel est le sujet principal du livre *La France et son armée* ?

- a) Les mémoires de guerre de de Gaulle
- b) Une analyse de l'histoire militaire française
- c) Une critique de la politique étrangère

13. Comment Alain Peyrefitte a-t-il qualifié son travail de transcription des entretiens avec de Gaulle ?

- a) « faire du Claude Mauriac »
- b) « singer Malraux »
- c) « la course au premier Mémorial »

14. Quelle est la particularité de la narration dans les *Mémoires de guerre de de Gaulle* ?

- a) Un récit entièrement à la troisième personne
- b) La combinaison d'un narrateur à la première personne et d'un « de Gaulle » historique à la troisième personne
- c) Un récit uniquement factuel sans commentaires personnels

15. Pourquoi de Gaulle s'intéressait-il aux relations franco-allemandes ?

- a) Il était passionné par la culture allemande
- b) Il considérait que c'était essentiel pour l'avenir de l'Europe

c) Il cherchait à imiter les stratégies militaires allemandes

16. Comment de Gaulle considérait-il les hommes politiques de son époque, notamment ceux de la IV^{ème} République ?

- a) Avec un grand respect
- b) Comme des rivaux à sa grandeur
- c) Comme des collaborateurs potentiels

17. Quelle importance de Gaulle accordait-il à l'économie et aux questions sociales ?

- a) Il les considérait comme secondaires
- b) Il les plaçait au premier plan de ses préoccupations
- c) Il laissait ses ministres s'en occuper

18. Quel type de style d'écriture de Gaulle adopte-t-il dans ses écrits ?

- a) Une approche concise et directe
- b) Un style noblement oratoire
- c) Un style familier et anecdotique

19. Quel était le rôle de la Fondation Charles de Gaulle ?

- a) La gestion de son patrimoine
- b) L'étude de son action et de sa pensée
- c) L'organisation de cérémonies commémoratives

20. Comment de Gaulle considérait-il son propre rôle après son départ du pouvoir ?

- a) Il considérait que sa mission était terminée
- b) Il se voyait toujours comme un recours possible
- c) Il se désintéressait de la politique

1c-2b-3c-4a-5a-6b-7b-8a-9a-10b-11b-12b-13a-14b-15b-16b-17b-18b-19b-20b

Réponses :